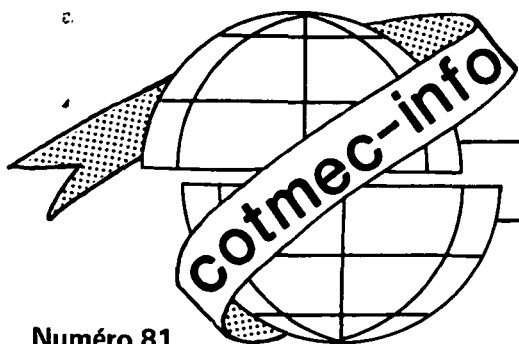




UNI-VERS

Traditionnellement, la Compagnie des pasteurs consacre trois jours du mois de janvier à l'étude d'un thème théologique. A l'occasion du 450ème anniversaire de la Réforme, invitation a été largement adressée à l'Eglise catholique de participer à ces rencontres afin, ensemble, de "relire la Réforme aujourd'hui". Au total, six exposés de grande valeur qui ont permis à chacun de mieux comprendre le passé et le présent de la Réforme.

Ce bulletin n'est pas le lieu adéquat pour restituer ce cheminement. Plus modestement, contentons-nous de piquer quelques idées au passage qui serviront de point de départ à un éditio que nous voulons en écho à la semaine de l'unité.

La première, nous l'emprunterons au Père Duquoc. "Faire de l'Evangile le ferment de la cité, voilà le projet fondateur de la Réforme; plus décisif que la mise en question de l'Eglise romaine et de son organisation." Et, de fait, pour le conférencier, la Réforme a largement contribué à donner une pertinence historique au christianisme, lui permettant de répondre aux ques-

tions nouvelles que lui posait une société nouvelle.

La seconde idée, nous la reprenons de Paolo Ricca, professeur à la Faculté protestante de Rome : "Le but ultime de l'Evangile, c'est l'unité des hommes et pas seulement l'unité des chrétiens."

Cette idée, comme la précédente, est une mise en garde à notre idéal œcuménique. Que signifieraient des chrétiens retrouvant leur unité et s'y complaisant au milieu d'un monde divisé par la misère, l'oppression, le commerce de la mort, les dépendances financières et culturelles ou menacé par le vide du non-sens ? Unité du levain mais hors de la pâte; unité d'éclairage mais sous le boisseau.

C'est la société concrète d'aujourd'hui et elle seule qui peut être le creuset — au double sens d'épreuve et de chance — de l'unité des chrétiens.

Dans un stage axé sur la solidarité internationale, une jeune, qui n'était pas de langue maternelle française, a montré à ses camarades la beauté du mot "univers" lorsqu'on prend la peine de le couper en deux : unis-vers.

Il exprime parfaitement notre conviction.

LES "SANCTUAIRES"
AUX ETATS-UNIS

Une flamme difficile à éteindre

Etonnant mouvement que celui qui se développe aux Etats-Unis concernant l'accueil des réfugiés d'Amérique centrale. Sachant que, chez nous, il n'est pas exclu que les Eglises soient appelées à de nouveaux courages, il importe de se mettre à l'écoute des chrétiens américains.

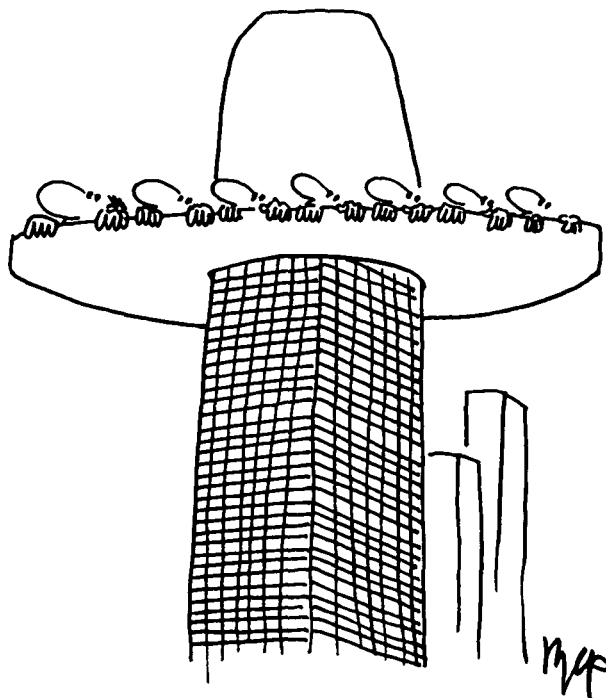
Au départ, une détresse politique...

Au début de ce mouvement migratoire qui a conduit vers les Etats-Unis quelque 500.000 réfugiés d'Amérique centrale, une situation politique particulièrement délabrée. Notamment au Salvador où en 1980, on avait dénombré 20.000 morts ou disparus et où un quart de la population a dû quitter sa terre. La situation tragique qui règne au Guatemala alimenta aussi l'exode en fournissant un cinquième des réfugiés.

... et des initiatives individuelles

En 1980, un fait divers tragique : un groupe de Salvadoriens est abandonné par ses passeurs au milieu du désert de l'Arizona : la moitié d'entre eux meurent de soif, les autres sont soignés... et expulsés dès leur sortie de l'hôpital.

Le Révérend John Fife, pasteur à Tucson (Arizona), est profondément troublé par cet événement et institue une veillée de prière hebdomadaire — qui dure toujours — et qui devient vite un lieu de rencon-



tre entre juristes, personnes sensibilisées à l'asile et les réfugiés eux-mêmes.

A quelques mois de là, un citoyen de la même ville, éleveur retraité, en s'inquiétant auprès de la police du sort d'un réfugié pris en auto-stop peu de temps avant, est amené à découvrir la façon expéditive dont sont exécutées les expulsions et l'impossibilité d'exercer



→ une quelconque défense. Il en arrive à la conclusion qu'il faut tout faire pour éviter le passage par les organismes officiels. Par exemple en allant les chercher en voiture à la frontière, ou mieux jusqu'au Mexique.

En mars 1982, les deux protagonistes décident de rendre publique leur action.

Premières mesures de répression... et début de l'expansion

En janvier 1983, une religieuse catholique et une jeune méthodiste sont arrêtées en transportant dans leur voiture des réfugiés. La condamnation à 90 jours de prison avec sursis se traduira, pour la seconde, par une détention de cinq mois pour récidive.

Des opérations d'envergure sont lancées, comme celle qui, en janvier 1985, a conduit à l'arrestation de seize militants en faveur de l'asile. Parmi eux, les deux fondateurs du mouvement déjà cité.

Loin d'aboutir à une intimidation, les mesures policières semblent étendre comme un incendie ce courant d'accueil. Peu de temps après l'arrestation massive, un colloque sur le thème "Amérique centrale et réfugiés" devait avoir lieu. Les trois cents personnes primitivement inscrites se sont retrouvées mille six cents, venant de tous les Etats-Unis.

L'Etat embarrassé

Il n'est pas aisé, pour le gouvernement qui, il n'y a pas si longtemps, demandait à la population d'ouvrir largement ses portes aux Vietnamiens, de lui interdire de recevoir des Salvadoriens, et il ne manque pas d'occasion de les discréditer en les présentant comme réfugiés économiques. Il est coûteux pour Washington d'avouer que des régimes qu'il soutient ouvertement et qu'il arme abondamment provoquent de telles hémorragies.

C'est certainement cet embarras qui a conduit la police à de graves maladroites notamment en infiltrant lourdement le mouvement; ces mesures, d'autant plus incompréhensibles dans des actions si peu clandestines, n'ont fait qu'augmenter le nombre des appuis.

Aujourd'hui, ce ne sont plus seulement les Eglises mais des universités et parfois des municipalités qui ont rejoint le mouvement. Au point que les procès qui vont avoir lieu pour les onze animateurs, on ne les redoute qu'à peine. On sait qu'ils vont coûter fort cher, mais on y voit surtout une tribune pour exposer à la face de l'opinion publique américaine la question des réfugiés et de l'Amérique centrale dans toute sa clarté.

Un creuset pour les Eglises

Il n'y a pas si longtemps, le combat pour les droits de l'homme était l'apanage de personnes distantes des Eglises. Aujourd'hui ces dernières ont repris le flambeau. Il est intéressant de constater que, dans cette action, les références à la théologie de la libération sont fréquentes. Tout porte à croire que de telles aventures vont transformer partiellement le visage des Eglises américaines.

(tiré de "l'Actualité religieuse dans le monde")

■ "AIDER L'AIDE A ASSASSINER L'AIDE"

Ce slogan a été celui du congrès international des jeunes agriculteurs tenu il y a une année au Burkina; il vient d'être repris par un collectif d'organisations non gouvernementales françaises (Frère des hommes, Peuples solidaires et Terre des hommes) dans le cadre du lancement de la campagne baptisée "Afrique verte".

Le but de cette campagne est de réorienter l'aide alimentaire apportée à l'Afrique par les pays développés, de manière à ce que cette aide de soit progressivement plus nécessaire. Il s'agit d'instaurer des échanges triangulaires afin de développer un marché commun agricole africain. En effet, avec le retour des pluies, notamment dans plusieurs pays du Sahel, certaines régions disposent tout à coup d'excédents alimentaires. L'échange triangulaire consiste alors à financer (grâce aux dons européens) l'achat et le transport de ces excédents vers d'autres régions, souvent dans le même pays, où cette nourriture manque.

La campagne initiale porte sur l'achat de 10.000 tonnes de céréales pour une valeur de 25 millions de francs français. Le collectif a également obtenu le soutien de l'Assemblée européenne qui a accepté que 4 % des crédits de la CEE consacrés à l'aide alimentaire soient dorénavant utilisés pour des échanges triangulaires.

Ce nouveau type d'échanges présente plusieurs avantages par rapport aux effets souvent pervers de l'aide alimentaire classique. D'une part, l'aide traditionnelle déverse de grandes quantités de nourriture (provenant des excédents des pays développés) sur les marchés africains, ce qui provoque de fortes baisses de prix et donc des revenus des paysans producteurs. Ceci les décourage à produire des denrées vivrières au profit de cultures d'exportation, notamment le coton. D'autre part, l'aide alimentaire sous forme de céréales panifiables et de lait en poudre véhicule parallèlement tout un modèle de consommation qui conduira à l'accroissement des importations lorsque l'aide cessera. Enfin, les installations portuaires de stockage et les transports routiers ne sont souvent pas adaptés à de grands arrivages alimentaires occidentaux.

Il est clair que ces échanges triangulaires constituent encore de l'aide, mais devraient permettre de créer un réseau "Sud-Sud" d'échanges de produits alimentaires et ainsi contribuer à faire cesser progressivement toute aide alimentaire.

N.B. : Pour soutenir l'action du collectif, il est possible d'envoyer des chèques à l'ordre d'Afrique verte, à l'adresse CCP Afrique verte, 75115 Paris, Cedex 15.

(d'après "Le Monde")

■ LOI SUR L'ASILE Une révision à suivre de près

A la prochaine session des Chambres fédérales, la nouvelle loi sur l'asile sera en discussion. Le projet ne semble guère avoir tenu compte des avis émis, notamment par les Eglises, durant la consultation. Les deux Commissions tiers monde ont décidé lors de leur der-

nière rencontre commune de résumer l'essentiel des propositions émanant des milieux d'Eglise et de rencontrer chacun des parlementaires genevois. Elles souhaitent que de nombreux chrétiens, dans la meilleure tradition démocratique, attirent l'attention des députés qu'ils ont élus sur l'importance de la décision à prendre.

La documentation à ce propos sera disponible au secrétariat.

Une Eglise en marche vers sa pleine catholicité

Le mot "catholique-universel" est un qualificatif exigeant à porter pour une Eglise. Et de plus en plus. Durant les premiers siècles en effet, l'univers se limitait essentiellement au bassin méditerranéen, on pouvait donc légitimement se déclarer "universel" sans avoir à quitter son propre monde. Un peu plus tard, on a "découvert" d'autres continents habités. Mais l'Occident n'était-il pas, dans la pensée d'alors, le seul détenteur de la civilisation ? Etre universel signifiait donc, le plus souvent, se faire, sous toutes les latitudes, propagateur de notre propre système de valeurs. Tâche finalement assez gratifiante !

Cette page doit être tournée. D'autres cultures existent qu'on a pu rencontrer, dont on a pu percevoir les richesses. Etre universel va dès lors impliquer une capacité d'écoute, de décentrement. Révolution copernicienne qui prend à rebours tout Occidental, mais plus encore l'Eglise romaine qui a tendance au centralisme et qui, comme on l'a dit, continue à conjuguer l'Eglise au "singulier universel".

Dans son Apocalypse, Saint Jean adresse à sept reprises une invitation plus actuelle que jamais. "Celui qui a des oreilles, qu'il entende ce que l'Esprit dit aux Eglises." Durant le Synode, on a tenté de le faire. Malgré les résistances des forces de décentrement ont travaillé les débats. Un signe d'espérance pour l'Eglise. Et pour le monde.

Il convient d'abord de relever un fait récent : la participation majoritaire (2/3) d'évêques venant des pays du tiers monde auxquels une oreille attentive a pu être prêtée; incontestablement, cela a permis de donner tonalité nouvelle et dynamisme à la lecture de l'Evangile enracinée au cœur de cultures si diverses.

■ L'APPORT DE VATICAN II : UN HERITAGE A FAIRE FRUCTIFIER

La valeur et l'actualité des décrets conciliaires ont été réaffirmées très largement; pour les Eglises du tiers monde, l'héritage du Concile a engendré "des années de croissance ecclésiale"; Mgr da Costa (Angola) estime que Vatican II a permis une meilleure insertion de l'Eglise dans la société et des efforts constants pour une Eglise authentiquement africaine et authentiquement catholique.

Ainsi le Synode demande-t-il d'intensifier les efforts pastoraux pour que les directives du Concile soient assimilées dans les cœurs et traduites dans la vie concrète, par chacun.

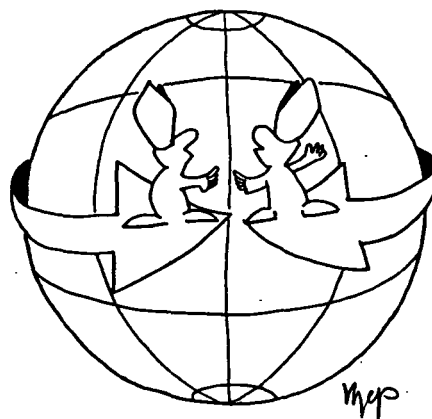
■ PRESENCE DE L'EGLISE DANS L'HISTOIRE...

La vie concrète en Eglise se réalise en témoignant de l'Incarnation et de la pratique du Fils de Dieu dans une histoire. C'est là que la foi doit s'incarner et inviter tout homme à s'y engager pour bâtir une société de partage, de solidarité et d'amour; une Eglise prête à dialoguer, à servir et à unir — dans la fidélité à la Parole — "gagne en crédibilité face au monde", dira un évêque du Pérou.

■ ...ALORS QUE "MONTENT EN FLECHE LA FAIM, L'OPPRESSION"...

Les défis ne manquent pas, qui nous pressent d'apporter un "supplément d'âme" à notre temps : qu'ils soient sociaux, économiques, politiques tels que "manque de respect pour la vie humaine, suppression des libertés civiles et religieuses, mépris des droits de la famille, discrimination raciale, déséquilibre économique, endettements insurmontables, problèmes de la sécurité internationale et de la course aux armements les plus destructeurs et terrifiants".

Ainsi, le porte-parole de l'Amérique latine s'inquiète-t-il de l'endettement croissant, de la faiblesse du secteur agricole, du pouvoir des multinationales,



notamment dans l'informatique; il dénonce encore la mainmise des grandes agences de presse, entraînant une "information fragmentaire et partielle".

** "Aujourd'hui, en effet, de tous côtés dans le monde, nous assistons à une montée en flèche de la faim, de l'oppression, de l'injustice et de la guerre, de la torture, du terrorisme et des autres formes de violence de tout genre. Ce qui nous oblige à une nouvelle et plus profonde réflexion théologique pour interpréter ces signes à la lumière de l'Evangile."*

■ ...ALORS QUE LES DROITS DE L'HOMME SONT SOUVENT BAFOUES

Une promotion des droits humains guidée par le dynamisme de la foi : tel est le pari difficile que tout chrétien devrait tenir. Un évêque d'Haïti l'affirme fortement : "L'Eglise est la seule force crédible" de son pays, grâce à ses campagnes "pour la promotion intégrale de l'homme, pour la défense de ses droits, pour l'affirmation de sa dignité, dans le respect des textes du concile".

Donc une responsabilité incontournable pour l'Eglise dans l'articulation entre annonce et pratique, transcendance et engagement, éléments constitutifs de son identité. Si plusieurs interventions d'évêques nous semblent très courageuses dans des affirmations personnelles, le sens s'en trouve atténué dans la déclaration finale du Synode. Pour sa part le Père Chenu, qui l'analyse, regrette que, tout en évoquant les misères actuelles (faim, développement, migrations), le document final insiste peu sur le combat pour la justice, sur l'exigence d'une transformation du monde. "La foi n'a à être ni béate ni triomphante, elle doit travailler l'histoire. Or j'ai l'impression que, dans ce synode, un certain nombre d'évêques n'aimaient pas le monde

* Les textes encadrés sont extraits du document final.

et s'en retournaient alors vers une fausse sécurité spiritualiste et désincarnée."

La libération de l'homme doit être intégrale, tant spirituelle que sociale, et toute réconciliation doit passer par la conversion du cœur, plaide de son côté Mgr Rivera Damas, "afin de mettre fin à un combat où, à l'exemple de Mgr Romero, la plus grande partie du clergé offre sa vie pour ses frères".

"... là où l'Eglise est étouffée par les idéologies totalitaires, ou encore là où elle élève la voix contre les injustices sociales, l'Eglise paraît être acceptée plus positivement. L'Eglise doit dénoncer prophétiquement toute forme de pauvreté et d'oppression, défendre et promouvoir en tout lieu les droits fondamentaux et inaliénables de la personne humaine."

■ UNE EGLISE INVITEE A ECOUTER "LE CRI DU MONDE"

Les évêques du tiers monde, pour parler de leur Eglise, en racontent la vie quotidienne : visites pastorales, dynamisme et vitalité des communautés, tentatives d'inculturation de la foi, rapports quelquefois compliqués avec Rome. L'Eglise prend alors des couleurs multiples où les teintes peuvent s'accorder avec celles de la chrétienté occidentale mais où, aussi, des harmoniques particulières peuvent être trouvées entre Eglises sœurs, hors de l'Europe. Eglise que le Cardinal Lorscheider supplie "de ne pas s'enfermer sur elle-même mais d'écouter le cri du monde" et d'inscrire "son action dans un esprit de service".

Une Eglise-communion où l'unité ne devrait pas être synonyme d'uniformité mais de respect des diversités : libération de l'homme, option préférentielle pour les pauvres, développement des Communautés de base, en Amérique latine; enracinement culturel du christianisme, en Afrique; dialogue avec le bouddhisme et les religions non chrétiennes en Asie.

"Comme la pluriformité est d'une vraie richesse et apporte avec elle une plénitude, elle est elle-même vraie catholicité. Mais le pluralisme, juxtaposition de positions fondamentalement opposées, conduit à la dissolution, à la destruction, à la perte de l'identité propre."

Mais aussi une Eglise-mystère où les valeurs spirituelles sont réaffirmées très clairement.

"La Mission première de l'Eglise, sous l'impulsion de l'Esprit-Saint, est de prêcher la bonne et heureuse nouvelle de l'élection, de la miséricorde et de la charité de Dieu, manifestées dans l'histoire du salut et qui, à la plénitude des temps, culminent en Jésus-Christ, lumière du monde que l'Eglise doit refléter sur son visage. L'Eglise se rend plus crédible si, parlant moins d'elle-même, elle prêche de plus en plus le Christ crucifié et témoigne par sa propre vie."

■ L'EXIGENCE DE L'EVANGELISATION...

Elle est réaffirmée comme tâche primordiale, mais les évêques du tiers monde vont encore plus loin : il s'agit de "s'intéresser davantage aux exigences pratiques de l'évangélisation qu'à la théorie; il est relativement facile de faire des déclarations prophétiques mais leur compréhension et leur mise en pratique sont très difficiles" (Afrique du Sud).

"L'évangélisation en appelle au témoignage. Le témoin rend témoignage non seulement par ses paroles, mais également par sa vie. Nous ne devons pas oublier que 'témoignage' se dit, en grec, 'martyrium'. De ce point de vue, les plus anciennes Eglises peuvent apprendre beaucoup des jeunes Eglises, de leur dynamisme, de leur vie et de leur témoignage jusqu'à l'effusion du sang pour la foi."

■ ...PAR L'INCULTURATION

L'Eglise, si elle veut être catholique — c'est-à-dire universelle —, ne peut se fermer aux différentes cultures "espaces de vie de l'homme où s'expriment ses besoins concrets et spirituels". Les évêques asiatiques estiment que seuls le dialogue et l'inculturation peuvent permettre le contact avec les autres religions et, ainsi, faire face à l'injustice. Mgr Dery, Du Ghana, demande à Rome "de laisser la possibilité et de soutenir le processus d'inculturation pour permettre aux hommes d'Eglise d'atteindre leur pleine maturité"; l'Eglise d'Afrique en effet est en recherche pour traduire l'Evangile et les orientations ecclésiales par les meilleurs termes de la culture africaine, avec tous les enjeux que cela suppose, par exemple au niveau du mariage et des ministères. Inculturation que l'évêque du Mali définit d'une manière si belle comme étant "le sang de l'Evangile dans les veines de nos cultures".

"Puisque l'Eglise est communion qui unit diversité et unité, par sa présence dans le monde entier, elle assume dans toute culture ce qu'elle y trouve de positif. Toutefois, l'inculturation est autre chose qu'une simple adaptation extérieure : elle signifie une intime transformation des authentiques valeurs culturelles par l'intégration dans le christianisme et l'enracinement du christianisme dans les cultures humaines variées."

■ ... ET PAR LA THEOLOGIE DE LA LIBERATION

Cette théologie était bien présente dans les discussions du Synode; certains ont remis en cause "l'utilisation d'outils non évangéliques prêchant la haine"; au contraire d'autres ont redit combien elle permet "de se mettre à l'écoute du Peuple de Dieu" parce qu'elle est née d'une expérience spirituelle : l'expérience de Dieu que l'on rencontre chez le pauvre. Théologies de la libération qui ont certainement permis la redécouverte de l'importance d'une religion populaire enracinée dans une culture indigène.

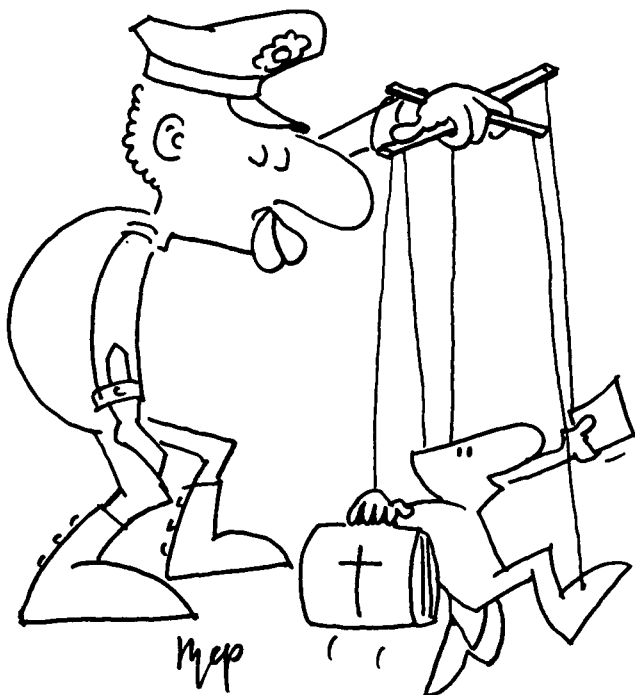
Les Communautés de base ont été citées à de multiples reprises, décrite par un évêque africain comme "l'un des fruits les plus tangibles du Concile". Communautés de base qui, pour le représentant de l'Océan Indien, permet aux "pauvres de devenir eux-mêmes évangélistes", tâche confiée à tout baptisé.

Nous trouvons intéressant de relever que ce document final emprunte, en plusieurs endroits, un langage qui, jusque-là, était utilisé, dans l'Eglise, essentiellement par la théologie de la libération : On y parle de la commune volonté de faire passer le Concile dans la "praxis" et dans la vie de l'Eglise. On y réaffirme aussi très fortement une "option préférentielle pour les pauvres".

Ceci dit, il faut bien le reconnaître, le document final se montre d'une extrême prudence, au point que l'expression "théologie de la libération" n'y figure pas.

Sources :

La Croix, Soepi, Apic, Témoignage Chrétien et divers.



■ BURUNDI Une Eglise entravée

Dans ce petit pays du centre de l'Afrique, peuplé de 4,5 millions d'habitants, les chrétiens sont nombreux. Les catholiques représentent 60 % de la population et les protestants 5 %. Pourtant il n'est pas confortable d'être chrétien au Burundi. Ces jours derniers, cinq prêtres ont reçu leur "autorisation de sortie définitive" pour reprendre le bel euphémisme des autorités du pays lorsqu'elles refusent de renouveler le permis de séjour d'un missionnaire. Depuis mars 1985, le nombre de ces refus atteint la centaine dont 33 Pères Blancs pour l'année 1985.

"Le pouvoir ne nourrit aucun sentiment anticlérical" assurent les autorités de Bujumbura. Cependant cela y ressemble fort. Il y a quelques années, elles se lançaient dans une anachronique chasse à "l'obscurantisme" en cherchant à faire disparaître les croix, ou en remplaçant par "septième jour" l'expression habituelle de "Jour du Seigneur" pour désigner le dimanche.

Plus récemment, les griefs évoqués contre les prêtres tiennent au fait d'avoir enfreint la loi sur les cultes : en semaine le régime limite en effet à certaines heures de la journée le droit de célébrer l'eucharistie. Tracasseries sans importances ou prétextes servant à contrecarrer l'Eglise dans son action ? Ce qui est en jeu, au dire de certains observateurs, c'est ni plus ni moins que la liberté religieuse.

Y a-t-il des causes à de telles mesures ? On s'interroge. Faut-il remonter en 1976 et à l'accueil mitigé réservé par l'Eglise à la deuxième République ? Doit-on mettre la "faute" sur l'attitude d'ouverture que l'Eglise avait montrée à l'égard de l'ethnie minoritaire — les Hutus — lors des affrontements qui ont ensanglanté un passé encore récent (plus de 100.000 morts) ? (Le fait d'ailleurs que cette ethnie soit au pouvoir dans le pays voisin, le Rwanda, et que l'Eglise soit au mieux avec son gouvernement ne facilite pas la situation des catholiques au Burundi.

Ou peut-être plus simplement faut-il chercher le malaise dans le fait que le lieutenant-colonel Bagaza supporte mal de voir limiter un pouvoir qu'il voudrait absolu par l'Eglise qu'il ressent comme un contre-pouvoir...

■ "ROMPRE LES CHAINES" Une nouvelle campagne de Carême

Le combat pour le respect des droits de l'homme n'est pas l'exclusivité des chrétiens. Mais il est précieux que Pain pour le Prochain et l'Action de Carême permettent aux chrétiens de faire le lien entre cette préoccupation largement répandue et les exigences de leur foi.

Notes de réflexions (47 pages denses et éclairantes), calendrier pour un cheminement en famille, ainsi qu'une brochure remplie de propositions d'animation : le matériel ne manque pas.

Cette année, notre commission a pris une part plus active à la diffusion de ce matériel, en collaboration notamment avec la commission (protestante) "Terre nouvelle". Notre souhait : permettre à un plus grand nombre de personnes de tirer parti de cet excellent travail d'information. Ce pourrait être un cadeau d'anniversaire à Pain pour le Prochain et à l'Action de Carême qui soufflent cette année vingt-cinq bougies.

• • • • •

■ A GENEVE Un temps fort sur le thème "chrétiens et droits de l'homme"

Dans le cadre de cette campagne, nous recevrons à Genève la visite de Sœur Mariani, qui anime, aux Philippines, une importante organisation de défense des droits de l'homme.

Au moment de donner le bulletin à l'impression, il est encore difficile d'indiquer les dernières précisions. Les Commissions tiers monde peuvent toutefois indiquer les grandes lignes de leur projet. Dans les locaux de la paroisse protestante de Champel, 10 av. Bertrand

Dimanche 23 février, à 17 heures en présence de Sœur Mariani, mini-séminaire qui pourrait avoir pour titre "Chrétiens et droits de l'homme : à Genève quelles possibilités d'action ?". A 19 heures, collation. A 20 heures, conférence ouverte à un large public sur la situation des droits de l'homme aux Philippines.

Demander le programme définitif au secrétariat.

■ OUGANDA La fin du tunnel ?

Quelques jours avant Noël un accord de paix a été signé à Nairobi entre le gouvernement militaire ougandais et l'Armée nationale de résistance (NRA) qui représente le principal mouvement de résistance. La NRA, d'après des témoins indépendants, a la réputation d'être un mouvement de guérilla "exemplaire" défendant la population civile contre les nombreuses exactions de l'armée.

Après les multiples atrocités commises depuis près de vingt ans, successivement par les régimes d'Iddi Amin Dada (renversé en 1979), de Milton Obote (renversé pour la deuxième fois le 27 juillet 1985) et finalement de l'actuel général Okello, ce nouvel accord semble enfin présager un avenir plus calme.

■ **NICARAGUA**
Les bananes de la solidarité

Comme d'autres pays d'Amérique centrale, le Nicaragua a développé dans le passé une production de bananes importante pour alimenter le commerce nord-américain. Que faire au moment où ces gros clients décrètent l'embargo commercial ?

C'est pour tenter d'éviter l'étouffement économique du Nicaragua que des initiatives ont été prises en Europe afin d'écouler une partie de sa production. La Belgique et la Hollande ont déjà obtenu des résultats qui ont étonné les importateurs eux-mêmes. Dans notre pays les Magasins du Monde, appuyés par plusieurs autres organismes, tentent la même entreprise. Elle devrait rencontrer l'adhésion non seulement des partisans de l'actuel régime de Managua mais aussi de tous ceux qui redoutent de le voir se tourner vers l'Union soviétique.

Concrètement :

- La vente aura lieu du 18 au 23 mars prochain.
- Des stands seront organisés pour la vente au détail mais, si on veut dépasser le stade d'une action symbolique, il s'agit de viser les commandes collectives.
- Si vous pouvez convaincre un ami hôtelier ou intendant d'un établissement, si vous décidez d'organiser une vente à l'issue des célébrations dans votre paroisse... vous faites une précommande jusqu'à la fin du mois de février. (Cela par carton entier de 18 kg.)
- Sachez encore que le prix sera vraisemblablement de Fr. 2.70 le kilo; quant à la saveur, on la dit supérieure à celle des bananes qui sont habituellement proposées et qui sacrifient beaucoup à leur apparence.

Renseignements et précommandes à notre secrétariat qui transmettra.

■ **MALI**
La fabrication du savon, chemin d'indépendance

Au Mali, la production locale de savon ne parvenait pas à répondre à la demande, contraignant les acheteurs à se tourner vers des produits étrangers, pour eux hors de prix.

C'est alors qu'une coopérative de femmes, à Makala, a décidé de se mettre à la fabrication du savon. Après beaucoup de tâtonnements dans le choix des produits locaux pouvant entrer dans sa composition, elle est arrivée à réaliser son projet et a mis sur pied une petite manufacture.

Même démarche à Bamako où une animatrice en milieu rural a créé une coopérative de production de savon.

Ainsi, au terme d'un long processus, des femmes ont reconquis leur indépendance dans une production qui traditionnellement leur revenait et ont permis à une population de s'approvisionner avec un produit à portée de ses moyens.

 Cette information est extraite de "IRED-Forum", revue trimestrielle d'une septantaine de pages pleines de projets, d'indications les plus concrètes, d'a-

Commission Tiers-Monde
 de l'Eglise catholique
 à Genève

16, bd du Pont d'Arve
 1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

**"Pour que la faim ne soit pas
 le prix de l'endettement"**

La pétition a été déposée avec 24.179 signatures dont plus de 4.000 venant de Suisse romande.

Merci à tous nos lecteurs qui l'ont soutenue.

■ **O.I.C.**
Un nouveau directeur

Si l'activité de la Cotmec est centrée sur l'Eglise qui est à Genève, à maintes reprises nous avons pu bénéficier du Centre d'information des Organisations internationales catholiques, lieu privilégié pour sentir battre le pouls d'universalité de l'Eglise. A. M. Maurel qui a inauguré le 10 décembre sa fonction de directeur du centre, nous adressons nos félicitations et nos vœux.

■ **AU LOUVERAIN**
Week-end sur le développement

Cette année encore, le Centre de formation du Louverain (Les Geneveys-sur-Coffrane, NE) propose une réflexion de fond autour du développement les 8 et 9 février.

"Le développement pour vivre comment ?"

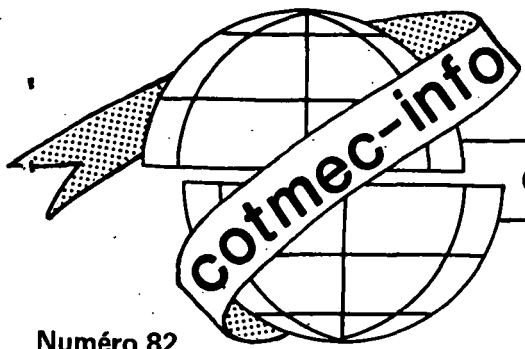
Nous souhaitons que cette initiative suscite un large écho.

Prospectus à notre secrétariat.

dresses où se renseigner, de dates de rencontre entre promoteurs à la base... L'organisme qui réalise cette publication : "Innovation et réseau pour le développement" (IRED) tente de mettre en circulation les initiatives et questions. Mettre le nez dans une telle brochure, c'est prendre un bol d'optimisme face à un tiers monde dont trop longtemps on n'a vu que les problèmes, méconnaissant ses ressources de créativité.

IRED, case 116, 3 rue de Varembe
 1211 Genève 20

J.A. 1200 Genève 11
 Changements d'adresse
 16, bd du Pont d'Arve
 1205 Genève



COMME DANS UN MIROIR...

Dans son épître, Jacques compare certain chrétien «à un homme qui observe dans le miroir le visage qu'il a de naissance; il s'est observé, il est parti, il a tout de suite oublié de quoi il avait l'air». (1.24)

Est-ce que la comparaison ne vaudrait pas également pour beaucoup de nos compatriotes à l'approche du vote sur l'entrée de la Suisse à l'ONU? Cette organisation leur paraît d'autant plus à fuir qu'ils surestiment leur patrie.

Et pourtant, des rapports de force, ils existent aussi chez nous. Des réflexes d'intolérance prêts à jeter dehors tout visage basané, pas moins. On y trouve aussi des groupes de pression habiles à utiliser à leur profit les règles d'une démocratie dont ils ne cessent par ailleurs de vanter les mérites. Sans chercher beaucoup, on retrouverait également dans nos murs des germes de lutte pour l'hégémonie culturelle et linguistique. On a aussi nos minorités — les objecteurs — à qui on ne sait proposer autre chose qu'une cellule de prison... Chez nous aussi, une jeunesse «débranchée» qui ne marche plus au rythme des idéaux de leurs parents et qui peine à s'en forger d'autres.

Inconsciemment, ce que l'on reproche le plus à l'ONU, n'est-ce pas de nous tendre un miroir dans lequel

on découvre — fortement accentuées certes — les rides que nous nous efforçons de camoufler sur notre propre visage?

Pourquoi ce rappel? Par goût du dénigrement ou de l'autoflagellation? En aucun cas. La Suisse a su trouver, après beaucoup d'efforts et de ténacité, la réponse à de nombreuses questions. Il faut s'en réjouir. Mais pas au point que cela nous monte à la tête. Pas au point, pour le dire avec les mots de Jacques, «d'oublier de quoi on a l'air».

La foi des chrétiens rappelle — et particulièrement à cette époque du Carême — que la reconnaissance des limites, voire de la faute, peut être un chemin d'authentique libération et de vrai dynamisme. Ne pourrait-il pas en être de même — toute proportion gardée — en ce qui concerne notre pays?

Rien de triste à reconnaître «de quoi nous avons l'air». Le rôle du «y en a point comme nous» est épuisant à interpréter. Il nous contraint sans cesse à nous distinguer, au double sens de ce mot: se mettre en valeur mais aussi se séparer.

«Se rappeler de quoi on a l'air» c'est se reconnaître du même bois que les autres nations. Prêts à nous associer à tous leurs efforts pour plus de justice. Sans crainte de se salir les mains.

Elles le sont déjà.



LA SUISSE A L'ONU «Le chemin obligé»

Le 16 mars, nous serons appelés à nous prononcer sur l'opportunité de l'entrée de notre pays dans l'Organisation des Nations Unies. Tout porte à croire que le scrutin va se dérouler sans être précédé de grandes mobilisations. Le sujet ne fait guère recette au moment où souffle le vent frais des nationalismes. Et pourtant l'enjeu est important. Ci-dessous quelques points de repère.

Une ONU pleine de défauts?

Parce que le monde est plein de défauts. Rapports de forces, alliances qui se font et se défont... chacun le plus souvent étant persuadé de son bon droit... Comment rêver d'une organisation, composée de délégués des Etats, indemne des courants conflictuels qui traversent le monde?

Un forum de discussion plus que de décision?

Ce n'est déjà pas si mal. Ce serait à nouveau un rêve que d'attendre de l'ONU qu'elle «procure» la paix, la défense des droits de l'homme... Ce n'est pas en son pouvoir. Ceci dit, il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas constater, tant dans le domaine de la codification des droits de l'homme que dans leur application, les effets de l'action de l'ONU.

Le tiers monde attend-il quelque chose de notre adhésion à l'ONU?

Ne nous surestimons pas: n'allons pas croire que le tiers monde vivra ce 16 mars l'oreille collée à son transistor pour savoir ce que nous avons décidé! Pourtant, de l'avis de représentants du tiers monde, nombreux sont



... AUX NUES ?

ceux qui se réjouiraient de l'arrivée d'un pays qui a su résoudre un certain nombre de questions dans lesquelles ils ne cessent de se débattre: recherche d'une unité qui respecte les diversités; une façon d'apprivoiser le système «Etat-nation» afin qu'il ne détruise pas les identités locales, une façon bien à nous de préserver nos autorités des honneurs du pouvoir trop clinquants... Ajoutons que le fait de ne pas avoir de passé colonial est également un atout dans un certain nombre de contacts.

Une participation critique

Il est important, en cas d'adhésion de notre pays, que nos délégués tiennent un propos le plus libre possi-



■ RUDE HIVER POUR LES DICTATEURS

■ OUGANDA : excès d'optimisme

Notre dernier bulletin a fait preuve d'un excès d'optimisme en annonçant un temps plus calme dans le ciel de l'Ouganda. Après les accords signés le 17 décembre, le chef de la guérilla devait prendre place au second rang des dignitaires du régime. Il est bien revenu dans la capitale, mais il y est revenu en armes, chassant celui qu'il devait seconder, le général Okello, et cela le 26 janvier après six petits mois de règne. Yoweri, le nouvel homme fort de Kampala, est une personnalité fort controversée. Parviendra-t-il à faire mieux que ses prédécesseurs ? La question reste entière.

■ PHILIPPINES : la fraude au pouvoir

«Acceptez l'argent que l'on vous donne, mais votez selon votre conscience.» De tels propos dans la bouche de l'archevêque de Manille, le cardinal Sin, en disent long sur l'étendue de la corruption. Egalement sur le rôle d'une Eglise qui s'est de plus en plus nettement distancée du régime. C'est le même cardinal Sin qui a décliné une invitation, la semaine précédant le scrutin, à se rendre au palais présidentiel. M. Marcos l'y invitait afin de prier avec lui pour «une consultation propre»... Décidément, pour le dictateur l'Eglise n'est plus ce qu'elle était...

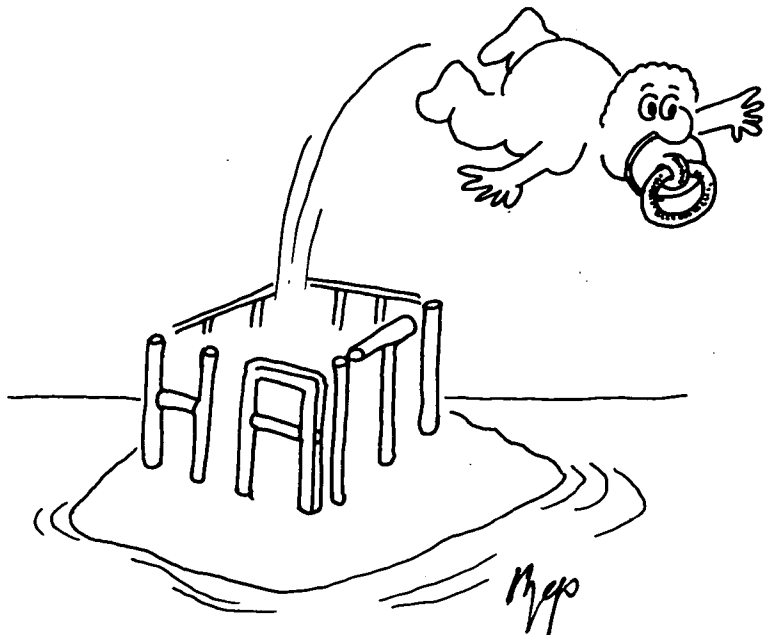
Cette Eglise qui au lendemain des élections, le mardi 11, comptait de nombreux prêtres et des religieuses dans une importante manifestation contre la fraude électorale. Cette Eglise dont les évêques avaient, dès avant les élections, préparé un plan en cinq points sur les différents scénarios possibles.

■ HAITI : la force des jeunes

Le temps n'est pas encore à mesurer d'une façon précise l'ouverture apportée par la nouvelle junte au pouvoir depuis le départ de Jean-Claude Duvalier. Contentons-nous de quelques remarques.

— Vingt-huit ans de dictature, vingt-huit ans de résistance parfois jusqu'au sang. A tous ceux qui n'ont pas baissé les bras, tant à l'intérieur de l'île qu'à l'étranger, va notre estime. Tout près de nous, soulignons le travail du Centre haïtien de recherche et de documentation qui a tant fait pour nous alerter sur la situation de l'île.

— Le 22 juillet dernier, un référendum posait la question «Etes-vous d'accord avec l'action du gouvernement ?». Il a été approuvé à 99,98 % des suffrages exprimés ! Cela permet peut-être aussi de mesurer l'impact de deux forces d'insurrection : a) La jeunesse, tout d'abord. Ne mésestimons pas «l'Année de la jeunesse». En Haïti, elle a permis de renverser les montagnes. Du 14 au 18 avril ils étaient 10000, à Jérémie, à penser le présent d'Haïti. C'était du jamais vu et cela n'a pas été sans effet. Par l'assassinat de trois des leurs, le 28 novembre à Gonaïves alors qu'ils participaient à une manifestation pacifique, le régime a tout fait pour galvaniser leur jeune volonté de résistance. Voilà comment les jeunes de Jérémie concluaient une lettre par laquelle ils répondaient aux vœux du président : «*Tant que ces conditions (le châtimement de tous ceux qui ont accompli les sévices contre les jeunes) que nous venons de poser ne seront pas réalisées, i n'y aura jamais de paix et vos 'beaux souhaits' continueront de glisser sur notre dos comme l'eau sur les plumes d'un canard.*» b) L'Eglise elle aussi a choisi son camp. Il lui a fallu du temps. Beaucoup de temps, en ce qui concerne la plupart des évêques, durant des décen-



nies, entre le silence et d'adulation du régime. Il lui a peut-être aussi fallu entendre la phrase de l'évêque de Rome que les manuels d'histoire retiendront : «Il faut que les choses changent dans ce pays» (1983). Se réjouir de ce changement de la hiérarchie ne doit pas nous amener à laisser dans l'ombre le courage de nombreux chrétiens de diverses confessions qui, durant ces vingt-huit ans d'hiver, n'ont pas cessé de semer les graines de la libération.

— Après avoir exténué les siens, Jean-Claude Duvalier a importuné le monde politique. Personne ne souhaitait ternir son image internationale en ouvrant ses portes à cet hôte qui a poussé l'iniquité jusqu'à la caricature. Comment ne pas s'interroger sur l'attitude des pays qui jusqu'à hier ont largement sponsorisé comme chef d'Etat un individu qu'ils n'osent pas accueillir aujourd'hui ? Nous pensons particulièrement aux Etats-Unis.

● LENDemain DE FESTIVAL De beaux films à voir

A Fribourg récemment, un festival de films du tiers monde a remporté un grand succès. De nombreuses personnes de notre pays ont ainsi pu découvrir une production cinématographique pleine d'intérêt.

Afin que Genève bénéficie des retombées du festival, l'Association des étudiants de l'Institut universitaire d'études du développement a organisé la projection de six films. Au moment où ce bulletin vous parviendra, malheureusement, plusieurs auront déjà passé. Nous retiendrons :

— Jeudi 27 février. UNI II. «Un homme à abattre». Brésil, 1984.

— Lundi 3 mars. CAC, 27, rue Voltaire. «Le médecin de Gafire». Niger.

— Jeudi 6 mars. UNI II. «L'Occupation». Inde, 1981.

● Une invitation qui concerne chacun

La prochaine rencontre trimestrielle des personnes de contact — ouverte à tous ceux que la réflexion intéresse — aura lieu le **jeudi 13 mars à la Cotméc**. Thème : **Les gestes des prophètes**.

Se promener avec un joug sur les épaules, casser une gargoulette en pleine ville, déchirer son manteau... Les prophètes ont posé un certain nombre d'actes souvent déroutants pour leur entourage.

Dans quel but ? Aujourd'hui pensons-nous à des signes qui s'en rapprocheraient ?

Dans cette rencontre, place sera faite à l'actualité (réfugiés...)

■ "LE TIERS MONDE ET NOUS" Une démarche peu convaincante

Au mois d'août, une brochure intitulée "Le tiers monde et nous — coupables ou solidaires" était publiée par le "Bureau interconfessionnel foi et économie".

Le sujet choisi, les destinataires — les paroisses par le canal des prêtres, des pasteurs et des animateurs de jeunesse — ainsi que la prétention éthique de la fondation — il s'agissait selon Evangile et Mission "de voir l'Evangile imprégner les mentalités et les structures"... Autant de raisons pour que cette publication retienne toute l'attention de notre commission. Si nous n'en avons pas parlé avant, c'est parce que nous avons voulu attendre de rencontrer l'auteur ainsi que des représentants de la fondation afin d'être sûrs de bien comprendre les intentions qui ont présidé à une telle publication. La rencontre, à laquelle participaient des représentants d'organismes chrétiens concernés, a eu lieu au mois de décembre. Dans le cadre limité de cet article, voilà quelques éléments que nous aimerions retenir.

— L'échange que nous avons eu a été serein et ouvert. Il a été difficile de dépasser un certain flou, car nous ne parvenions pas à cerner les arêtes du document. Lorsqu'une phrase comme "Aujourd'hui, personne ne peut regretter la domination coloniale" était mise en cause, on en citait d'autres susceptibles d'être lues dans un sens contraire.

— On aurait tort de chercher une dimension éthique au document. Selon l'avis même de son rédacteur, la partie abordant la question de la responsabilité faisait l'objet d'un autre chapitre qui n'a pas pu être joint au document de crainte de le rendre trop volumineux.

— Par rapport aux autres publications sur le dialogue Nord-Sud qui paraissent dans les milieux chrétiens — pensons à Pain pour le Prochain et à l'Action de Carême notamment —, l'intention de cette brochure est "de voir les problèmes d'un autre côté".

En guise de conclusion provisoire

De ce premier échange, nous nous garderons bien de porter sur cet organisme tout neuf un avis définitif et le dialogue certainement devra se poursuivre. Ceci dit, s'il n'est pas question de mettre en doute la sincérité de l'auteur, force est de reconnaître que cette publication ne fera guère avancer la réflexion Nord-Sud parmi les chrétiens. Ce qu'il est convenu d'appeler les "tiers-mondistes" ont besoin de gens qui les aident à repérer leurs raccourcis de pensée; ce document, qui choisit délibérément un point de vue contraire mais encore plus schématique souvent, ne leur sera pas d'un grand secours.

Plus grave nous paraît être le fait de présenter pour une réflexion éthique ce qui, de l'avis même de l'auteur, n'en est pas une. Enfin, dernière question : ce groupe, qui reçoit son financement — important — de sources privées, ne bénéficie, de la part de l'Eglise, ni de mandat ni d'appui matériel. Dans ce cas, est-ce que le mot "interconfessionnel" pour qualifier cette fondation est bien approprié ?

A notre secrétariat

A disposition de ceux qui veulent prolonger la réflexion, nous signalons un document de treize pages élaboré par une quinzaine de chrétiens; tous, à des titres divers, travaillant dans des domaines en lien avec la solidarité internationale.

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

«Le grand tort que nous font les sondages d'opinion, c'est de nous porter à l'attitude du parieur, non du protagoniste. (...) La décadence d'une société commence quand l'homme se demande 'Que va-t-il arriver?' au lieu de se demander 'Que puis-je faire?'»

Denis de Rougemont

■ "KAIROS" Une parole de feu et d'espérance née en Afrique du Sud

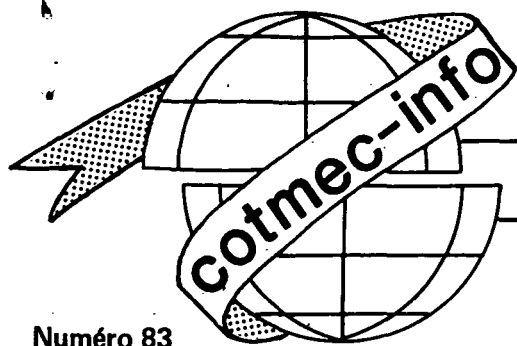
La parole de Dieu "est plus tranchante qu'aucun glaive à deux tranchants". Cette phrase de la lettre aux Hébreux revient immanquablement à l'esprit lorsqu'on referme cette brochure d'à peine 24 pages. Selon ses auteurs — ils sont cent vingt théologiens et laïcs de plusieurs confessions à en partager la responsabilité — c'est pour l'Eglise d'Afrique du Sud "le moment favorable — kairos en grec — où Dieu lance un défi en vue d'une action décisive". Un temps qu'il ne s'agit pas de laisser passer. Pour aider dans le choix, les auteurs analysent les différents courants théologiques repérables en Afrique du Sud.

Quelque chose de bouleversant, dans ces lignes, où se révèlent la force de l'Evangile qui tout à la fois annonce et dénonce. Nous ne saurions trop en recommander la lecture. Notons encore que ceux qui ont apprécié la petite brochure du Père Nolan, "Prendre parti", retrouveront certaines des ses thèses. Il figure d'ailleurs parmi les signataires.

"Le document Kairos". Défi à l'Eglise. Commentaire théologique sur la crise politique en Afrique du Sud. 27 pages. Publication française : Compagnie des pasteurs, Genève. Fr. 2.-. Disponible au secrétariat.

● Bananes de la solidarité

Il ne reste plus que quelques jours pour passer des pré-commandes d'un ou de plusieurs cartons de bananes du Nicaragua (18 kg). Elles viendront s'ajouter à bon nombre d'autres qui, à ce jour, révèlent un intérêt certain pour cette action. Passé le temps des pré-commandes (fin février), restera à organiser la vente au détail. Au secrétariat vous trouverez tous les renseignements nécessaires.



RISQUER UNE PAROLE DE RESURRECTION

Et si on profitait de l'approche de la fête de Pâques pour relire le texte d'Ezéchiel (ch. 37): la vision des ossements desséchés?

Le premier acte se passe dans une vallée pleine d'ossements. Le prophète est invité à se promener «en tous sens» dans ce sinistre décor. Combien de temps? l'histoire ne le dit pas. Suffisamment en tous les cas pour découvrir que ces os «sont extrêmement nombreux» et «tout à fait desséchés».

Puis vient la question du Seigneur: «fils d'homme, ces ossements peuvent-ils revivre?» Question déplacée, inconvenante. On comprend l'embarras d'Ezéchiel: «C'est toi qui le sais.» Mais il ne peut pas s'esquiver longtemps. Dieu lui demande de prononcer sur ces ossements une parole de vie. Parole aussitôt efficace.

Ainsi, pour que la vie revienne d'où elle était partie, il y faut certes la force de l'Esprit, mais pas seulement. Il faut aussi une parole d'homme qui va oser demander à des ossements de reprendre vie. Parole folle, risquée. A contre-courant. Contraire à toute expérience humaine. Parole nue de la foi nue. Parole qu'on n'invente pas et que l'on ne peut prononcer que sur l'ordre d'un Autre.

Au terme du passage, Ezéchiel actualise. «Fils d'homme, ces ossements c'est toute la maison d'Israël. Ils disent: «Nos ossements sont desséchés, notre espérance a disparu, nous sommes en pièces.»

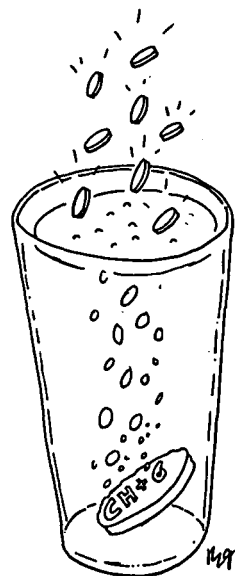
A nous aussi de tenter une actualisation. Peut-être ces pays saignés aux quatre veines par l'endettement, mais tout autant ces personnes âgées qui crèvent de solitude dans nos villes. Peut-être ces chrétiens de l'Est baillonnés, mais aussi ces gosses qui s'enfoncent dans l'échec et semblent s'acharner à donner raison à ceux qui pensent qu'il ne faut rien attendre d'eux... Peut-être ces requérants condamnés à la peur...

Et c'est là et pas ailleurs, et pas quand cela ira mieux, que nous est posée la terrible question: «Fils d'homme, ces ossements peuvent-ils revivre?»

Et c'est là et maintenant qu'il nous est demandé de dire la parole. La parole qui rassemble, la parole qui fait grandir, la Parole qui met debout, la Parole de vie. Avec pour conséquence de redonner une chance à la vie. Avec pour conséquence aussi de faire avancer dans la découverte de Dieu celui qui la prononce. A trois reprises, dans ces quelques versets, après avoir décrit tout ce qui advient par la force conjuguée de la parole de l'homme et du souffle de l'Esprit, Ezéchiel redit: «Alors vous connaîtrez que je suis le Seigneur.» Avant d'ajouter: «C'est moi le Seigneur qui parle et accomplit.»

Est-ce exagéré de dire que celui qui, de près ou de loin, ne s'est pas un jour associé à une entreprise de «recréation» comme celles qu'on évoquait plus haut ne peut pas savoir ce que le mot «Dieu» veut dire?

Est-ce excessif de prétendre que celui qui, sur des «ossements», n'a jamais risqué une parole de vie ne peut pas savoir ce que «résurrection» veut dire?



LE NOUVEAU "CACHET"
EFFERVESCENT...



POUR UNE 6^e SUISSE RESPONSABLE

On connaît les quatre Suisse traditionnelles; puis est venu s'y greffer la cinquième Suisse, désignant l'ensemble des Suisses de l'étranger. Tout récemment est apparue la notion de 6^e Suisse: elle représente les activités des entreprises suisses à l'étranger. Ces activités sont loin d'être marginales puisque actuellement le 40 % de notre produit national brut est réalisé à l'étranger et que la valeur de cette production effectuée à l'étranger est supérieure à celle de nos exportations! D'autre part les quinze plus grandes multinationales suisses emploient le 75 % de leur personnel à l'étranger dont une grande partie dans le tiers monde.

Une fondation intitulée «CH+6», dont le but est de promouvoir une sixième Suisse responsable, vient d'être créée en Suisse romande. Elle veut contribuer à une meilleure prise de conscience par les actionnaires, les dirigeants d'entreprise et le public en général, de l'éthique et de la responsabilité sociale des entreprises. Développer efficacement une activité industrielle, défendre les intérêts des travailleurs, toucher des dividendes, investir, d'accord, mais pas avec n'importe quelle conséquence...

«CH+6» publie dix fois par an une «lettre d'information» qui présente des informations portant sur l'activité des entreprises suisses, en liaison avec les problèmes de développement dans les pays où s'exercent leurs activités. La publication de dossiers plus complets est également prévue. Souhaitons à cette nouvelle fondation un large rayonnement de ses activités et de ses informations.

Pour plus de renseignements: CH+6, case postale 20, 1261 Trélex.



REFUGIES

A nouveau au centre de nos préoccupations

Notre bulletin — mensuel — est malhabile à suivre une actualité mouvante comme celle des réfugiés. Nous sommes à disposition de toute personne qui souhaiterait des informations à ce sujet. Ci-dessous, voilà la lettre envoyée aux paroisses et communautés des deux Eglises par les commissions tiers monde.

A l'intention:

des ministres et présidents de Conseils de paroisse et de ministères,

des curés, responsables des Conseils de communauté, personnes de contact, responsables de mouvements.

Genève, le 14 mars

Madame, Monsieur,

Comme vous l'avez sans doute appris par la presse, une centaine de requérants d'asile, à Genève depuis plusieurs années, sont menacés d'expulsion à brève échéance. Pour les premiers, le délai est fixé au 24 mars.

Une telle contrainte, exercée sur des personnes ou des familles qui n'ont commis aucun acte répréhensible, nous semble inacceptable.

Comment réagir? L'automne dernier, dans une semblable situation de crise, les paroisses de Sainte-Clotilde et de Champel avaient hébergé des requérants d'asile pour leur assurer une protection morale. Dans les circonstances actuelles — qui évoluent de jour en jour — il nous apparaît nécessaire d'offrir à nouveau cette possibilité aux requérants qui le souhaiteraient.

Chargées par les autorités de nos deux Eglises d'une tâche de coordination dans ce domaine et en accord avec elles, les commissions tiers monde demandent aux paroisses ou autres institutions d'Eglise qui prendraient l'initiative d'ouvrir leurs locaux à des requérants d'asile menacés d'expulsion, de prendre contact dès que possible avec elles. Nous précisons, dans le document annexé à cette lettre, les principes qui nous semblent devoir présider à un tel hébergement.

Nous sommes à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et nous vous prions de recevoir, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

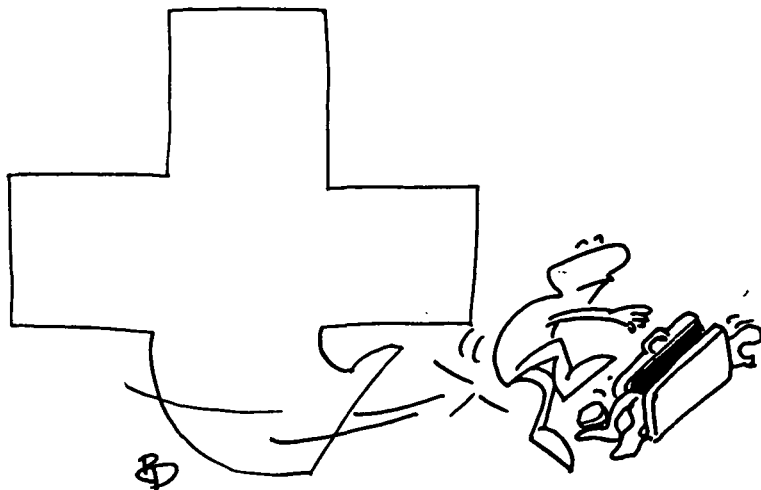
Les Commissions tiers monde

LIGNES DE CONDUITE POUR UN HEBERGEMENT

— *L'initiative de l'hébergement appartient aux paroisses ou à d'autres institutions d'Eglise et il n'est pas envisagé pour le moment d'organiser un hébergement centralisé. La décision d'ouvrir des locaux paroissiaux à des requérants d'asile menacés d'expulsion est prise par les organes compétents de la paroisse et devrait faire l'objet d'une large information au sein de cette dernière.*

— *On accueillera des personnes ayant déposé une demande d'asile depuis au moins deux ans et dont le cas est considéré comme parfaitement défendable, notamment par le Centre social protestant.*

— *On ne cherche pas, par l'hébergement, un affrontement avec les autorités civiles et l'on ne s'opposera en aucun cas à une action de la police par la violence. Le but est d'obtenir un délai de départ raisonnable, qui ne saurait être inférieur à deux mois. Ce délai sera mis à profit pour résoudre les problèmes personnels de certains requérants d'asile (maladie, études à terminer...) et pour trouver une alternative au retour dans le pays d'origine,*



s'il s'avère qu'un tel retour aurait de graves conséquences pour l'intéressé.

— *L'organisation d'un hébergement pose de nombreux problèmes pratiques: les commissions tiers monde sont disposées à un échange de vues à ce sujet avec ceux qui le souhaiteraient.*



DROIT SUR L'ASILE

Une démarche démocratique

— Chacun sait que la loi sur l'asile fait l'objet d'une révision. Une révision dangereuse. Après avoir constaté que — dans la procédure de consultation — les avis des Eglises et œuvres d'entraide avaient été peu pris en compte, les commissions tiers monde ont entrepris de rencontrer personnellement chacun de nos treize députés à Berne. Deux par deux, protestant et catholique, ont fixé rendez-vous aux parlementaires. Ils avaient fait précéder leur démarche d'une lettre signée par les deux commissions, rappelant le mandat qu'elles avaient reçu des autorités de leurs Eglises sur cette question.

Passé le premier moment — assez généralisé — de scepticisme et d'hésitation à fixer un rendez-vous à cause d'un emploi du temps chargé, il s'en est suivi des contacts le plus souvent enrichissants.

A quelques exceptions près (un député radical et un PDC qui n'ont pas eu le temps d'une rencontre, un PEG inatteignable et un autre de l'Action nationale à qui nos thèses paraissaient trop éloignées pour envisager un échange fructueux), les rencontres nous ont paru enrichissantes. Occasion pour les commissions de constater le sérieux et l'ouverture de la plupart de nos élus; occasion peut-être, pour eux, d'être stimulés par le contact avec des chrétiens — et citoyens — exigeants, pas dénués de toute compétence.

Une telle démarche ne fait pas partie de nos habitudes démocratiques. A cause de la confiance ou au contraire de la passivité et de la résignation?

Du bilan qui a suivi ces rencontres, les commissions ont conclu que l'entreprise avait été largement positive.

■ **MORT DE MAURICE DEMIERRE** **La Suisse et le Nicaragua unis par** **le lien du sang**

C'est dans la nature des mouvements d'oppression de commettre des atrocités. Mais il leur arrive parfois aussi de commettre des erreurs. C'est vraisemblablement ce qui est arrivé au FDN, habituellement appelé «Contra», mouvement de guérilla porté à bout de bras par le gouvernement des Etats-Unis pour détruire le régime sandiniste. L'embuscade que le FDN a tendue le 16 février dernier a provoqué la mort d'un volontaire suisse et de cinq paysannes («seulement» cinq paysannes, devrait-on dire, car lorsqu'on compte plus de cent impacts de balles sur une camionnette qui contenait une vingtaine de femmes et d'enfants, on peut légitimement penser que les survivants ne le sont que par miracle). Mais cette embuscade aura aussi d'autres effets.

Pour «Frères sans Frontières», mouvement chrétien pour le développement, c'est la première fois qu'un tel drame se passe. Malgré ses vingt-six ans d'existence et l'envoi sur le terrain de plus de sept cents volontaires. Par cet événement — et bien involontairement — le mouvement a permis à la Suisse et au Nicaragua de s'unir par le lien du sang. Ici et là, ne voit-on pas déjà apparaître des signes de fécondité à venir?

Fécondité d'information

Par cet événement, combien de Suisses auront mieux découvert la vraie nature du mouvement contre-révolution? Lorsque ceux qu'on appelle «combattants de la liberté» sont pris en flagrant délit de détruire femmes et enfants absolument désarmés, comment des yeux ne s'ouvriraient-ils pas? Au cours de la conférence de presse à laquelle participait Mgr Bullet, des collaborateurs du Conseil œcuménique — citoyens des Etats-Unis de surcroît — ont donné des chiffres effrayants: 9000 personnes assassinées par les contre-révolutionnaires, 900 centres de formation d'adultes qui ont dû être fermés, 170 enseignants assassinés et 180 enlevés, 11 centres de soins pour enfants qui ont dû être fermés...

Information aussi sur la foi des communautés paysannes. Dans son intervention à la célébration qui a eu lieu à Genève, le Père Hofstetter a su décrire en termes pleins de chaleur et d'admiration ces chrétiens qui forcent l'admiration.

Soit dit en passant, ce fait aura permis aussi aux



Suisses de mieux découvrir la personnalité du cardinal de Managua. Face à ce massacre, Mgr Obando n'a pas voulu se prononcer... Comment ne pas voir dans ce fait une confirmation de plus de ce que nous disait, en 1980 déjà, un théologien sérieux: «Comme archevêque de Managua aujourd'hui, il faudrait quelqu'un de courageux et d'intelligent et le pauvre homme n'est ni l'un ni l'autre»?

Fécondité de protestation

Lorsque ce bulletin vous parviendra, les responsables du FSF auront été reçus à l'ambassade des Etats-Unis, apportant avec eux une lettre de protestation ayant reçu l'appui d'une trentaine d'organisations de notre pays. Parmi lesquelles de nombreux mouvements chrétiens.

Au cours de la conférence de presse, un pasteur des Etats-Unis demandait aux chrétiens de ce pays de se joindre à ceux des Etats-Unis pour dire au président Reagan «Assez!». Ceux qui, en Suisse, tentent de mobiliser l'opinion publique pour la défense de la paix au Nicaragua avaient-ils pris conscience de la force de la résistance menée — par les Eglises notamment — à l'intérieur des Etats-Unis?

Fécondité de solidarité

Avec l'action «bananes du Nicaragua», avec l'action «le Nicaragua doit survivre», la solidarité est en marche. Avec des gestes simples, constructifs. Sans doute, cet élan va trouver lui aussi une impulsion nouvelle.

Fécondité de foi

Les chrétiens ne s'engagent pas d'une façon intense dans un combat pour la justice sans faire des découvertes spirituelles, sans que certains passages bibliques retrouvent un sens nouveau. De ces moments forts où l'on constate que Dieu nous avait précédés dans l'indignation, lui qui dit que «le sang crie». De ces moments où l'on redécouvre la force de la prière, capable d'ouvrir des chemins de vie au cœur même des impasses.



SRI LANKA

Radio-Vatican donne un autre son de cloche

Un ministre de Colombo, Abdul C. Shahul Hameed, nous en a assurés et les décisions d'Elisabeth Kopp l'ont confirmé: la sécurité est garantie au Sri Lanka. Suffisamment en tous les cas pour y rapatrier des Tamouls résidant en Suisse.

Le 5 mars, Radio-Vatican a consacré une bonne partie de son émission à la situation actuelle du Sri Lanka. Son avis est bien différent. Non seulement, on y a évoqué un passé accablant, les centaines de personnes qui ont perdu la vie, les pillages et les mises à sac, mais aussi les mesures prises pour la «sécurité», qui aboutissent dans les faits à la déportation d'environ 200.000 personnes. L'accusation a été portée contre les forces de sécurité cinghalaises de perpétrer dans les régions tamoules de véritables massacres de pêcheurs et paysans innocents.

Si l'on en vient à un passé plus proche, la déclaration du ministre indien des Affaires étrangères ne permet pas d'apaiser les appréhensions. N'a-t-il pas dit que la politique du gouvernement de Colombo vis-à-vis des Tamouls «ressemblait fort à un génocide»?

Enfin, c'est probablement parce qu'ils ont pris la mesure de la violence — passée et à venir — que les responsables des quatre principales régions de l'île (bouddhisme, hindouisme, Islam et christianisme) ont décrété le 14 mai comme journée de prière, de paix et d'entente entre les religions.

A n'en pas douter, la hâte des autorités fédérales à vouloir «régler» le problème des réfugiés les amène à prendre des décisions lourdes de conséquences. La question des trafics de drogue dans lesquels certains Tamouls ont pu tremper — pour regrettable qu'elle soit — n'y change rien.

Faut-il ajouter que, au moment où nos autorités prenaient cette décision, la Commission des droits de l'homme de l'ONU était réunie et recevait une dizaine de plaintes sur la situation des droits de l'homme au Sri Lanka. Dans notre pays, au même moment...

(d'après Apic)

■ Le bon réflexe

Cette information a une histoire. Un religieux de Genève a entendu l'émission en question, sur Radio-Vatican, et a téléphoné à notre commission. La COT-MEC, à son tour, a contacté l'agence Apic qui a ainsi pu recueillir et diffuser la nouvelle.

Récemment, c'est un lecteur qui nous envoyait la lettre de sa fille, médecin actuellement au Canada, qui communiquait ses impressions après une mission au Nicaragua.

De telles réactions sont précieuses à un double titre. Outre l'amitié dont elles témoignent, elles enrichissent nos possibilités d'information et nous permettent ainsi de mieux remplir notre tâche.

Annuaire Suisse - Tiers Monde

Le cinquième volume de cet annuaire vient de sortir de presse et nous présente sa structure devenue traditionnelle. Outre une revue détaillée des événements, une bibliographie et des statistiques ayant un lien avec les relations Suisse - tiers monde, il rassemble une série de cinq dossiers d'une vingtaine de pages chacun.

Notons en particulier un dossier sur «les nouveaux réfugiés, les relations Nord-Sud et l'Etat-Nation» qui analyse la crise aiguë régnant actuellement à propos de notre politique d'asile à la lumière du lien entre réfugiés et relations Nord-Sud. Les autres dossiers se rapportent à la garantie contre les risques à l'exportation, aux réponses et aux effets en Suisse des crises d'endettement international, au commerce Suisse - tiers monde, ainsi qu'à la politique de la Suisse dans le cadre des négociations de l'accord international sur le cacao.

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

“L'action politique a un fantastique enjeu : tendre vers une société dans laquelle chaque être humain reconnaîtrait en n'importe quel autre être humain son frère, et le traiterait comme tel. La société des hommes n'est-elle pas appelée à exprimer, à sa manière, le mystère de la Trinité ?”

Les évêques de France,
Lourdes, 1972.



«Coopérer au développement aujourd'hui»

Un livre nécessaire

Est-ce, comme on l'a dit, le temps de se résigner au «crépuscule des solidarités»? La Commission française Justice et Paix, par le petit livre qu'elle vient de sortir, relève le défi. Dans une centaine de pages de format restreint, pas de slogan, pas de règlement de comptes. Sereinement, on démonte des évidences suspectes, on dessine des caractéristiques, évitant au lecteur d'avoir à choisir, comme souvent, entre les simplismes et le flou qui ne permet plus aucune prise de position.

Dans la première partie — analyses et orientations —, un premier chapitre est consacré au partage des responsabilités (qui n'est pas synonyme de culpabilité), tandis que les trois suivants parlent du développement aujourd'hui, de son lieu avec la coopération, ainsi que des acteurs d'une coopération efficace. Une deuxième partie, plus brève, pose les fondements chrétiens. La fin offre encore de précieuses annexes.

C'est la force du géographe de respecter la complexité d'un territoire et d'en dresser une carte lisible. C'est la force de la Commission Justice et Paix — équipe pluridisciplinaire — d'offrir au lecteur, en cent pages de lecture aisée, le panorama d'une question complexe et controversée.

Une annexe propose des points de repère pastoraux. On aurait pu l'étendre à d'autres textes que ceux du magistère catholique. Le COE, notamment, a produit une réflexion qui aurait mérité d'y trouver place.

Cela ne nous empêchera pas de recommander chaleureusement ce livre à tous nos lecteurs, quelle que soit leur origine ou même leur distance à l'égard de l'Eglise. Sûrement, ils trouveront à sa lecture de quoi revigorer leur réflexion pratique de la solidarité.

«Coopérer au développement aujourd'hui»,
Commission française Justice et Paix, Ed. Le Centurion.
111 pages, Fr. 11.30.

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève



☐ «TOUTES PORTES VERROUILLÉES»...

Il arrive à la vie de vous faire des clins d'œil! De vous offrir des situations limpides comme des paraboles, caustiques comme des caricatures!

Une Communauté de base se réunit habituellement au Centre œcuménique de Meyrin. Le 15 décembre dernier, par suite d'un quiproquo dans les réservations, la célébration a dû avoir lieu dans le local des jeunes aménagé dans l'abri anti-atomique. Or ce même jour, participait à la rencontre un jésuite colombien qui, dans son pays, côtoyait des situations de grande pauvreté. De plus, peu de temps avant sa venue, le pays avait accumulé les drames. Le 6 novembre, rappelons-nous, c'était l'occupation du Palais de Justice qui s'était soldée par la mort de près d'une centaine de personnes. Et le 13 de ce même mois, avait eu lieu l'explosion du volcan Nevado del Ruiz, tuant plus de vingt mille personnes et touchant directement ou indirectement plus de deux cent mille autres.

Imaginez la tête de cet ami devant le lourd dispositif de fermeture de l'abri! Lui qui venait d'un pays ne parvenant pas à panser ses plaies réelles, il ne savait pas qu'il existait un pays qui avait les moyens de se protéger des dangers potentiels. Au point d'en étouffer. Car il faut bien le dire: au terme de la célébration, personne n'était fâché d'accéder à plus d'espace. De reprendre tout son souffle.

Dans les quelques mots qu'il a adressés aux personnes présentes, le religieux appela, non sans humour, la venue de l'esprit de solidarité capable d'ouvrir des brèches dans les murs les plus épais...

Dans quelques jours, la Pentecôte va nous donner l'occasion de célébrer le don de l'Esprit. Telle que Jean nous la décrit dans son Evangile. Ce don est arrivé alors que, par peur, «des portes de la maison où se trouvaient les disciples étaient verrouillées» (20.19).

Est-ce faire un mauvais procès à notre pays que de penser que «ce verrouillage à cause de la peur» ne nous est pas inconnu? Verrouillage de nos frontières face au problème de requérants d'asile, «verrouillage» du vote à l'ONU, et combien d'autres exemples de repli ont marqué notre actualité nationale.

Ce n'est pas le lieu d'en énumérer les causes. Une population qui vieillit au point de ne plus se renouveler. Un niveau de vie que l'on redoute de voir diminuer. Le fait d'être entourés d'un monde perçu comme menaçant... Voilà qui n'invite pas à l'ouverture.

Cette description ne dépeint pas l'attitude de tous les représentants de ce pays. Mais leur nombre est suffisamment grand pour que les autres, au lendemain d'une votation, aient la douloureuse impression d'être les éternels perdants; réserve d'Indiens, d'autant mieux acceptés dans leur différence qu'ils ne représentent aucune possibilité de transformer les choses...

Raison de plus pour relire ce texte de Jean. Pour appeler la venue de cet Esprit capable de franchir les murs de pierre, capable de percer les murs de peur. Peu lui importe si, le progrès aidant, les blindages sont devenus plus performants...

☐ THEOLOGIE DE LA LIBERATION Une instruction romaine théorique et sereine

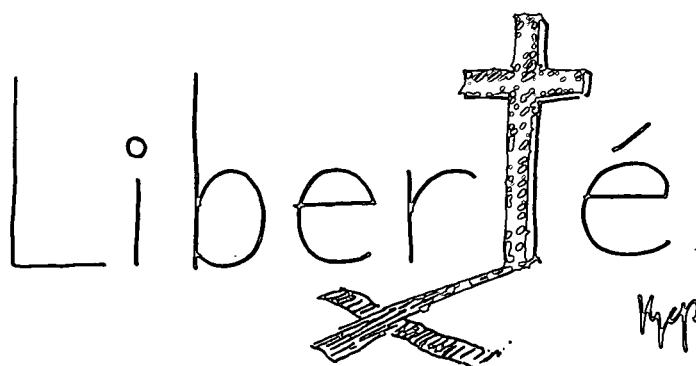
Dès le lendemain de la parution de l'instruction sur «quelques aspects de la théologie de la libération», en septembre 1984, on nous avait annoncé un autre document. Venant de la même Congrégation de la foi, allait-il être du même tonneau? On se souvient en effet que la première instruction, malgré des aspects éclairants, avait laissé un goût amer. Notamment par sa façon de discréditer tous les théologiens de la libération en ne nommant personne.

Nous voilà rassurés. Avec «l'instruction sur la liberté chrétienne et la libération», le cardinal Ratzinger a pris de la hauteur. Une longue réflexion (57 pages) à joindre à l'abondant dossier sur la théologie de la libération. Très classique, elle apportera d'utiles points de repère. Mais cette parole est située: romaine et occidentale. Ecrite à distance de ceux qui auront à concrétiser ces belles aspirations dans les situations, problématiques toujours, où la théologie de la libération a pris racine: un bidonville de Lima, une communauté noire du Cap, une paroisse de Manille...

Une longue méditation sur la liberté

La liberté humaine est fragile, menacée. Une vingtaine de pages nous rappellent ce qu'elle est et surtout ce qu'elle n'est pas. Des distinctions qui ne manquent pas d'utilité même si souvent on peut les trouver académiques, apologétiques parfois. Certes on comprend que l'on désapprouve ceux qui, au nom de la liberté, veulent faire table rase de toute référence, même spirituelle. Mais n'aurait-il pas fallu expliquer plus clairement la responsabilité que l'Eglise a pu avoir dans ce rejet? On repense à la phrase du Père Cosmao: «Quand Dieu est transformé en gardien de l'ordre, l'athéisme devient la condition du changement social.»

Autre remarque: S'il est important de ne pas confondre «Royaume et progrès social», il faut aussi souligner la valeur inestimable de tous les efforts de libération, balbutiants souvent et toujours coûteux, qui, sans tout résoudre, ont permis à des hommes et des femmes de se redresser. Il semble que cela aurait pu être signalé plus explicitement. Sinon Rome



→ pourrait donner l'impression, erronée, de plus craindre les faux-pas que de se réjouir de la marche.

Des réaffirmations sans équivoque

Sur la nécessité du changement en profondeur, la déclaration ne laisse pas de doutes. Pas non plus sur le fait que la propriété privée est un droit subordonné lui-même à un autre droit : celui de la destination universelle des biens. Ce rappel revient à plusieurs reprises. Concernant le recours à la violence — qui a retenu l'attention des journalistes à la sortie du document — on s'en tient à la doctrine classique rappelée par l'encyclique *Populorum Progressio* (1967).

Le recours à la lutte armée ne peut être utilisé que pour mettre fin à une « tyrannie évidente et prolongée qui porterait atteinte aux droits fondamentaux de la personne et nuirait dangereusement au bien commun du pays ». On relèvera avec intérêt la mention de la « résistance passive » comme moyen de lutte.

Cette instruction est aussi l'occasion d'un long développement sur la grandeur et la signification du travail. On retrouve les accents, idéalistes parfois, de l'encyclique de Jean Paul II sur le thème de la « civilisation du travail »... Mais ces lignes sont aussi l'occasion de redire que « le travailleur est principe, sujet et fin de l'activité laborieuse », de redire « la priorité du travail sur le capital »...

Des ouvertures à prolonger

Dès le second paragraphe, le document précise sa limite. « Le document actuel se limite à indiquer les principaux aspects théoriques et pratiques. Quant aux applications concernant les diverses situations locales, il revient aux Eglises particulières, en communion entre elles et avec le siège de Pierre, d'y pourvoir directement ». Ces points nous paraissent très importants à relever. Ceci pour éviter de demander au document une concrétisation qu'à juste titre il n'a pas jugé utile de fournir. Une manière d'inciter les Eglises locales à faire preuve d'initiative et de créativité pour traduire dans les actes le contenu de cette réflexion.

Autre sujet de satisfaction : « Une réflexion théologique à partir d'une expérience particulière peut constituer un apport très positif, en ce qu'elle permet de mettre en évidence des aspects de la Parole de Dieu dont toute la richesse n'avait pas été pleinement perçue. » Voilà une phrase très prometteuse. Ne contient-elle pas en germe la reconnaissance d'une authentique recherche théologique dans des contextes différents de ceux qui sont habituellement reconnus : des universités, occidentales le plus souvent ?

La doctrine sociale de l'Eglise est fortement réaffirmée. Mais on rappelle que « cet enseignement se développe en fonction des circonstances changeantes de l'histoire. C'est pourquoi, avec des principes toujours valables, il comporte aussi des jugements contingents ». Cette remarque doit être gardée en mémoire. Elle évite d'absolutiser des réponses qui ont pu avoir, dans le passé, leur pertinence mais qui ne sont plus adaptées aux questions nouvelles.

Une déclaration utile parce que limitée

Le sujet de la libération est sérieux, la vie et la mort de nombreuses personnes sont en cause. Il mérite d'être abordé avec la plus extrême prudence. Sans quoi on risque de donner des armes à ceux mêmes qui combattent cette libération. La précédente déclaration n'avait pas évité le piège. Cette fois, on y est parvenu. « Quand donc elle se prononce sur la promotion de la justice dans les sociétés humaines ou qu'elle engage les fidèles laïcs à y travailler selon leur vocation propre, l'Eglise ne sort pas de sa mission. » Voilà qui est clair et sans doute bien utile à rappeler dans de nombreux pays où l'on cherche à faire rentrer l'Eglise à la sacristie pour pouvoir plus aisément malmenier les citoyens ; fût-ce, comme au Chili, au nom de la défense de la civilisation chrétienne.

Certes, le document laisse certains points dans le flou. Lorsqu'on préconise une « lutte noble et raisonnée en vue de la justice et de la solidarité sociales. Le chrétien préférera toujours la voie du dialogue et de la concertation », on ne peut bien sûr qu'approuver. Mais qu'est-ce qui se passe-t-il au

moment où précisément la concertation est impossible ? Le document n'en dit rien et c'est probablement mieux ainsi. Il est des choses qui ne se codifient pas. Et surtout pas à distance. Le document a dit ses limites et la part qu'il souhaite voir prendre aux Eglises locales. Nous voulons donc accueillir positivement le côté théorique de cette instruction comptant sur les Eglises locales pour chercher les chemins d'une concrétisation. C'est à elles de découvrir, dans le concret de chaque situation, ce que « l'Esprit dit aux Eglises ». □

□ LES BANANES DE LA SOLIDARITE Au-delà des prévisions les plus optimistes

Il fallait en écoulé un minimum de 15 tonnes, c'est finalement 125 tonnes qui ont été vendues. Et il en manquait. Les organisateurs veulent maintenant que ce qui n'était qu'un test s'inscrive dans la durée. Pour le bien de tous

Du Nicaragua qui peut ainsi échapper un peu au blocus économique. Des consommateurs de notre pays qui apprécient de profiter d'un aliment de bonne qualité produit dans des conditions sociales et politiques bien différentes de celles qui prévalent lors de la production des autres bananes qu'ils peuvent habituellement trouver sur le marché.

Ceux qui souhaitent apporter leur soutien à la suite de l'« Action banane » peuvent s'adresser à notre secrétariat, qui transmettra les informations.

N.B. : Par sa position au sujet des bananes du Nicaragua, Migros a défavorablement surpris (cf. « Construire » du 2 avril). Son chef du département Marketing « veut faire du commerce et non de la politique ». C'est bien son droit. C'est plus ennuyeux lorsqu'il discrédite un produit auprès des consommateurs et cela d'une façon que nous croyons infondée. Selon les informations que nous avons, il est exact que le Nicaragua, qui traditionnellement commerçait avec les Etats Unis, c'est-à-dire avec un délai de transport extrêmement bref, a dû, dans un premier temps, remédier à certains problèmes. Mais ce temps est passé. Laisser croire que les bananes parvenues en Suisse n'étaient pas saines a de quoi surprendre.

Le consommateur appréciera.

○ « CINEMAS DES TROIS MONDES »

Nous nous réjouissons de faire connaître à nos lecteurs les dates des prochaines séances : « Cinémas des trois mondes », organisées par l'Association des étudiants de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED).

15 mai, UNI II

Alsino et le condor — Miguel Littin, Nicaragua, 1982

21 mai, UNI I, Salle B 101

Bako, l'autre rive — Jacques Champreux, Sénégal/France, 1978

29 mai, UNI II

Wend KUUNI (Le don de Dieu) — Gaston Kaboe, Burkina Faso, 1982

5 juin, UNI I, Salle B 101

Kaddu Beykat (Nouvelles du village) — Safi Faye, Sénégal, 1976

12 juin, UNI II, Salle U 300

Kharij (Affaire classée) — Mrinal Sen, Inde, 1982

□ DU NOUVEAU EN HELVETIE Les fonds de Marcos bloqués

Le 24 mars, le Conseil fédéral a annoncé sa décision de demander le blocage des fonds de l'ex-président Marcos. Pour ce faire, les sept sages se sont appuyés essentiellement sur un article de la Constitution (102 a.8) leur imposant de «veiller aux intérêts de la Confédération au-dehors, notamment à l'observation de ses rapports internationaux».

Deux raisons peuvent expliquer la décision. Marcos est allé si loin dans la démesure qu'il eût été difficile d'apparaître aux yeux du monde comme son receleur. De plus, en laissant aux enquêteurs plus de deux mille pages de documents compromettants, l'ex-dictateur a, à sa façon, aidé à expliquer une telle décision.

N'empêche. La portée de cet événement doit être soulignée comme elle le mérite. Jamais nous ne nous attendions à une prise de position si claire et si rapide. Notre commission a trop dénoncé — en écho aux chrétiens du tiers monde — l'accueil indiscriminé des capitaux en fuite pour ne pas nous réjouir profondément de cette mesure. Ceci bien sûr à condition que la mesure prise soit durable et permette de faire toutes les démarches nécessaires en vue de la restitution de ces fonds au peuple philippin.

Une question reste, entre beaucoup d'autres. Cet article 102 ne pourrait-il pas être utilisé plus fréquemment? Même si le dictateur est moins caricatural que Ferdinand Marcos, même si les intérêts américains sont moins proches de l'affaire, même si certains intérêts (notamment dans l'approvisionnement en matières premières) doivent en subir quelques conséquences.

Il est difficile pour un nombre croissant de citoyens de ce pays d'entendre parler de système d'oppression à l'œuvre dans le monde et de savoir que, souvent par banques interposées, ils sont dans le camp des prédateurs. Par sa décision, le Conseil fédéral a montré que ce n'était pas une fatalité. Il faut que ce mouvement s'accroisse.

Pour le bien de nombreuses populations spoliées. Pour le bien des banques de ce pays qui souhaitent trouver la compréhension de ses habitants.

□ RENCONTRE «FOI ET DEVELOPPEMENT» Une date à retenir

C'est jeudi soir 23 mai à 20 h 30 à la Cotmec qu'aura lieu notre prochaine rencontre trimestrielle «Foi et développement». Rappelons que ces soirées (trois par année pour ne pas surcharger les agendas) sont destinées aux personnes de contact et plus largement à tous ceux — insérés dans l'Eglise ou non — que le lien entre la foi et l'engagement en vue d'un monde plus solidaire intéresse.

Au programme cette fois: «La théologie de la libération au lendemain de la déclaration romaine». Comme chaque fois, un temps sera réservé pour faire le lien entre les orientations proposées et les questions rencontrées dans nos engagements.

□ «LE PAIN ET LA FAIM» Une exposition qui vaut le détour

Si vous passez à Vevey, ne manquez pas de faire un crochet par le Musée de l'alimentation. Non seulement pour voir cet intéressant musée plein d'enseignement sur la façon de se nourrir dans notre passé et ailleurs dans des contrées lointaines. Mais surtout pour voir, jusqu'au 1^{er} juin, une remarquable collection du Musée allemand du pain. Près de cent œuvres, très diverses: tableaux, affiches, gravures. Et pourtant très proches dans la préoccupation qu'elles évoquent: le souci, dans nos pays (Allemagne surtout, mais aussi Belgique et Hollande) de pouvoir mettre sur la table un morceau de pain. C'est frappant de voir que ces visages émaciés et ces yeux exorbités, que l'on ne supporte plus



□ L'EGLISE A CUBA Un dégel prometteur

Pour la première fois depuis 1959, l'Eglise catholique à Cuba a tenu ses assises nationales du 17 au 23 février dernier. Si cette Eglise, dans son ensemble, s'était prononcée alors contre le nouveau régime, elle a tenté par la suite des efforts de compréhension: objection faite face au blocus économique des USA, reconnaissance de la nécessité d'un dialogue croyants/non-croyants, dissuasion des fidèles de partir vivre dans une société de consommation. Tous ces pas ont certainement permis l'instauration d'un nouveau climat et, de ce fait, la mise sur pied de cette rencontre qui avait pour thème «l'intégration des chrétiens dans la vie de la société à Cuba».

Une Eglise toute petite, très pauvre en hommes et en moyens matériels et qui ne «prétend à aucune autre originalité que d'être totalement fidèle à la nouveauté de l'Evangile», selon la déclaration de l'archevêque de Cuba. Une Eglise qui s'est vidée de ses fidèles d'abord par obligation ou par peur, pour nombre d'entre eux, mais aussi à cause de l'attitude négative de la hiérarchie lors de la révolution. Ainsi l'ouverture créée par le gouvernement et l'Eglise devrait-elle permettre maintenant aux craintifs, comme aux militants, d'amorcer un retour vers une pratique religieuse cohérente.

Les responsables des assises ont voulu tourner résolument le dos au passé et aux revendications en adoptant une attitude positive, reconnaissant la volonté actuelle soutenue du gouvernement d'alléger les tensions et supprimer les discriminations.

La réalité cubaine est bien différente de celle des autres pays latino-américains; en effet, il s'agit là d'annoncer l'Evangile dans une société marquée par vingt-cinq ans de marxisme-léninisme athée, de participer à la construction d'une société socialiste sans perdre pour autant sa spécificité de chrétien. Pour cela, il faut abandonner certaines positions «dogmatiques» et vouloir envers et contre tout le dialogue dans une «situation historique d'affrontement, d'incompréhension et de condamnation réciproque» qui a été une source de souffrances profondes dans le passé pour ceux qui voient en Jésus-Christ un réconciliateur.

Le message final affirme fortement la **volonté d'une Eglise missionnaire** par le dialogue naissant du silence, Eglise qui proclame ainsi tranquillement son identité retrouvée. **Volonté d'une Eglise priante** dont Dieu est le seul absolu et qui ainsi, discrètement, rappelle que «César n'est pas Dieu...». Volonté enfin d'une **Eglise incarnée** qui partage «les luttes, les réalisations, les angoisses et les joies» de son peuple; Eglise «pauvre, affranchie du pouvoir, soucieuse de servir et de mettre sa confiance dans l'action rénovatrice de l'Esprit». Eglise qui relève d'une manière osée le caractère mérité de la culture cubaine.

Eglise d'où l'Esprit ne nous paraît décidément pas absent!

Source: Dial, actualités religieuses

lorsqu'il s'agit de visages d'enfants du tiers monde, il n'y a guère plus de cinquante ans ils recouvraient nos murs pour appeler à la générosité. Un tel regard est plein d'intérêt. Il peut, en rafraîchissant notre mémoire, revigorer notre solidarité et nous rapprocher de tous ceux qui aujourd'hui partagent le même souci.



HAÏTI

Deux témoignages éloquentes

Plutôt que de tenter une évaluation d'une situation en rapide mutation, nous préférons donner la parole à des témoins immédiats, haïtiens et suisses.

■ Déclaration des communautés de base de Gonaïves

(...) Pendant ce mois de février, on entend beaucoup de gens dire que c'est l'Eglise qui a fait le «déchoukage» («déchouker» veut dire en langue créole déraciner, arracher), mais il faut reconnaître que c'est le peuple haïtien qui est l'auteur de sa propre libération. Il est vrai qu'il y a des chrétiens qui ont cherché à travailler à la conscientisation du peuple, qui se sont engagés à fond pour la délivrance. Pourtant, il y a de nombreux secteurs qui sont restés bien tièdes, qui s'étaient habitués à baisser la tête, à fermer la bouche devant la dictature. Il y a beaucoup de responsables d'Eglise, à tous les niveaux, qui, pour protéger les institutions de l'Eglise, les habitudes de l'Eglise, leurs propres pouvoirs, et parce qu'ils avaient peur de parler de politique, avaient fini par se rendre complices du pouvoir duvaliériste.

En vérité, il nous faut reconnaître que vingt-neuf ans de dictature et de manque de liberté ont déformé, abîmé beaucoup de personnes de toutes conditions, aussi bien dans la société que dans l'Eglise. Cela explique que c'est parmi les jeunes qui n'ont pas été atteints, c'est dans le peuple qui n'a jamais connu les faveurs de la dictature, que l'on trouve les véritables moteurs de l'actuel travail de libération.

C'est pourquoi, en ce Carême, nous demandons que l'Eglise balaie dans sa maison, qu'elle ne se hâte point de se hausser du col, profitant d'une louange qu'elle n'a pas toujours méritée; le peuple de Dieu qui était dans la bataille a déjà, lui, fêté son contentement. Il faut le dire nettement, il y en a parmi nous qui ont manqué de courage dans tous ces événements. Nous n'avons pas parlé haut et clair, nous n'avons pas appelé la dictature par son nom, nous n'avons pas eu une parole claire sur des vols organisés, sur l'économie du pays qui ne cessait de se dégrader, sur l'esclavage de notre peuple aussi bien en République dominicaine qu'ailleurs. Pourquoi? Parce que l'Eglise ne vit pas au milieu du peuple à l'exemple de Jésus qui allait écouter les appels du peuple. Alors que nous voyons de quelle façon les responsables de l'Eglise des Philippines ont osé dire à l'ex-président Marcos le genre d'actes malhonnêtes qu'il faisait, nous comprenons la nécessité que surgisse un nouveau visage de l'Eglise en Haïti.

En ce temps de Carême 1986, l'heure est venue de nous ressaisir:

- Il y a eu, à tous les niveaux, des membres de l'Eglise qui étaient d'accord avec la dictature, qui en ont bénéficié: il faut qu'ils déclarent aujourd'hui devant le peuple qu'ils le regrettent.

- L'habitude de complicité avec le pouvoir: il faut que ça change, il faut qu'elle disparaisse complètement.

Ainsi nous commencerons à voir que l'Eglise n'est pas une pyramide mais qu'elle est vraiment une communion, ce par quoi elle est peuple de Dieu.

- Nous demandons que l'Eglise ne se dépêche pas de prêcher une réconciliation hâtive, sans réclamer en même temps réparation et justice. Si nous n'avons pas demandé que cessent les pillages commis par les Duvalier-Bennett, quelle autorité morale avons-nous pour demander aujourd'hui aux gens de ne pas gaspiller? Nous ne sommes absolument pas d'accord avec le pillage, mais il faut aussi réclamer justice. Et tant que nous n'aurons pas ouvert un chemin de justice devant le peuple, nous sommes en partie responsables des vengeances qui se produisent. (...)

- Nous demandons que l'Eglise aide le peuple à trouver la sécurité pour aujourd'hui et pour demain. Dans cette perspective, l'Eglise doit aider le peuple à exprimer bien clairement tout ce qu'il ne veut plus voir comme tout ce qu'il souhaite voir se réaliser.

27 février 1986

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

(...) Les inégalités iniques et les oppressions de toutes sortes qui frappent aujourd'hui des millions d'hommes et de femmes sont en contradiction ouverte avec l'Evangile du Christ et ne peuvent laisser tranquille la conscience d'aucun chrétien (No 57).

(...) Un défi sans précédent est aujourd'hui lancé aux chrétiens qui œuvrent à réaliser cette civilisation de l'amour qui condense tout l'héritage éthico-culturel de l'Evangile. Cette tâche requiert une nouvelle réflexion sur ce qui constitue le rapport du commandement suprême de l'amour à l'ordre social envisagé dans sa complexité. (No 81).

Déclaration romaine du 22.3.1986

■ Un groupe de Suisses engagés dans la pastorale sociale de l'Eglise en Haïti ont fait parvenir à leurs organismes en Suisse la lettre ouverte suivante qui touche aux abus du secret bancaire.

Le 7 février 1986, le président Jean-Claude Duvalier est tombé, ouvrant une ère nouvelle au peuple haïtien.

Nous, membres de la Société des missionnaires de Bethléem, de Frères sans frontières et de la Communauté des missionnaires laïques, avons vécu avec le peuple les heures d'exaltation de la révolution non armée, mais aussi partagé les jours dramatiques de la répression qui précéda le départ du Président à vie.

Après vingt-neuf ans de dictature, le pays se trouve dans un état économique extrêmement désastreux. Une des premières mesures du Conseil national du gouvernement haïtien a été de promulguer deux décrets relatifs à la séquestration de tous les biens de Jean-Claude Duvalier tant en Haïti qu'à l'étranger.

Or, il est de notoriété publique qu'une grande partie de la fortune des Duvalier se trouve en Suisse. La presse internationale en a largement fait état. C'est pourquoi nous éprouvons un réel malaise vis-à-vis de la population au milieu de laquelle nous vivons et qui subit le plus grand dénuement. L'argent accumulé sous la dictature et mis à l'abri dans les banques appartient au peuple.

Certes, nous savons que les lois protègent la propriété privée et le secret bancaire. Néanmoins, nous nous interrogeons sur la valeur éthique d'une telle législation, face à ce qu'il faut appeler une spoliation dont sont victimes six millions de déshérités. Ce qui sur le plan privé serait considéré à juste titre comme du recel, devient-il légitime au niveau national ou international?

C'est pourquoi nous lançons un pressant appel aux autorités fédérales et cantonales, afin qu'elles prennent les mesures permettant la rétrocession des biens usurpés au peuple haïtien.

Nous souhaitons que cette demande soit entendue également par les partis politiques, les Eglises, les associations soucieuses d'un développement solidaire et qu'à son tour, le peuple suisse fasse connaître son désir de justice.

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

UNE LIBERTE A RECONQUERIR SUR FOND DE PEUR

Le bombardement de la Lybie est déjà loin. Au marché de l'insécurité, les articles sont vite démodés, remplacés par des modèles plus perfectionnés...

Avouons-le, ces temps on ne sait plus où donner de la peur! C'est inconfortable. C'est dangereux.

La peur paralyse, dit-on. Certes, mais pas seulement. Elle a des effets beaucoup plus subtils, moins faciles à repérer. Avant de paralyser, elle contamine. Aussi bien le fonctionnement des viscères que celui du cerveau. Elle manipule le raisonnement apparemment le plus logique. La peur colonise, elle fait d'un citoyen un homme isolé, sous influence. Le contraire de la liberté. C'est précisément parce que Dieu l'appelle à la liberté qu'il demande au chrétien de lutter contre la peur.

En tentant d'opérer un tri tout d'abord. En repérant par exemple qu'il est des menaces qu'on s'efforce de camoufler (pensons à la catastrophe de Tchernobyl) et d'autres qu'on se plaît à gonfler (faire du terrorisme une des principales menaces actuelles). Voilà qui invite à ne pas mesurer les dangers aux décibels que produisent ceux qui en parlent. En tentant de regarder derrière les chiffres, de comprendre derrière les phénomènes. A leur petite mesure, certains articles de ce bulletin ont pour objet d'y aider.

Mais les chrétiens ont plus à faire. De leurs premières leçons de catéchisme, ils savent que le péché habite le cœur

de l'homme. Que cela plaise ou non, ils savent que la violence fait donc partie du paysage de la condition humaine et qu'il s'agira toujours de s'efforcer de la contenir. De ce souvenir de leur catéchisme, ils tireront la plus grande méfiance à l'égard de tous ceux qui leur promettent un monde où «enfin la sécurité sera réalisée». N'est-ce pas souvent pour cette raison que l'on a renforcé les appareils répressifs? Imaginez les parents qui voudraient élever leur enfant dans la sécurité maximum... pauvre gosse! Il faut le savoir: il existe une «idéologie sécuritaire» qui peut être utilisée comme instrument de pouvoir au service de l'inhumain. «On ne peut rêver — sauf à basculer dans le totalitarisme (et donc dans la violence d'Etat) - d'une société d'où serait extirpée tout violence civile», écrit Jean-Claude Chesnais dans un dossier du «Monde diplomatique». Savoir le monde blessé par le péché fait des chrétiens des citoyens rebelles à écouter les sirènes de la «sécurité».

Et puis, il y a la Pentecôte. Le don de l'Esprit qui, auprès de tous ceux qui l'accueillent, permet de mettre en échec la peur. Le Ressuscité n'est-il pas «venu libérer ceux qui, par crainte de la mort, passaient toute leur vie dans une situation d'esclave»? (Hb 2)

Libérés de la peur, non pas par mépris de la vie, non pas pour minimiser les menaces qui pèsent sur elle

Pour les affronter librement.

LA SECURITE

En péril vraiment?

Le «Monde diplomatique» du mois de mai consacre un important dossier au problème de la sécurité. Les exemples choisis sont pris en France voisine et auraient nécessité une transposition dans la réalité de notre pays. Sans prendre le temps de la faire, nous pensons que des remarques continues dans ce dossier peuvent cependant être éclairantes.

Le maniement des chiffres

Claude Julien, dans l'ouverture de ce dossier, invite à la prudence dans la lecture des informations concernant la violence. Il montre par exemple comment un chiffre donné par M. Chirac avant les élections, celui de 8 meurtres par jour en France — chiffre statistiquement établi —, devient, lorsqu'on y regarde de près pour l'année en question, 0,8 crimes crapuleux par jour. Parce que les statistiques comptent aussi les tentatives, parce qu'on peut accumuler plusieurs chefs d'accusation, parce qu'on fait l'amalgame avec les «meurtres domestiques» (un mari tue l'amant de sa femme) qui sont d'un autre ordre et qu'aucune police n'arrive à empêcher...

A la prudence, il convient d'ajouter la mise en perspective. La même année où l'on déplorait 0,8 meurtres crapuleux par jour, on comptait 3,6 accidents mortels de travail et 30 accidents mortels de la route. Et l'éditorialiste d'ajouter: «Seule une savante alchimie électorale peut rendre la première rubrique plus effrayante que les deux autres...»

Derrière les mots

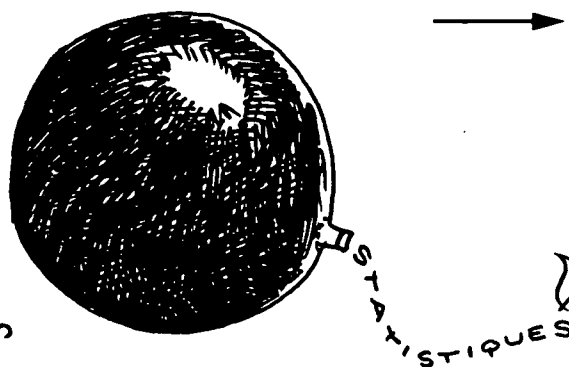
Pour tenter de cerner un sentiment collectif, il n'est pas inutile de s'arrêter aux mots qui servent à le désigner. Par

exemple le mot «violence». Il désigne la violence physique. Très grave, car elle peut entraîner la mort d'une personne. Autour de ce noyau, un autre cercle sera la violence économique. Elle concerne toutes les atteintes aux biens et toutes les formes de vols. Il faudrait plutôt parler de délinquance que de violence. Glisser si facilement de l'un à l'autre, n'est-ce pas une façon de surévaluer l'importance des objets, de les considérer comme le prolongement de notre personne?

Sans s'y arrêter, il est utile de démasquer au passage un autre effet d'optique. On parle beaucoup plus de la délinquance que de la criminalité financière, la «criminalité en col blanc», «cette continuation des affaires par un autre moyen». Pourtant, son coût est des centaines de fois plus élevé que celui des agressions. Enfin, un dernier cercle est celui de la violence morale ou symbolique. Par exemple, on parlera de la «violence des conditions de vie modernes». Le mot violence est à nouveau utilisé dans un sens bien différent.

La violence physique en diminution et l'insécurité en augmentation

«Il y a eu, au cours des derniers siècles et des dernières



→ décennies, une régression considérable de la violence criminelle», écrit Jean-Claude Chesnais. Alors comment expliquer l'augmentation de l'insécurité? Les explications sont multiples. Surprenantes parfois, à la frontière du psychologique et du social.

Retenons: l'augmentation, réelle, de la délinquance, le vieillissement de la population, la disparition des grandes peurs du passé qui libère de nouveaux espaces pour l'anxiété... Il faut aussi parler du rôle des médias, particulièrement de la télévision, qui pénètre dans la sphère privée des personnes seules — donc plus vulnérables — en diffusant une quantité de scènes de violence. Relevons enfin le marché, florissant, de la «sécurité» (de la serrure sophistiquée aux sociétés de gardiennage), qui ont besoin d'un climat d'insécurité pour s'épanouir.

Une plus grande lucidité pour une plus grande efficacité

Ce rapide survol n'a nullement l'intention de banaliser la violence ni de prendre parti pour les fauteurs de troubles. Il voudrait au contraire inviter à prendre du recul. Une société démocratique devra toujours gérer des valeurs pas aisément conciliables: la liberté et la sécurité. Pour y parvenir le mieux possible, il importe de garder toute sa lucidité. Une meilleure compréhension des mécanismes et des causes de la peur peut y aider.

Prendre du recul c'est aussi pouvoir plus efficacement s'attaquer aux causes et moins se résigner à ne réprimer que les effets. Sans nier la part de responsabilité personnelle, il est frappant de constater l'«inégalité devant la prison»; le chômage, la misère sont des sources séculaires de violence. N'est-ce pas quand la vie est méprisée qu'on sera le plus tenté de la mettre en danger? Permettre à chacun de pouvoir vivre dans des conditions qui respectent sa dignité d'homme, c'est faire un bon bout de chemin vers une plus grande sécurité.

■ Merci, Suzanne

Que serait la vie des exclus de toute nationalité et de tout bord sans l'existence de foyers toujours ouverts où il y a toujours une bière au frigo et quelqu'un prêt à vous écouter et à se démenner pour que, s'il en est besoin, vos droits soient reconnus?

C'était cela le domicile de Suzanne et Giovanni Chichero. Et depuis des années. En disparaissant si brusquement, Suzanne laisse donc un grand vide. Pour Giovanni et les deux enfants. Plus largement auprès de tant de personnes qui gravitent autour de la défense des droits de l'homme.

Sans combler ce vide, bien sûr, ce réseau de relations et d'amitié tissée dans l'engagement au quotidien parviendra-t-il à faire repousser un peu de vie là où la mort a déchiré? La force qui se dégageait des quelque six cents personnes réunies au Centre funéraire de Saint-Georges nous incite à répondre par l'affirmative.

■ Merci, Jean-Jacques Gautier

Le 1^{er} mai, est décédé dans notre ville «cet homme de conviction et de combat» — pour reprendre les termes de François de Vargas, son plus proche collaborateur — qu'a été Jean-Jacques Gautier. Depuis un certain temps déjà, il se savait condamné. C'est donc en toute lucidité qu'il a pu veiller à ce que le témoin soit repris et que se poursuive l'élaboration d'un moyen de contrôle international de l'interdiction de la torture.

Vocation tardive; jusqu'en 1973 il avait de hautes responsabilités dans le monde bancaire. Il avait soixante et un ans lorsqu'il a entrepris de s'attaquer à ce fléau atroce qu'est la torture. Il a voulu la combattre non en ajoutant ses discours à tant d'autres mais en faisant adopter un moyen de contrôle efficace. Tâche colossale qui ne peut être menée à bien qu'avec beaucoup de réalisme et de détermination. Jean-Jacques Gautier avait l'un et l'autre.

■ LA LIBYE BOMBARDEE

Pour quoi?

La violence et l'insécurité sont l'objet de manipulations politiques avons-nous dit. Dans le bombardement contre la Libye, y aurait-il également des effets d'optique à démasquer? A n'en pas douter. Il importe, là encore, de rechercher une meilleure compréhension de ce qui s'est passé.

Le terrorisme est partout odieux. Cela ne veut pas dire que sa cause est partout la même. Une chose est le terrorisme interne (par exemple le phénomène des brigades rouges en Italie), autre chose est le terrorisme externe. Mais ce terrorisme qui se déroule à l'extérieur a lui-même principalement deux sources: le conflit israélo-arabe d'une part, la guerre Iran-Irak de l'autre.

Le 14 avril, en même temps que le texte du discours télévisé pour rendre compte du raid sur la Libye, la Maison Blanche a remis un texte d'accompagnement dans lequel on mentionnait: «Pour la seule année 1985, le tribut de vies humaines est effrayant: 800 attentats environ ont fait plus de 2800 victimes (morts et blessés).» Claude Julien, qui cite ce document, continue: «Ces chiffres, qui concernent le monde entier, sont moins "effrayants", qu'on veut le dire. Destinée à frapper l'imagination, cette macabre comptabilité se retourne contre elle-même et ramène le bilan à de justes proportions pourvu qu'on le compare à d'autres données: sur la surface du globe, le terrorisme a fait en un an cinq fois moins de "morts et blessés", que n'ont fait de morts, sur le seul territoire des Etats-Unis, les crimes commis avec des armes à feu.»

Il y a plus. Sur ces 2200 victimes, combien concernent l'Amérique centrale, les Sikhs de l'Inde, les Tamouls du Sri Lanka ou l'Afrique du Sud? Et pourtant ne semblaient-ils pas tous attribués au bouillant colonel de Tripoli? Il n'est pas question de blanchir ce dernier. Qu'il accorde son aide à des groupes qui recourent à la violence armée, cela ne fait pas de doute. Mais penser que, une fois la Libye mise au pas, les démocraties n'auront plus rien à craindre, qui peut le penser?

La cause du raid, lequel a provoqué d'âpres débats avant son exécution aux Etats-Unis même, serait à chercher ailleurs. En frappant la Libye — et pas l'Iran ou la Syrie, qui n'ont pas les mains plus propres en ce qui concerne le terrorisme — Ronald Reagan aurait frappé un symbole. Il aurait surtout atteint un pays isolé de ses voisins dont les forces — relativement importantes mais sans commune mesure avec celles de son agresseur — sont concentrées sur une petite partie du pays, donc d'autant plus vulnérable. Pour Paul-Marie de la Gorce, «c'était en quelque sorte l'équivalent de ce que fut la Grenade dans la région des Caraïbes».

Le piège

Si vous n'approuvez pas le raid américain, cela signifie que vous approuvez le terrorisme. Le piège est gros, mais il fonctionne et il s'agit de le débusquer. On peut réprouver le mal sans approuver le remède. On peut aussi veiller à ne pas emboîter le pas de ceux qui voient dans le terrorisme une des principales menaces qui pèsent sur l'humanité.

Une fois encore, il s'agit de raison garder. Au nom même de l'efficacité du combat contre le terrorisme. Car le terrorisme est rarement le produit d'une génération spontanée. Généralement il a des causes, passées ou actuelles. Des causes qu'il est parfois possible de démanteler pour redonner des chances à la paix.

Signe entre d'autres que le témoin a bien passé, la publication du bulletin «SOS-Torture», qui paraît sous la responsabilité de M. Eric Sottas, que de nombreux lecteurs de Cotmec-Info connaissent bien. Cette publication, paraissant six fois par année, a pour objet d'être utile à ceux qui luttent sur le terrain contre la torture; notamment en permettant la circulation de l'information.

SOS-Torture, 37-39 rue de Vermont, 1202 Genève.

■ NICARAGUA

Pour tenter d'y voir clair...

Un instant occulté par le raid contre la Libye, le Nicaragua revient en force dans l'actualité. Par la porte réservée aux accusés. C'était récemment un article paru dans la revue «Cœurs en alerte» décrivant les sandinistes sous les traits de barbares sanguinaires. Plus récemment ce sont cinq parlementaires qui reviennent du Nicaragua pour nous dire que ce pays «vit sous une dictature communiste qui bafoue les droits de l'homme». Voilà qui est troublant et plusieurs nous ont demandé notre avis, par lettre ou de vive voix. Le voilà dans les grandes lignes.

— Dans une phrase que nous ne voulons pas oublier, un éditorialiste de «Témoignage chrétien» écrivait: «Notre foi en Dieu nourrit notre incroyance.» Au nom de notre foi nous voulons en effet garder notre liberté de jugement à l'égard de tout système politique. Nous n'entendons pas faire preuve de moins de lucidité à l'égard du Nicaragua qu'à l'égard de la Suisse ou d'autres pays dont il nous arrive de parler.

— Jusqu'à preuve du contraire, ce pays est victime d'un acte d'agression de la part des Etats-Unis au sens arrêté par les Nations Unies du 14 décembre 1974 (art. 3 par. 9): «Envoi par un Etat ou en son nom de bandes ou groupes armés, de forces irrégulières ou de mercenaires qui se livrent à des actes de force armée contre un autre Etat.» Le Nicaragua est d'abord victime et pas auteur d'agression.

— Lorsque ces actes d'agression sont commis par un pays qui se veut le phare de la démocratie et du respect du droit, l'offensive idéologique est rendue nécessaire «avec les manipulations des règles et des concepts juridiques indispensables pour tenter l'impossible démonstration selon laquelle l'agressé serait l'agresseur» (M. Chemillier-Gendreau, dans le «Monde diplomatique»). Ce qui explique l'usage répété d'informations déformées. Cela doit nous amener à garder une grande prudence.

— Dans le flot de nouvelles ou de rapports qui nous viennent du Nicaragua, plus que jamais chacun est invité à établir une pondération. A lui de savoir s'il veut accorder le même crédit à un rapport du Conseil œcuménique des Eglises qu'à un article d'une revue missionnaire; à un dossier du «Monde diplomatique» qu'aux propos de M. J.-S. Eggly. Certains parlent haut et fort au terme d'une visite de quatre jours. C'est leur droit. Il serait regrettable qu'ils empêchent d'entendre ceux qui sont sur le terrain depuis des années. Nous pensons notamment à l'organisme chrétien «Frères sans Frontières» qui a sept volontaires sur place.

— Ceci dit, il ne s'agit pas de disculper le régime de Managua de toute erreur. Dans son communiqué de presse, Pax Christi mentionne certains abus des forces de l'ordre, des harcèlements des groupes de l'opposition (politique, syndicale, religieuse, presse, patronat), des erreurs commises face aux populations Miskitos sur la côte atlantique. Ce que l'on peut souhaiter, c'est que ces erreurs ne soient pas systématiquement amplifiées. Qu'elles soient interprétées dans leur contexte: un pays en guerre, soumis au blocus économique. Qu'enfin, jamais elles ne permettent d'occulter les acquis indéniables de la révolution sandiniste dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la justice... Progrès reconnus par l'OMS et l'UNESCO notamment.

— Enfin, redisons-le, ces lignes ne sont pas dictées par le souci de défendre le régime de Managua à tout prix mais par notre volonté de défendre ce qui nous paraît la vérité. Si un jour il nous semble que ce pays devient le sinistre régime totalitaire que certains nous décrivent, nous le dirons. Aujourd'hui ce n'est pas le cas.

A disposition au secrétariat: Communiqué de presse de Pax Christi du 7 mai (4 pages).

SAVEZ-VOUS...

... qu'une sélection de passages bibliques a fait l'objet d'un enregistrement sur cassette et peut être obtenue auprès de la Radio suisse romande.

RSR — Service de suite — 40 av. du Temple, 1010 Lausanne.



■ JOURNEE DES REFUGIES

Une occasion à saisir

Comme la «Journée de l'alimentation», la «Journée de la paix»... la «Journée des réfugiés», le 14 juin, sera ce que nous en ferons.

Dans les communautés chrétiennes, une telle journée pourrait être l'occasion de permettre aux groupes de parrainage d'expliquer au reste de la paroisse leurs découvertes, leurs difficultés, leurs besoins. Occasion aussi d'inviter à la célébration des requérants d'asile, d'organiser une rencontre autour d'un verre... Les possibilités ne manquent pas.

A cet effet nos commissions vont envoyer un dossier aux paroisses. Dans ce dossier, outre des éléments liturgiques et une liste des groupes de parrainage, on trouvera l'indication des autres manifestations prévues le samedi après-midi. Des stands sont en effet organisés au Molard (avec animation pour les enfants suisses et réfugiés), au Peron, à la Servette, place de la Navigation, Plainpalais. Et le soir la fête se poursuit à Meyrin.

Il importe que cette Journée des réfugiés soit réussie. Avec votre participation et peut-être avec votre imagination pour créer d'autres formes de fête, elle le sera.

■ «A LA RENCONTRE DE L'AUTRE»

Un excellent dossier de Caritas

Le 22 avril, Caritas-Suisse tenait à Berne une assemblée extraordinaire sur le thème des réfugiés. Au cours de cette rencontre, un document d'une vingtaine de pages a été approuvé, intitulé «A la rencontre de l'autre». Il est remarquable.

Une grande clarté tout d'abord. Il est constitué de brèves thèses, dans lesquelles on a pris soin d'éviter tout jargon. De plus chacun des six chapitres est divisé en trois parties. Une rapide présentation, puis une série de postulats à l'adresse des différents organes, enfin des propositions d'initiatives adressées principalement aux particuliers, aux groupes et aux paroisses.

Dans ce document, on **regarde large**. Par exemple en établissant des liens entre le problème des réfugiés et les relations politiques et économiques entretenues par la Suisse. Mais également on **parle clair**. Par exemple en affirmant que «la justice et l'humanité ne constituent pas nécessairement des maximes de comportement pour certains fonctionnaires, mais sont au contraire grossièrement violées». En parlant aussi, dans le dernier chapitre, du «devoir et du droit de résistance».

A ceux qui le demanderont à Caritas, nous leur suggérons de demander également le texte de l'excellente déclaration de Mgr Mamie prononcée à cette occasion.

■ Bon anniversaire

A l'occasion du 450^e anniversaire de la Réformation, nous tenons à exprimer aux lecteurs réformés de ce bulletin nos souhaits sincères. Au cours du culte à la Madeleine qui a accueilli des représentants de tous les continents — un de ces moments privilégiés où l'on sent battre le cœur de l'Eglise universelle — un pasteur noir a pris la parole. Aux représentants de l'Eglise de Genève, il a dit que les délégués n'étaient pas seulement venus partager leur joie mais aussi découvrir comment ils témoignaient de leur foi.

Comment aux yeux des frères du tiers monde — et séparés d'eux par le scandaleux déséquilibre Nord-Sud — les chrétiens de cette ville témoignent de leur foi, n'est-ce pas la question décisive? Une question devant laquelle les divisions confessionnelles se trouvent singulièrement relativisées.

Pour le meilleur de la tradition réformée et pour tout ce que nous apporte — au travers de la Commission tiers monde de l'Eglise protestante et du COE notamment — la collaboration avec elle, nous voulons aujourd'hui rendre grâce.



AVEC LE SOURIRE

«Les Russes ont 1917. Et vous, Genevois, vous avez 1536»... (phrase extraite du programme général des manifestations du 450^e anniversaire de la Réforme). Ne pouvait-on pas prolonger la comparaison? Par exemple: Les Russes ont le mausolée de Lénine et vous, Genevois, le mur des Réformateurs. Ou bien, les Russes ont la Pravda et vous, Genevois, ...

Rapprochement éloquent vraiment. Et redoutable. Bigre, comment les non-protestants — il y en a tout de même quelques-uns à Genève — ne s'interrogeraient-ils pas sur le sort réservé aux dissidents?

● MAGASINS DU MONDE...

...n'a plus à être présenté aux lecteurs de Cotme-Info. Ils savent que pour cette organisation, la vente concrète (café, miel, thé et bien d'autres choses) est le premier pas vers un commerce plus juste. Premier pas aussi pour une prise de conscience des mécanismes — inconnus souvent — qui régissent les échanges dans le monde.

Magasins du Monde va bien. De 1983 à 1985, les ventes de l'association romande ont passé de 440.000 à 810.000 francs. Au moment où souffle le vent du repli, le chiffre mérite d'être salué.

Par définition, Magasins du Monde s'autofinance, mais il lui faut un fonds de roulement pour financer le stock des marchandises. Et c'est précisément ce fonds qui fait défaut au moment où l'augmentation des ventes nécessite un accroissement des achats. D'où la campagne de prêts lancée au mois d'avril.

Ceux qui souhaitent accorder un prêt — remboursable dans les deux mois sur simple demande — peuvent s'adresser à: Association des Magasins du Monde, Valentin 18, 1004 Lausanne. Tél. (021) 23.57.59.

■ RECONCILIATION ECONOMIQUES ENTRE SOEURS ENNEMIES

Avec l'adhésion de la Chine populaire en mars dernier, la Banque asiatique de développement (BAD) vient de devenir le premier organisme international auquel ont adhéré les deux Chine. En effet, jusqu'ici la Chine populaire a toujours refusé d'adhérer à des organisations telles que l'ONU, le FMI ou la Banque mondiale, tant que Taïwan en resterait membre.

Cette fois-ci, pourtant, les intérêts économiques ont eu raison des susceptibilités politiques. La BAD, avec ses

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Du 26 mai au 1^{er} juin, à la maison du quartier de la Jonction (av. Ste-Clotilde 18):

Semaine des disparus d'Amérique latine

Exposition de photos et vente d'artisanat. Le 31 mai, à 20 h., une table ronde est organisée sur la situation des disparus en Amérique latine, suivie de musique et de poèmes.

■ AFRIQUE DU SUD

Se souvenir d'hier pour construire
l'aujourd'hui

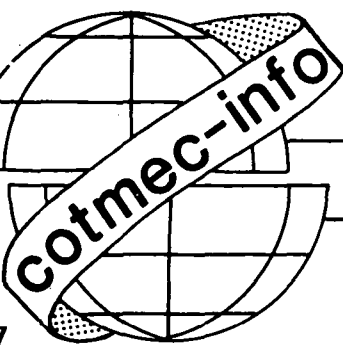
Loin de tout esprit de revanche, il est des dates que l'humanité doit pourtant garder en mémoire pour ne pas recommencer les tragédies qu'elles rappellent. Le 16 juin 1976 est une de ces dates. Il y a dix ans en effet, à Soweto, plus de cinq cents Noirs tombaient sous les balles de la police sud-africaine.

Lorsqu'en décembre passé un groupe de responsables d'Eglise s'est retrouvé à Harare (Zimbabwe), le premier point de leur déclaration a été rédigé en ces termes:

«Nous appelons l'Eglise, en Afrique du Sud et dans le monde entier, à continuer de prier pour le peuple sud-africain et à faire du 16 juin — dixième anniversaire de la révolte de Soweto — une journée mondiale de prière et de jeûne pour qu'il soit mis un terme au régime injuste d'Afrique du Sud.»

A Genève, la célébration aura lieu à l'Auditoire de Calvin, place de la Taconnerie, lundi 16 juin à 18h.30.

quarante-cinq membres (pays asiatiques ainsi que la majorité des pays occidentaux, dont la Suisse) et ses quelque deux milliards de dollars de prêts en faveur du développement dans vingt-quatre pays, est devenue un partenaire indispensable pour Pékin. Etant donné que les deux membres les plus puissants de la BAD (USA et Japon) se sont obstinément refusés à abandonner Taïwan, Pékin a dû se résigner à choisir la voie de la raison... De son côté, Taïwan n'a pas eu les moyens d'empêcher la venue de sa grande sœur; sa timide désapprobation s'est limitée, tout en restant membre de la BAD, à ne pas envoyer de délégation à la dernière réunion annuelle.



«UN TEMPS POUR COUDRE»

Chacun a plus ou moins en mémoire les paroles de ce vieux sage d'Israël pour qui *«il y a un moment pour chaque chose sous le ciel: un temps pour enfanter et un temps pour mourir, un temps pour planter et un temps pour arracher le plant (...) un temps pour déchirer et un temps pour coudre»*... (Quo 3.7).

Dans la bouche de Quohèlet, il est probable que cela signifie la vanité de tous les efforts humains qui souvent s'annulent les uns les autres. Nous lui laisserons la responsabilité de ses propos mais il nous concédera que s'il n'y avait qu'un temps pour déchirer, sans jamais de temps pour coudre... cela ne serait pas nécessairement mieux.

Coudre quoi? On pense spontanément à la division des chrétiens. Nous voudrions évoquer une déchirure plus destructive à nos yeux. Celle qui sépare nombre de chrétiens qui «pratiquent la justice» des autres qui «pratiquent leur religion».

D'un côté, même si on a la plus grande estime pour le Christ et son message, on redoute de se dire chrétien. De l'autre, on n'a pas de peine à afficher sa foi et on se méfie un peu des premiers, craignant notamment leurs préoccupations d'ordre social qui semblent toujours vouloir les détourner de la pureté du message chrétien et de l'attention qui lui est due.

Ce schisme est ruineux. Il prive l'Eglise de forces vives qui pourraient lui apporter un souffle d'engagement et d'impatience dont elle a le plus grand besoin. A l'inverse, il prive aussi la société et le combat pour la justice de nombreux acteurs qui, même s'ils s'expriment sous des formes plus discrètes, ont donné à maintes occasions l'exemple de leur détermination et de leur ténacité dans les actions entre-

prises.

Il est temps de recoudre. Voilà une suggestion qui pourrait y aider.

Les chrétiens ont pris l'habitude de demander à la foi de tracer les frontières de leur appartenance. A Rome, dans la mouvance du Concile, on a mis en place un «secrétariat pour les non-croyants». Imaginons un instant que l'on fasse de l'espérance notre critère d'appartenance. L'espérance, comme la foi, est don de Dieu aux hommes pour donner Vie à leur vie. Ne pensez-vous pas que la géographie de nos Eglises se modifierait sensiblement? Il se pourrait alors que se retrouvent tout proches des gens qui redoutaient de se dire chrétiens. A l'inverse pourront se découvrir bien loin des gens pour qui la foi n'était qu'un ensemble d'idées sans lien avec leur vie. Peut-être ressentirons-nous alors le besoin de mettre en place un «secrétariat des non-espérants»?

Les déchirures arrivent souvent précipitamment, parfois bruyamment. La couture, c'est tout le contraire. Elle se fait dans la durée, la discrétion, point après point. Dans le cas présent, elle nécessite des hommes et des femmes qui osent franchir les frontières de leur appartenance; qui emploient des mots aimantés par leur espérance, sans cesser d'être enracinés dans leur pratique. Recoudre demande patience et courage.

C'est l'ambition de ce bulletin que de proposer, au cours des mois, un regard qui aide à «recoudre» et des lieux privilégiés pour s'y essayer. Ce mois, il contient deux invitations de valeur.

Nous voulons parler du Colloque Lebret et du rassemblement «Chrétiens pour l'an 2000».



CHACUN A SA PLACE

Lu dans le bulletin de la Société pour le développement de l'économie suisse (SDÉS)

LA POLITIQUE A L'EGLISE?

(RSR1: «La minute œcuménique»; 2 août 1986). La présentation de l'émission et son commentaire sont cités intégralement.

«Bornez-vous à vos messes et à vos cultes, restez dans vos sanctuaires, édifiez vos communautés, prêchez l'Evangile, si vous voulez, mais de grâce, que les Eglises ne se mêlent pas de politique!» Pareilles injonctions plus ou moins polies, et souvent comminatoires, révèlent un profond malentendu, dit la voix féminine qui, ce matin, anime la «minute de sagesse». C'est précisément parce qu'ils font tout cela: célébrer, édifier, prêcher, que les Eglises et les chrétiens ne peuvent pas rester entre leurs quatre murs. Ils sont poussés, contraints par l'Evangile à se mêler à la vie de la cité, selon la définition première et forte du terme «politique». La vie de la cité, au près... et au loin, précise la voix; plus! Ils sont poussés à prendre parti, en... solidarité préférentielle... avec toutes les pauvretés. Les Eglises chrétiennes n'en ont certes pas le monopole. Ils sont légions dans le



monde ceux qui défendent la personne humaine au prix de leur vie même (n'est-ce pas Yvan Leyvraz? N'est-ce pas Maurice Demierre?). Mais qu'ils y croient ou non, c'est toujours une parcelle de Christ qui se donne à travers leurs vies et à travers leurs sacrifices.

COMMENTAIRE

De l'énergie nucléaire à l'entrée de la Suisse à l'ONU, en passant par l'initiative sur le secret bancaire, celle dénommée «Etre solidaires» ou encore celle sur le service civil sans oublier la question des demandeurs d'asile, les Eglises multiplient les déclarations. Au point de réduire leur parole à celle d'une prise de position d'un parti politique parmi tant d'autres. Le mémoire sur l'écologie rédigé à la demande de la Communauté de travail des Eglises chrétiennes en Suisse ne vient pas démentir ce sentiment. Selon ce rapport, les organes de l'Eglise devraient intervenir dans le processus décisionnel politique en prenant position publiquement dans le débat. Et pour soutenir quels genres de décision? Citons en vrac: le rationnement des carburants, un impôt sur l'énergie, restreindre la mobilité individuelle, limiter les vitesses sur les routes, interdire le développement de l'infrastructure touristique locale et régionale, etc. Le même rapport définit aussi ce que devrait être la position des Eglises sur l'aménagement du territoire, le droit foncier, les denrées alimentaires.

En choisissant de débattre de tous les objets de nature politique, les Eglises abandonnent chaque jour un peu plus leur rôle de rassembleur et de guide spirituel. Comment s'étonner dès lors que l'on déserte de plus en plus les temples et les églises où l'on s'expose à n'entendre, à l'heure du sermon, qu'un discours de meeting politique?

Commentaire du commentaire

Ainsi la SDES se préoccupe des Eglises et de leur taux d'occupation. C'est gentil à elle, mais est-ce bien de sa compétence? La logique du remède proposé n'est pas nouvelle. Aux capitaines de l'économie, l'économie; aux banquiers, la banque; aux patrons de l'énergie, l'énergie... et aux Eglises, le spirituel.

Seulement voilà, la Parole de Dieu demande précisément le contraire. Dans le premier chapitre de son Evangile, Saint Marc prend soin de situer Jésus dans une synagogue, mais aussi dans une maison privée et sur la place de la ville pour bien montrer que sa venue ne veut ignorer aucune des sphères qui constituent la vie des hommes. Et si, dans ce même premier chapitre, ses auditeurs trouvent «son enseignement nouveau», c'est précisément parce qu'il n'est pas que parole mais que le jeune maître empoigne à bras le corps tout ce qui écrase l'homme de son temps.

Une Eglise à la sacristie. Voilà le rêve de tous les pouvoirs. Politiques mais aussi économiques, on le constate. Las, leur rêve semble s'éloigner de plus en plus de la réalité. Philippines, Afrique du Sud, Haïti, Brésil, Pologne, les Etats-Unis... n'en sont que quelques exemples.

D'ailleurs, la consigne vient de haut. Pour ce qui est des catholiques, la récente déclaration romaine sur la liberté chrétienne et la libération n'a-t-elle pas réaffirmé: «Quand donc elle se prononce sur la promotion de la justice dans les sociétés humaines ou qu'elle engage les fidèles laïcs à y travailler selon leur vocation propre, l'Eglise ne sort pas de sa mission.»

RENDEZ-VOUS IMPORTANT Le Colloque Lebre

Il y a vingt ans, mourait le Père Lebre. Ses amis et ceux qui baignent dans son courant de pensée ont tenu à marquer l'anniversaire par un événement à la taille de l'homme: lieutenant de vaisseau avant d'être religieux dominicain, économiste d'envergure et homme de terrain, d'un apport aussi fécond sur le plan des politiques économiques des Etats que sur celui de la pensée de l'Eglise.

Plusieurs organisations — dont certaines fondées par le Père Lebre — ont uni leurs efforts pour proposer un colloque international. Cela avec l'appui du BIT, qui a mis ses locaux à disposition.

Son thème: «Nouveaux départs pour un développement solidaire». Il aura lieu du 21 au 24 octobre. De nombreuses personnes, de différentes nationalités, ont déjà annoncé leur présence, mais la possibilité de participer reste encore ouverte.

Ce bulletin ne manquera pas de donner un écho du colloque, comme nous l'avions fait en avril 1985 lors d'une rencontre préparatoire que nous avons suivie avec le plus grand intérêt. Genevois, mesurons-nous assez la chance que nous avons de pouvoir participer à une rencontre internationale à distance d'un ticket de bus?

Dans le cadre de ce colloque, signalons une séance publique, le jeudi soir à Uni II, autour du thème «Opinion publique et développement». Jacques Delors, ancien ministre français de l'économie et chargé de hautes responsabilités au niveau européen, en sera l'intervenant principal.

«CHRETIENS POUR L'AN 2000» Un chantier ouvert à tous

Il est de bon ton de se méfier des «grandes bastringues». Ne sont-elles pas souvent l'occasion de propos vides et incantatoires, gaspillage d'énergies et de temps?...

Et si le rassemblement «Chrétiens pour l'an 2000» était précisément autre chose? Par exemple un moment de rencontre, d'interrogation et de célébration? Beaucoup — et nous en sommes — ont investi passablement d'énergies pour faire de ces quatre jours de fin novembre un temps fort de réflexion humaine et chrétienne. L'expérience, nous en sommes persuadés, vaut la peine d'être tentée.

A l'adresse ci-dessous, nos lecteurs trouveront tous les renseignements nécessaires concernant ces journées. Deux ateliers éthiques — parmi les six qui seront organisés le samedi après-midi 29 novembre — vont se situer plus particulièrement dans la trajectoire de ce bulletin. «Economie et société» et «Justice et paix».

Pour ce dernier, la page insérée dans ce bulletin en donnera l'intention. Le dessin aussi, qui représente un chantier auquel chacun est invité à apporter sa pierre.

Merci de renvoyer à temps le questionnaire au secrétariat de «Chrétiens pour l'an 2000», 9, avenue Ste-Clotilde, 1205 Genève.

UNE TERRE FERTILE POUR TOUS

Tel est le thème du Forum romand de l'alimentation qui cette année encore va se dérouler à l'Aula de l'EPFL, 3, avenue de Cour à Lausanne (le samedi 18 octobre dès 16h30). Que nous promet cette manifestation? Tout d'abord de retrouver dans un même espace des cercles qui habituellement ne se côtoient guère (Déclaration de Berne, Fédération des consommatrices, Union des producteurs suisses, Action catholique rurale, Magasins du monde...). Mais aussi une

occasion privilégiée de bénéficier d'apports intéressants: Films et débats se succéderont tout au long de l'après-midi. (Les enfants n'ont pas été oubliés par les organisateurs.)

Dès 20h15, Edgar Pisani abordera le thème
«Impasses et perspectives
de la coopération au développement»

■ VOTATIONS FEDERALES SUR LE SUCRE

Quelques points de repère

Le sucre est constamment objet d'affrontements dans les relations Nord-Sud; la prochaine votation du 28 septembre nous donne l'occasion d'approcher ce problème. Essayons de dégager quelques points de repère.

Une surproduction mondiale, l'échec des accords internationaux et un marché libre extrêmement restreint sont la cause de l'effondrement des prix du sucre, avec des conséquences particulièrement dramatiques pour des pays déjà fortement endettés et ligotés par les accords passés avec le Nord. La consommation effrénée de sucre (en Suisse, 41 kg par année et par habitant) gagne aussi les pays pauvres — «grâce» à la publicité —, engendrant caries, déminéralisation de l'organisme et impossibilité d'utiliser l'argent pour couvrir les besoins essentiels.

Des pistes pour une solidarité

La question posée par l'arrêté fédéral est loin d'être simple et c'est la raison pour laquelle les organisations d'entraide (Action de Carême, Caritas, Entraide ouvrière, EPER, Helvetas, PPP, Swissaid) ne donnent pas de consigne de vote; elles insistent toutefois sur la priorité à accorder aux importations en provenance du tiers monde, pour autant que des mesures sociales et écologiques satisfaisantes soient appliquées. La Déclaration de Berne, elle, suggère de voter «oui» tout en regrettant que l'arrêté ne s'attaque pas aux causes réelles de notre surproduction agricole. Son «oui» se base sur:

- la nécessité d'une diversification de la production agricole suisse pour alléger les secteurs excédentaires;
- une solidarité avec notre petite et moyenne paysannerie;
- l'absence de concurrence, dans la situation actuelle, entre producteurs suisses et du tiers monde (seul 1 % de nos importations provient du tiers monde);
- les effets généralement négatifs de la culture de la canne à sucre pour les populations paysannes du tiers monde.

Comme les organisations d'entraide, elle préconise des importations en provenance du tiers monde et demande expressément de s'attaquer à la principale cause de l'effondrement du prix du sucre, soit l'absence d'un réel accord international.

Source : «Etre solidaire»

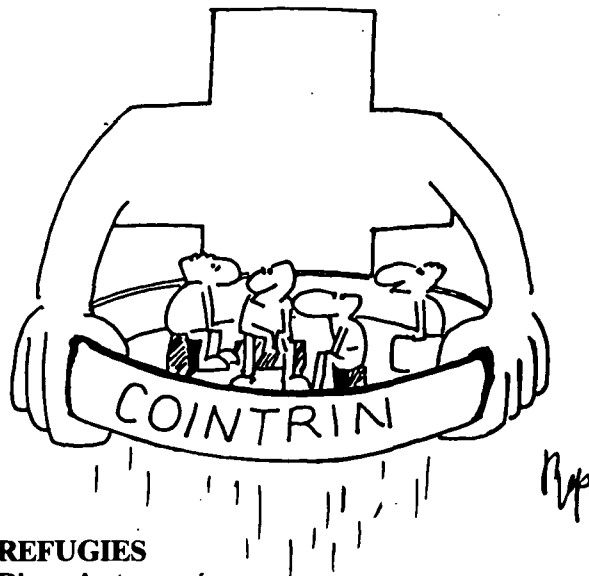
■ MEDICAMENTS

Patience et longueur de temps...

Grâce à des années de lutte soutenue, les Organisations non gouvernementales (ONG) sont arrivées à leurs fins: le Parlement européen vient, en effet, de décider que les médicaments interdits de vente dans les pays de la CEE ne pourront plus être exportés sans informations précises sur leur dangerosité, dans les pays du tiers monde. La responsabilité d'importer des médicaments toxiques reposera donc désormais sur les gouvernements et non plus sur les grandes industries pharmaceutiques; ces dernières se verront d'ailleurs lourdement sanctionnées si elles ne se plient pas à ces nouvelles exigences.

Une nouvelle réjouissante: au terme de multiples campagnes d'information et de dénonciations entreprises par les ONG, les pays pauvres ne serviront plus de poubelle à certaines compagnies pharmaceutiques.

D'après «Croissance des jeunes nations»



■ REFUGIES

Rien n'est gagné

Refoulement, reprise des convocations à la Sûreté après trois mois de gel, ouverture du centre de tri à Cointrin... La détente estivale ne l'a pas été pour tout le monde. Sans prétendre suivre l'actualité à travers ce bulletin, quelques points d'information.

Parrainage: nouveau départ

Au lendemain de l'hébergement à la Jonction, le mouvement de parrainage s'est mis en place sous la responsabilité des Commissions tiers monde mais avec une large autonomie. Au fil des mois, il a pris une extension remarquable, dépassant les prévisions les plus optimistes. Tous les artisans de cette réussite, tant à la coordination que dans les paroisses et mouvements, doivent ici être salués. En vue de mieux répondre aux impératifs de leur tâche, les responsables du parrainage envisagent de se constituer en association autonome. Les Commissions tiers monde comprennent ce choix et continueront à leur accorder un large appui. Invitant chacun à faire de même.

Avez-vous signé la charte?

Au moment de rédiger ces lignes, il est trop tôt pour donner des précisions concernant la récolte de signatures à propos du Référendum contre la révision de la loi sur l'asile. Quelle que soit son issue, nous pensons que des gestes forts — aussi éloquents que les récentes déclarations des Eglises — doivent être utilisés pour tenter d'enrayer l'érosion des droits accordés aux réfugiés. Un de ces mouvements s'intitule MODS (Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire). Une charte contient les intentions de ce large courant, intentions qui rejoignent largement les préoccupations des Eglises. D'ailleurs de grandes associations telles que Caritas, Eper, Action de Carême, Pain pour le Prochain... l'ont signée.

Les lecteurs qui ne l'auraient pas encore fait sont vivement invités à joindre leur signature. D'autres gestes sont à inventer. N'hésitez pas à nous faire part de toutes les bonnes idées qui auraient pu naître dans votre mouvement ou votre communauté.

■ POUR UN COMMERCE EQUITABLE

Déjà 100.000 signatures

La pétition intitulée «Pour un commerce équitable avec le tiers monde», lancée en janvier, a d'ores et déjà recueilli quelque 100.000 signatures. Elle sera remise aux autorités le 16 octobre prochain à Berne, devant le Palais fédéral, date qui coïncide avec la Journée mondiale de l'alimentation.

Après une pause estivale, la récolte de signatures entre maintenant dans la phase finale.

SOEPI

■ AFRIQUE DU SUD Entraver le chemin du pire

Etat d'urgence, plus de 12.000 emprisonnements, assassinats, interventions au cours d'enterrements... l'Afrique du sud ne cesse de défrayer la chronique.

Problème révoltant, l'apartheid ne cesse pas pour autant d'être complexe. Par l'étendue de ses racines (en 1652 arrivent les colons hollandais). Egalement par la conviction quasi religieuse de la supériorité et de la singularité que les Blancs se sont forgées et qu'ils ont défendues parfois au prix du sang versé. Il en résulte une mentalité inébranlable, sourde non seulement aux appels des Noirs, mais aussi à d'autres interpellations. Les milieux économiques, qui voient apparaître les lézards sur l'édifice et qui - pragmatisme oblige - souhaiteraient négocier pour faire la part du feu, ne sont plus entendus.

Tout ceci non pas pour justifier, mais pour prendre la mesure d'une réalité. Il n'est demandé à personne, du fait de la couleur de sa peau, de se sentir responsable d'un incendie préparé durant plusieurs siècles. Par contre il revient à chacun, impérativement, de tout mettre en œuvre pour empêcher ceux qui, consciemment ou non, continuent à alimenter le brasier. Les exemples ci-dessous voudraient en donner un aperçu.

Comme l'écrit Jacques Duquesne, dans «La Croix», qui a inspiré ce commentaire: «L'avenir n'est écrit nulle part et le pire n'est pas toujours sûr. Mais le pire désormais est à craindre.»

Il nous revient de tout tenter pour retarder sa marche.

Des actions concrètes

— Le 30 juin, la Fédération luthérienne mondiale a rompu ses relations avec la City Bank de New York, la National Westminster Bank de Londres et l'Union de Banques Suisses. Trois banques qui lui donnent l'impression de «vouloir poursuivre leurs relations commerciales avec l'Afrique du Sud».

— Aux Pays-Bas, les «Frères de la Remonstrance» ont décidé de vendre les actions qu'ils possédaient dans des compagnies possédant des intérêts économiques en Afrique du Sud (Shell et Philips étaient explicitement mentionnées).

— Vingt et un responsables des grandes Eglises nord-américaines ont adressé un message au président Reagan et ont également envoyé des télégrammes aux dirigeants de cinq banques et douze sociétés.

— Rappelons également qu'à Genève, près de l'église Saint-Joseph (Eaux-Vives), chaque vendredi de 12h30 à 13h30, une manifestation est organisée. Chacun y est attendu.

N.B.: Le combat contre l'apartheid est aussi l'affaire des catholiques

Les catholiques représentent le 10% de la population. En 1952, puis 1957, la Conférence des évêques d'Afrique du Sud s'est exprimée ouvertement contre l'apartheid. Plus récemment, en 1984, date de la mise en place de la nouvelle Constitution, l'épiscopat publie un long rapport au titre éloquent: «Dieu lui-même s'en est allé», dénonçant les déportations forcées. A la suite d'émeutes, cette même année, il publie un document contenant les photos des blessés et rapports des médecins pour révéler l'ampleur de la brutalité policière. Il faudrait également parler de la rencontre organisée, dans les premiers mois de 1986, à Lusaka, entre des délégués de la Conférence épiscopale et avec des membres du Congrès national africain. A peu près en même temps, alors qu'ils avaient annoncé leur intention de publier une lettre pastorale sur les pressions économiques, les évêques ont reçu de Rome un message leur apportant des encouragements en termes fermes et explicites.

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

**Relire l'Ecriture
à partir de nos engagements**
Toutes les trois semaines, dans les locaux de la COTMEC, est proposé un «midi-Bible» ouvert à toutes personnes intéressées. Approche toute simple de l'Evangile de Marc en tentant de relever les liens entre le texte et des questions liées à nos engagements. De 12h à 13h15 des questions dredi 5 septembre. Renseignements au secrétariat.

● Contre-ordre A l'intention des personnes de contact et autres personnes intéressées

Lors de la dernière rencontre «Foi et développement», organisée par notre commission en mai dernier, les participants avaient retenu la date du 30 septembre.

Or ce jour coïncide avec l'assemblée générale de l'Atelier œcuménique de théologie, qui invite le Père Cosmao. Les lecteurs de ce bulletin — sachant les liens qui nous rattachent au fondateur du Centre Lebreton — comprendront que nous voulons éviter tout risque de collision. Même si la séance n'est pas publique, ceux qui souhaitent entendre le Père Cosmao, le 30 octobre à 20h30, dans les locaux de la paroisse protestante de la Jonction, rue du Village-Suisse 16, seront les bienvenus.

La rencontre «Foi et développement» est, quant à elle, reportée d'une semaine et se déroulera le 6 novembre à 20h30 à la COTMEC. Son thème figurera dans le prochain numéro de ce bulletin.

Il convient de signaler enfin un autre acte de courage qui s'est payé très cher. Le fait d'avoir choisi comme secrétaire général de l'épiscopat un Noir engagé depuis longtemps dans l'émancipation de son peuple (la première arrestation du Père Mkhathswa date de 1977). Il faut savoir que, le 20 août dernier, le prêtre semble avoir échappé de justesse à la mort après les tortures subies au cours d'un interrogatoire de trente heures.

Dans ce survol, aucune intention apologétique, mais l'intention de montrer aux catholiques de notre ville que, contrairement à ce qu'ils pensent souvent, le combat contre l'apartheid est aussi leur affaire.

D'après un article de P. Toulat
dans «Témoignage chrétien»

**CONSTRUISONS UN CHEMIN DE
SECURITE ET DE SOLIDARITE VERS L'AN 2000**

s'il a jamais existé, IL EST FINI LE TEMPS

**des évidences
des maîtres qui ont réponse à tout
des certitudes définitives
des raccourcis culpabilisants
des rapports qui tranquilisent**

• **LA JUSTICE**
ET LA PAIX •

**se présentent aujourd'hui comme de grands chan-
tiers. Chacun est invité à apporter sa pierre.**

**LE SAMEDI 29 NOVEMBRE
de 15 à 18 heures à PALEXPO**

QUESTIONNAIRE

Vous lisez

- | | |
|---|--|
| ☐ Terre Nouvelle | ☐ Bulletin de Pax Christi |
| ☐ Eglise-Monde | ☐ Cotmec-Info |
| ☐ Cahiers de la réconciliation | ☐ Solidaire |
| ☐ Alternatives Nonviolentes | ☐ ... |
| ☐ Vivant Univers | |

Vous dites

- | | |
|--|--|
| ☐ Tiers-Monde | ☐ Pays sous-développé |
| ☐ Le Sud | |
| ☐ Les Pays non-industrialisés | |
| ☐ La périphérie | ☐ |

Votre préoccupation

- | | |
|--|--|
| ☐ La paix | ☐ L'égalité |
| ☐ La sécurité | ☐ La justice |
| ☐ La fin de la faim | ☐ La solidarité |
| ☐ Le respect des cultures | ☐ |

Les obstacles

- | | |
|---|--|
| ☐ Le surarmement | ☐ L'endettement |
| ☐ Les régimes politiques du Tiers-Monde | |
| ☐ Le gaspillage du Nord | |
| ☐ Une surinformation qui entraîne la passivité | |
| ☐ Le fatalisme | ☐ ... |

Les moyens

- | | |
|--|---|
| ☐ L'aide financière | |
| ☐ La pression de l'opinion publique | |
| ☐ L'action politique | ☐ L'information |
| ☐ Les mécanismes du marché | |
| ☐ L'objection de conscience | ☐ Désobéissance civile |
| ☐ | |

Vous aimeriez mieux comprendre

- | |
|--|
| ☐ La relation entre surarmement et sous-alimentation |
| ☐ Le lien entre les efforts entrepris dans nos pays et les luttes menées dans le Tiers-Monde. |
| ☐ Quelle compatibilité il y a entre «l'option pour les pauvres» des Eglises et leurs efforts pour promouvoir la paix. |
| ☐ Comment fonctionnent les idoles d'aujourd'hui et comment les démasquer comme le faisaient les prophètes autrefois. |
| ☐ Quel est le rôle des Eglises par rapport à l'Etat et aux institutions. Sur quels points ont-elles à manifester un accord ou un désaccord. |
| ☐ Autres ... |

QUESTIONNAIRE

Cela s'est passé à Genève

Question des réfugiés

Initiative contre l'exportation d'armes

Initiative cantonale 0,7

Initiative pour un authentique service civil

Initiative pour la limitation du secret bancaire

Initiative «Etre solidaire»

Pétition pour un commerce plus juste

A VOTRE AVIS

Les Eglises et les chrétiens
Se sont mobilisés

étaient mal informés
n'ont pas bougé

n'étaient pas concernés

Préparez-vous seul ou en groupe, à participer au forum
éthique «Justice et paix» : répondez à ces questions !

Aidez-nous à mieux nous y préparer nous-mêmes : ren-
voyez vos réponses avant le 31 octobre, au secrétariat :

Secrétariat du 450°
9, rue Ste Clotilde 1205 Genève

Si la place vous manque pour vous présenter ou appor-
ter un complément....

LA

ET
LA

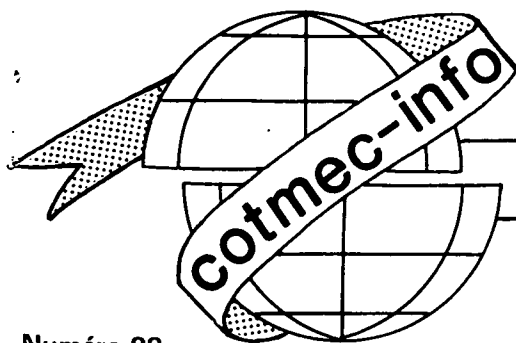
JUSTICE ET LA PAIX.

se présentent aujourd'hui comme de grands chan-
tiers. Chacun est invité à apporter sa pierre.

C'est cette expérience que nous voudrions vivre
avec vous !

LE SAMEDI 29 NOVEMBRE
de 15 à 18 heures à PALEXPO

- Les groupes qui travaillent dans ce secteur seront là, prêts à partager leurs convictions et à recevoir vos questions ou vos mises en question !
- Des chrétiens engagés dans d'autres pays parleront de l'action et de l'engagement de leurs Eglises.
- Nous tâcherons de repérer ensemble les défis qui nous attendent pour ces quinze prochaines années.



■ EUCHARISTIE: UN DISCERNEMENT DECISIF

Printemps 56 probablement, St Paul écrit aux chrétiens de Corinthe. Une importante lettre dans laquelle il aborde un certain nombre de problèmes qui se posent dans la communauté, notamment sur la façon de célébrer l'eucharistie.

La condamnation est implacable: «Quand vous vous réunissez en commun, ce n'est pas le repas du Seigneur que vous prenez» (1 Co 11.20). Dès l'origine de l'Eglise, la Cène — qui permet aux chrétiens d'accueillir et de célébrer la présence du Ressuscité au milieu d'eux — est un rite d'une importance capitale. Qu'est-ce qui autorise Paul à retirer toute validité à l'eucharistie des Corinthiens? Serait-ce que le rite n'est pas pratiqué comme il convient ou que l'on omet des paroles importantes en faisant mémoire du Seigneur?

La réalité a de quoi surprendre tant elle peut sembler terre à terre. Le tort des chrétiens de Corinthe est de ne pas s'attendre — ou de ne pas partager — lors du repas qui accompagne le rite de l'eucharistie. Comment, ont dû se dire certains, Paul peut-il mettre sur le même plan le rite fondateur de la communauté chrétienne et cette question bassement humaine de s'attendre pour partager son repas? Pourtant c'est bien cela. Lorsque l'Apôtre écrit «car celui qui mange et boit sans discerner le corps du Seigneur mange et boit sa propre condamnation», la note de la TOB a raison de préciser: «Non que le coupable ait confondu le pain eucharistique avec les autres aliments de son repas, mais parce qu'il n'a pas su apprécier les exigences que comporte la réception du Corps du Christ.»

Car communier — loin de ne regarder que le fidèle et son Seigneur — comporte des exigences à l'égard des frères. La communauté de Corinthe regroupait des gens aussi différents dans leur statut social que pouvaient l'être des hommes libres et des esclaves. Imaginons que Paul ait toléré que cette différence s'affiche au cours de l'eucharistie; qu'il ait

accepté qu'une cloison étanche sépare le rite de la vie de ceux qui le célèbrent... Qu'auraient encore signifié les mots «communion», «repas du Seigneur»? N'est-ce pas accepter comme une fatalité les divisions au sein de la communauté? C'est ni plus ni moins une sorte de légitimation de fait de l'esclavage contre laquelle Paul s'est élevé. L'enjeu était de taille, reconnaissons-le.

Vingt siècles nous séparent de l'Apôtre et lorsque les communautés chrétiennes célèbrent l'eucharistie, elles ne comptent plus d'esclaves dans leurs rangs. Est-ce pour autant que son appel est périmé? Au contraire on peut penser que l'invitation à «s'attendre» a pris une signification plus grande à notre époque. En un temps où quelques heures d'avion nous séparent des bidonvilles de Lima; où quelques secondes suffisent à un télex pour alimenter le compte d'une banque de chez nous ou pour transmettre aux antipodes une modification des cours du blé. (N'oublions pas qu'un tiers des céréales — dont sera fait le pain de l'eucharistie — transite commercialement par notre pays.)

Le risque que Paul pressentait n'a pas perdu de sa pertinence. Soit nous faisons de l'eucharistie un rite ancré dans nos vies très humaines, qui va les travailler comme le levain travaille la pâte, jusqu'à venir à bout de toutes nos séparations — donc aussi de nos séparations économique-sociales à l'intérieur de la communauté et à l'égard du tiers monde. (Loin d'une culpabilité, une promesse sans cesse réactivée.) Soit l'eucharistie peut devenir un rite alibi, célébré portes fermées entre gens de bonne compagnie.

Comme hier Paul a su le faire, il appartiendra toujours au mandat d'une autorité d'Eglise d'exhorter les chrétiens à «discerner le corps du Christ». Charge à elle de conserver à cette expression le sens ample — et reconnaissons-le passablement subversif — que lui donnait l'Apôtre.

← COTMEC-INFO DANS LES CHIFFRES ROUGES →

Dès sa création en 1977 Cotmec-Info a tenu à couvrir ses frais par les abonnements et à ne pas dépendre financièrement du budget de la commission. Jusqu'à l'an passé c'était le cas, cela ne l'est plus pour l'exercice 1985-86.

Pour des abonnements d'un montant de Fr. 9.113,30 les dépenses se sont montées à Fr. 10.291,65 (dans cette somme, impression: Fr. 6.236.-, adressage: Fr. 2.368,35, port: Fr. 1.687,30). Soit un découvert de Fr. 1.148,35. Que faire?

La première solution qui vient à l'esprit est d'élever le prix de l'abonnement fixé à Fr. 10.- depuis 1983. Nous hésitons à le faire, Fr. 10.- est un chiffre rond; de plus le bulletin arrive chez de nombreuses personnes abondamment sollicitées et moins abondamment pourvues de moyens.

Autre solution: Tous ceux qui le reçoivent paient leur abonnement. De plus ils inscrivent sur le dos de leur bulletin de versement le nom de

nouveaux abonnés. (Avec un tirage de 2150, Cotmec-Info n'a certainement pas encore rejoint tous ceux qu'il serait susceptible d'intéresser.)

Nous avons opté pour la seconde solution, nous réservant la possibilité de revenir sur la question au cas où notre proposition n'aurait pas eu l'écho suffisant. Merci de répondre à cet appel. Vous nous donnez ainsi les moyens de notre liberté. De notre solidarité également (chaque mois le bulletin part à un certain nombre d'exemplaires dans le tiers monde.)

«FOI ET DEVELOPPEMENT»

La prochaine rencontre trimestrielle «Foi et développement», organisée par la Cotmec, aura lieu comme annoncé dans le précédent bulletin: le jeudi 6 novembre, de 20h30 à 22h30 précises. Son thème: «Discerner le corps du Christ lorsqu'on célèbre le repas du Seigneur», prolongeant la réflexion amorcée dans l'éditorial.

Rappelons que cette invitation est adressée à toute personne intéressée.

■ «URUGUAY ROUND» «AUX SERVICES» DE TOUS ?

C'est à Punta Del Este en Uruguay que vient d'être lancée une nouvelle série de négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Quatre ans de pourparlers en vue. Quel en est au juste l'enjeu et au bénéfice de qui ?

Après notamment le «Kennedy round» (1963-67) et le «Tokyo round» (1973-79) qui ont permis de diminuer de plus d'un tiers les barrières douanières sur l'échange de biens, le but de l'«Uruguay round» sera essentiellement d'aborder le problème de la libre circulation des services. Sujet de première importance puisqu'environ un quart des échanges commerciaux mondiaux sont faits de services : banques, assurances, tourisme, santé, transports, etc...

Côté Suisse

Notre pays, membre du GATT, prendra une part très active à ces futures négociations. Ceci est normal vu qu'une part substantielle de notre commerce mondial émane des banques et des assurances. Toutefois ces milieux restent très discrets en la matière : quoique favorables au libre-échange de leurs services, ils semblent déjà relativement satisfaits de leur implantation actuelle à l'étranger. D'après le secrétaire de l'Association suisse des banquiers, «les banques suisses sont déjà implantées à peu près partout où elles le désirent».

Cette satisfaction n'est pourtant pas générale aux pays développés ; les Etats-Unis par exemple, grands instigateurs des nouvelles négociations et très compétitifs dans le secteur des services, espèrent pouvoir libérer ces derniers des entraves douanières dont ils sont actuellement encore souvent l'objet.

Côté tiers monde

La plupart des pays du tiers monde craignent l'ouverture de leurs frontières aux services étrangers (souvent plus développés) au détriment des leurs. Malgré le fait que le GATT prévoit théoriquement un traitement de faveur pour les pays en voie de développement, reconnaissant qu'une égalité de droits et d'obligations ne peut exister entre partenaires à niveaux de développement inégaux, ces craintes sont tout à fait justifiées.

Malheureusement, les pays les plus faibles ne peuvent que constater qu'à défaut d'accord mondial, ils doivent souvent céder à des accords bilatéraux du style : «Vos textiles contre nos services, c'est à prendre ou à laisser !» Il semble ainsi que les pays en voie de développement aient finalement intérêt à s'asseoir, groupés, à la table de négociation ; mieux vaut se serrer les coudes pour essayer de faire admettre ses propositions, que de devoir subir isolément les pressions des grandes puissances économiques.

■ DITES-LE AVEC... DES LEGUMES

Une semaine après Tchernobyl, dans la petite ville française de Pontchâteau, un groupe sensibilisé par l'écologie tente de rencontrer le maire, de surcroît président d'une organisation en lien avec l'implantation d'une nouvelle centrale nucléaire. «Après une entrevue sans résultat, il a été décidé de faire quelque chose pour lui montrer ce qu'était pour nous l'écologie.»

C'est ainsi que, chaque jour, à tour de rôle, des gens apportent à Monsieur le maire de l'eau, du pain et des légumes frais accompagnés d'un texte très courtois rappelant l'importance des éléments naturels nécessaires à la vie, ainsi que la menace que le nucléaire peut faire peser sur eux.

L'action intitulée «les aliments de la vie», si elle ne l'a pas encore converti, a du moins été très bien reçue dans la population et elle commence à faire tache d'huile dans les villes voisines.

(Organe du Centre Martin Luther King)

■ A GENEVE La situation du Nicaragua exploitée

Un colloque qui s'est déroulé à Genève les 6 et 7 octobre nous amène à reparler du Nicaragua. Sur le thème : «Droits de l'homme en Amérique centrale», il a réuni, dans les locaux des Syndicats patronaux, des intervenants tous choisis de façon à conforter les participants dans l'impression d'un Nicaragua marxiste et léniniste qu'il faut sauver par tous les moyens. Parmi les orateurs, Arturo Cruz, un des responsables de la Contra (corps de troupe armé et entraîné par les USA). Egalement deux évêques, dont Mgr Véga, celui qui est allé supplier Washington de voter les 100 millions de dollars pour attaquer son pays. Au point que, dans un discours, le président Reagan n'a eu qu'à reprendre les paroles du prélat : «Pablo Véga a dit qu'au Nicaragua les contras défendent le droit de l'homme à exister... Révérend Père, nous vous avons entendu.» On peut comprendre — même si la mesure d'expulsion peut paraître maladroite — que le gouvernement de Managua ait voulu limiter de telles ardeurs patriotiques. Précisons encore qu'en venant à Genève, Mgr Véga n'a avisé ni l'évêque de notre diocèse ni le Vicaire épiscopal comme cela se fait habituellement lorsqu'un évêque vient dans ce diocèse.

Au bas de la rue de St-Jean, il y avait aussi de nombreux manifestants, venus protester contre la présence dans notre ville de ceux qui peuvent être tenus pour les responsables moraux de la mort de deux coopérants techniques de notre pays.

Au même endroit enfin, la sœur d'un de ces volontaires — Maurice Demierre — et le frère de Chantal, son amie. Présence dans le jeûne, soutenue par les marques d'encouragements de nombreuses personnes de passage.

Chercher l'Eglise

A ceux qui n'ont plus en tête l'histoire des siècles derniers et le rôle strictement politique qu'ont pu y jouer certains évêques, le fait a pu paraître troublant. Avec la présence de deux évêques au Colloque et de nombreux chrétiens à s'y opposer, ils ont pu se demander où était l'Eglise en cette affaire. Nous voudrions rapporter un propos qu'à ce même moment un prédicateur a tenu aux prêtres de Genève qui participaient à une retraite à Annecy. Aux heures agitées de l'Espagne franquiste, à un moment où l'Eglise était divisée, un étudiant avait posé une question au Cardinal Journet : dans un tel contexte, où fallait-il chercher l'Eglise ? Il lui avait répondu : «Où se trouvent les Béatitudes (Matthieu 5), là se trouve la véritable Eglise.»

Ces 6 et 7 octobre, il est probable que l'Eglise était à chercher à la porte de ce colloque.

Cassette à disposition

Le succès qu'a remporté l'émission Tell Quel «Mort d'un Suisse» à propos de la mort de Maurice Demierre a incité les réalisateurs à produire une cassette. Elle contient «des extraits de chants naïfs et profonds, dernier hommage des paysans à l'ami qu'ils enterrent».

Vendue au prix de Fr. 10.-, le bénéfice sera affecté intégralement à financer la poursuite de l'action entreprise. (Il ne sera pas versé à l'organisation Frères sans frontières comme la présentation de la cassette pourrait le laisser croire.)

Commande à adresser à Tell Quel. Télévision suisse romande, 20, quai Ernest-Ansermet, 1211 Genève 8. Tél. (022) 29.33.33, interne 2546.

■ TOGO

Vous avez dit «décolonisation» ?

Le Togo est un pays qui ne fait guère parler de lui avec ses 2,7 millions d'habitants dans un territoire taillé en lame de couteau au moment du découpage colonial.

Sa place dans l'actualité, il la prend parfois à l'occasion d'une dénonciation en ce qui concerne les droits de l'homme. Si le régime du président Eyadéma est d'une grande stabilité, certains la paient très cher. Les deux pages que le rapport d'Amnesty International consacre au Togo ne sont guère rassurantes, faisant état de «détentions sans jugement d'un nombre appréciable de personnes apparemment soupçonnées d'opposition politique». Des Togolais rencontrés n'ont pu que confirmer la dureté du régime.

Dans la nuit du 23 au 24 septembre, un coup de force était tenté par des éléments extérieurs au pays. Nous ne relèverons pas ici les nombreux points d'interrogation rapportés par les journalistes qui ont essayé d'y voir clair dans cette affaire. Ce qui nous importe plus : le président a saisi cette occasion pour faire appel à la France qui — en vertu du traité conclu en 1963 — doit assister ce pays s'il lui demande son aide; c'est ainsi que plus d'une centaine de parachutistes français sont arrivés dans la capitale.

La France honore les traités qu'elle signe. D'autant plus que ce putsch — s'il était plus qu'un simple prétexte à répression, une pratique familière au président — ne semblait guère être issu d'un large mouvement populaire.

Tout de même on est en droit de s'interroger. Quelles perspectives de changement peuvent être offertes aux populations qui subissent des régimes despotiques si — à chaque mouvement visant à soulever le couvercle de la marmite — une intervention occidentale s'empresse de le revisser ?

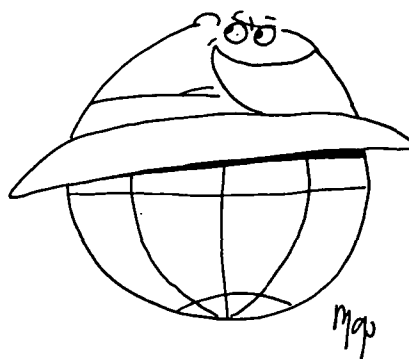
Certes la stabilité politique, rassurante pour les principaux créanciers (la France et l'Allemagne), est la seule chance de récupérer les intérêts de leur dette; mais est-ce que cela peut tout justifier ?

■ ROME ET LA THEOLOGIE DE LA LIBERATION

Un dégel qui se poursuit

Dans Cotmec-info du mois d'avril, nous avons présenté la déclaration romaine sur la «liberté chrétienne et la libération» en signalant le changement de climat qu'elle révélait dans les relations entre Rome et les théologiens de la libération. Mais les documents ne sont pas le tout de la vie de l'Eglise. A grands traits, voici un autre fait révélateur.

Entre les évêques brésiliens et Rome, malaise il y avait. Au terme d'une série de rencontres avec eux, le pape a annoncé «qu'il voulait entamer avec eux une expérience nouvelle». A l'occasion du synode extraordinaire de décembre dernier, il s'est approché de Dom Ivo Lorscheider et lui a demandé : «Et notre réunion ? Nous la faisons ?» Fallait-il s'attendre à une sévère remise à l'ordre ? En fait, «l'expérience a été quelque chose de tout à fait nouveau dans sa modalité, son déroulement et son ton... On a pu parler presque confidentiellement, fraternellement, avec de nombreuses interventions et précisions», pour reprendre les termes de la revue «Message». Quant à François Biot, dans «Témoignage chrétien», il relate une anecdote souriante : «Lors de de l'entrevue, un évêque s'adresse ainsi au pape : 'Très saint Père, j'ai l'impression que nous nous comprenons mal en portugais. Je propose que nous parlions italien...' Et l'évêque brésilien d'exposer dans un italien impeccable les différentes incompréhensions existant entre le Vatican et l'Eglise brésilienne.» Et François Biot de poursuivre : «Le résultat est éloquent : il est à l'honneur du pape et à l'honneur des évêques brésiliens. Mais c'est aussi un exemple pour les relations entre Rome et la périphérie, entre le centre et les Eglises particulières aux prises avec des problèmes qui leur sont spécifiques.»



■ A LIRE

Femmes : une décennie pour s'entendre

Ce fascicule publié par I3M et le CETIM permet à neuf femmes de témoigner de leur vécu dans le cadre de la décennie de la Femme, décidée par les Nations Unies. De la rencontre de Mexico en 1975 à celle de Nairobi en 1985, que de chemin parcouru ! Ce dossier fait le bilan de ce qui a déjà été accompli en divers lieux; par exemple en Suisse, souvenons-nous : inscription dans notre Constitution de l'égalité des sexes, acceptation du nouveau droit matrimonial, création d'une commission fédérale pour les questions féminines, élection d'une femme au Conseil fédéral; également dans les organisations de coopération — comme Swissaid et la DDA — afin de mieux intégrer les femmes dans les projets et viser à un «autre» développement prenant en compte leur capacité créatrice. Mais également ce qui s'est fait ailleurs, dans tant d'autres pays, pour une amélioration des relations féminines entre le Nord et le Sud.

Si ces pages donnent l'occasion de s'en réjouir, elles veulent aussi rappeler que tout n'est pas encore acquis : des modifications constitutionnelles ne signifient nullement un changement des mentalités et le temps de la germination est long... Cependant ces dix années ont déjà permis «aux femmes de tracer la route et de s'y engager avec détermination». Un petit livre tonifiant, extrêmement intéressant pour toutes celles (et pour tous ceux...) qu'une telle cause mobilise !

«Femmes : une décennie pour s'entendre». Ed. I3M-CETIM. 102 p., Fr. 7.-.

S'il fallait ajouter d'autres signes de détente, nous pourrions parler du propos tenu par le pape à la Conférence épiscopale des évêques latino-américains (CELAM) dans lequel il est revenu sur sa lettre aux évêques brésiliens, réaffirmant la nécessité de la théologie de la libération. Quand on sait le bastion qu'était devenu le CELAM contre la théologie de la libération, la parole n'a pas dû passer inaperçue.

Enfin, il faut retenir la rencontre du cardinal Ratzinger avec la conférence épiscopale du Pérou. Il a assuré que la Congrégation pour la doctrine de la foi s'efforçait de laisser de plus en plus aux Eglises locales le soin de prendre les décisions concernant les questions doctrinales. Il a de plus encouragé les théologiens à intensifier leurs travaux sur la compréhension chrétienne de la liberté et de la libération.

Des personnes qui ont approché récemment des évêques représentatifs de l'épiscopat latino-américain ont pu mesurer le chemin de détente qui avait été parcouru. Il faut s'en réjouir pour eux, mais plus encore pour les pauvres dont ils sont les porte-parole et pour l'Eglise.

Ajoutons encore que, lors de son récent voyage à Lyon, Jean Paul II a tenu des propos pour tous ceux qui, en Europe, tentent de porter sur leur société un regard inspiré par la théologie de la libération : «Dans les conditions de vie où a vécu le Père Chevrier, le service des pauvres était un témoignage nécessaire et il l'est aujourd'hui partout où la pauvreté se rencontre. Il est de ces nombreux apôtres qui, au cours de l'histoire, ont réalisé ce que nous appelons l'option préférentielle en faveur des pauvres.»

■ REFUGIES

Nous hésitons à aborder ce sujet dans une publication mensuelle comme Cotmec-Info. Le risque est tellement grand d'arriver comme la grêle après la vendange. Quelques réflexions cependant :

Hébergement de Notre-Dame

Au moment de rédiger ces lignes, l'hébergement de Notre-Dame continue, aucune solution valable n'ayant encore été trouvée pour un départ. Rappelons-le, cette action n'a jamais eu pour but de contester — même si elle est regrettée — la décision de la Commission des sages. Tout au plus d'obtenir un délai plus large pour son exécution. L'appui reçu de la part des chrétiens et des Eglises est jugé trop discret par les gens qui, dans les groupes de parrainages, portent cette action. Invitation est donc faite à chacun d'utiliser largement la possibilité de rencontre offerte chaque jour de 17h30 à 18h30, à Notre-Dame.

Le référendum a abouti

Le référendum s'opposant à la révision de la loi d'asile a abouti. Si nous avons pu en son temps paraître réservés sur le choix de ce moyen nous ne le sommes pas du tout pour faire campagne en vue du meilleur score possible lors de la votation fixée au 5 avril. Nous aurons certainement l'occasion de revenir sur ce sujet; dès maintenant nous invitons les paroisses et mouvements à fixer sur leur agenda une rencontre à ce propos. A la fois pour comprendre l'enjeu du débat et pour pouvoir l'enrichir du point de vue éthique.

Un nouveau manifeste circule

Le manifeste no 2 intitulé «Genève, cité refuge — non à l'arbitraire» est proposé depuis quelques semaines à signature. Si l'une ou l'autre expression peut paraître carrée et si certains regrettent l'absence d'une formulation plus constructive, il reste que le fait de permettre à l'opinion publique de manifester son appui à une politique toujours plus humaine est important. A disposition au secrétariat.

■ Novembre approche...

et, avec lui, le rassemblement «Chrétiens pour l'an 2000». Cette rencontre sera ce que nous en ferons: une manifestation de plus dans un automne chargé; ou un temps fort où des chrétiens — toutes confessions réunies — entreprennent une réflexion sérieuse sur les exigences de leur foi à Genève en cette fin de vingtième siècle. A ceux qui hésitent à y participer, nous aimerions poser la question: «Qu'est-ce qui peut paraître prioritaire au regard d'un tel rendez-vous?»

En remplissant le questionnaire reçu dans le précédent bulletin, vous vous préparez à la rencontre. En nous le renvoyant, vous nous permettrez — à nous également — de mieux la préparer.

D'autres exemplaires du questionnaire peuvent être obtenus au secrétariat.

Ceux qui ont lu, de David Flood, «Frère François et le mouvement franciscain» se rappelleront de ce livre; il renouvelle l'image que l'on peut se faire de François en lui restituant toute une dimension sociale et historique évacuée par une certaine forme de dévotion.

Les 15 et 16 novembre, au Foyer franciscain à Saint-Maurice, David Flood animera un week-end en développant les thèses contenues dans son livre.

Pour plus de renseignements: Foyer franciscain, tél. (025) 65.14.14.

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

Riches et pauvres

«Ou bien j'ai très mal compris les Ecritures et leurs commentateurs, ou bien il me semble avoir aperçu que la condamnation du riche y est essentiellement celle du superbe, de celui qui a le pouvoir sur autrui, qui le plie, le méprise et fait des choix pour lui. Le pauvre est essentiellement l'humble, qui a une conscience aiguë de l'étendue de son ignorance et de son impuissance, qui sait que chaque jour il faut recommencer, mais qui, fort de sa faiblesse, reste ouvert et docile aux appels souverains.»

F. Péroux

■ LE «STRAHM NOUVEAU» EST ARRIVE

Qui ne connaît le petit livre de R.H. Strahm, «Pourquoi sont-ils si pauvres?». Un livre de petite taille et de grande valeur, reçu avec sérieux par les spécialistes de haut niveau tel François Perroux, et en même temps accessible à tous grâce à sa présentation. La page de gauche avec des croquis et celle de droite avec des explications. Mais les chiffres vieillissent mal. Depuis un certain temps déjà on nous en promettait une actualisation; la voilà, avec le même titre, sur une couverture plus résistante.

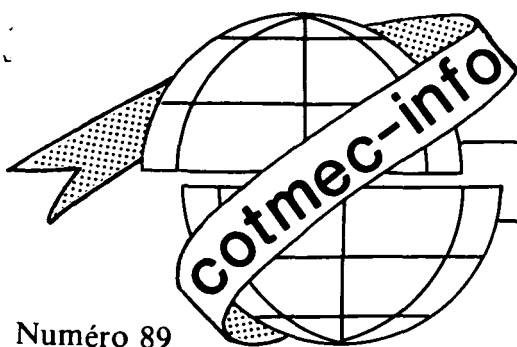
Actualisation ne veut pas dire une simple modification des chiffres. Si l'on trouve dans un premier chapitre des données fondamentales, d'autres répondent à des préoccupations nouvelles telles que l'environnement, la faim dans un monde fertile, la relation entre l'armement et le sous-développement, etc.

Le constat pourra paraître sévère à l'égard de la société occidentale. L'auteur ne peut pas tout dire et choisit délibérément de s'adresser à des Occidentaux pour leur ouvrir les yeux sur les causes qui dépendent d'eux. Il ne faudrait pas en déduire que l'Occident porte toute la responsabilité du fossé qui sépare le monde. D'autre part nous a manqué une typologie des différents pays que l'on regroupe sous l'expression «tiers monde». Enfin, était-ce bien utile de reprendre le même titre? Ne court-on pas le risque d'accentuer un regard misérabiliste sur les habitants du Sud? Particulièrement à un moment où, sur le plan culturel, on redécouvre tout ce que ces pays ont à nous apporter. Ce que les ethnologues appellent «l'éclairage en retour».

Ces remarques de détails ne nous empêchent nullement de recommander chaleureusement cet ouvrage. Dans l'objectif qui est le sien, ce livre est irremplaçable. Le combat de la solidarité ne saurait se passer de lucidité.

«Pourquoi sont-ils si pauvres?» Rudolf H. Strahm. Ed. La Baconnière — Déclaration de Berne. 219 p. Fr. 15.90. Disponible à notre secrétariat.

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève.



commission tiers-monde de l'église catholique

Numéro 89

Mensuel

Novembre 1986

Au service de la solidarité L'UNITE SANS RESTRICTION

«Que Rome gagne la partie plutôt que Wittenberg ou Genève; que la justification s'obtienne par les œuvres ou par la foi... pour les Rouges, les Jaunes et les Noirs, voilà qui n'avait pas d'intérêt. Cela ne changeait rien à leur situation. Pour les confesseurs de la foi de race blanche, à quelques dénominations chrétiennes qu'ils appartiennent, les peuples de couleur étaient tous destinés à être dominés; l'unité en Christ concernait peut-être le ciel, en tout cas pas la terre.»

Ces mots de H. Gollwitzwer, Sergio Torres, théologien catholique chilien, les a faits siens au cours d'un colloque de l'Association œcuménique des théologiens du tiers Monde. Ils sont sévères et pourtant, qui les prétendrait sans fondement ?

Au début de cet éditorial, une telle citation révèle quelque chose du regard des Commissions tiers monde sur l'unité des chrétiens et l'œcuménisme. C'est qu'on ne fréquente pas les chrétiens et les théologiens du tiers monde sans que notre regard en soit quelque peu transformé. On pense à ce théologien brésilien qui, de Genève, s'était rendu à Berne en train. Chemin faisant, il s'était fait expliquer les régions traversées. Le canton de Vaud protestant, puis le canton de Fribourg catholique, enfin le canton de Berne, protestant... Le soir, à son retour à Genève, on l'entend encore nous dire «Depuis 450 ans, rien ne s'est donc passé dans votre pays ? Voilà que, d'un coup, une réalité à laquelle nous étions parfaitement habitués nous apparaissait sous un

jour nouveau. Insoutenable.

Dans chaque confession, des théologiens peuvent avoir la tâche de veiller sur l'héritage et d'être attentifs à ce que rien ne se perde du meilleur de leur tradition. Ils ont tout notre respect. Mais notre tâche à nous, Commissions tiers monde, est autre. Elle consiste à aider les chrétiens à élargir leur regard et leur pratique à la dimension du monde, à la dimension de l'Esprit.

Avec un tel objectif, osons le dire, la division des chrétiens n'a plus guère de pertinence. Dans la question des réfugiés, du rapatriement des fonds de Marcos ou des exigences éthiques des relations commerciales avec le tiers monde, qui oserait dire que le problème est confessionnel ? Les oppositions, nous les rencontrons dans chaque confession, les appuis également. En telle matière, argumenter de la division des chrétiens pour ne rien faire tiendrait de l'alibi.

Tant mieux si, par leur action et leur réflexion, les Commissions tiers monde peuvent apporter aux chrétiens de notre ville, dans la complémentarité de la réflexion des Eglises, un espace de collaboration sans restriction, et une possibilité de décentrement.

C'est dans cet esprit qu'elles participent de tout cœur à la manifestation «Chrétiens pour l'an 2000».

*Les Commissions tiers monde
des Eglises protestante et catholique à Genève.*



«Chrétiens pour l'an 2000», entre beaucoup d'autres choses, vous offre deux occasions de rencontrer les Commissions tiers monde...

⇒ **Dans l'AGORA** ⇐

Elles auront un stand (Halle 2) avec leurs dernières publications et d'autres brochures dans la ligne de leur réflexion.

⇒ **Dans l'atelier éthique «Justice et Paix»** ⇐

Il sera possible, durant une bonne heure, de partager questions et interpellations.

■ LE POUVOIR EN AFRIQUE

Critiquer les gouvernements qui ont récemment acquis leur indépendance, on peut hésiter à le faire de l'extérieur, du haut de nos pays de vieille démocratie. Mais il peut être utile de répercuter des analyses faites par les Africains eux-mêmes. Ne serait-ce que pour éviter le reproche souvent fait aux tiers-mondistes d'être manichéens et de peindre en rose là-bas ce qu'ils voient en noir chez eux. C'est dans cet esprit que l'on fait un large écho à un article paru dans une revue ruandaise. En tant qu'Occidental, peut-être pourrait-on y ajouter la responsabilité de nos pays dans cette difficile construction des démocraties du tiers monde.

Un bilan sévère

Ces 24 dernières années d'indépendance africaine ont été secouées par une centaine de coups d'Etat dont environ cinquante ont abouti. Les auteurs de ces renversements font cependant rarement une bonne affaire car ils héritent, la plupart du temps, de situations déjà pourries. Même lorsqu'un changement intervient de manière «naturelle» (passation de pouvoir, décès) la situation socio-politique se dégrade rapidement en raison de la «course au pouvoir»; en effet — toujours et partout — le même scénario se reproduit: la corruption et l'enrichissement des nouveaux chefs relèguent rapidement aux oubliettes leurs premières belles déclarations d'intentions. Franz Fanon («Les damnés de la terre») analyse ainsi cet échec: «La bourgeoisie nationale des pays sous-développés n'est pas orientée vers la production, l'invention, la construction, le travail; elle est tout entière canalisée vers des activités de type intermédiaire: être dans le circuit, la combine... Elle a la psychologie d'hommes d'affaires et non de capitaines d'industries.»

Une démocratie impossible

La plupart du temps, les nouveaux chefs sont propulsés subitement au pouvoir, sans apprentissage; leur peur d'en être déssais les pousse à cumuler au maximum richesse, puissance et postes de travail en ville, qui devront être partagés entre les multiples sollicitations «familiale, ethnique, clanique, régionale ou financière», où chacun figurera dans ce grand ballet de la corruption. Dans une telle situation la démocratie ne parvient jamais à s'implanter et la constitution de plusieurs partis politiques est impensable: seul un parti unique peut permettre au pouvoir de se maintenir, même s'il porte en lui-même ses propres germes de destruction: il n'est qu'un écran entre une masse dépossédée de tout et une minorité luttant pour défendre ses intérêts individuels. Forme moderne de la dictature bourgeoise, le parti unique — pour rester en place — n'hésite pas à violer allégrement les droits de l'homme, enfermant et torturant tous ceux qui ne partagent pas ses opinions.

L'Eglise dénonce

Il arrive, pas souvent, que l'Eglise sorte de son silence. Ainsi cette déclaration de janvier 1985: «Les dictatures parlent de la souveraineté du peuple alors qu'ils lui confisquent le pouvoir et organisent des simulacres d'élections pour mieux s'approprier le pouvoir (...). Le gouvernement n'écoute plus que sa propre voix et, le sachant, fait semblant de croire qu'il entend le peuple.» Est dictateur celui qui ne cherche qu'à concentrer au sein d'une minorité les pouvoirs politique, économique et social. Est dictateur le gouvernement qui combat les syndicats pour en faire de simples courroies de transmission, qui attribue des responsabilités non selon la compétence mais l'allégeance idéologique et qui crée une situation telle qu'«au sein de la population on en arrive à utiliser les moyens les plus honteux pour le plus petit bénéfice»; est également dictateur le pouvoir qui coupe la société en deux: d'un côté une minorité de gens qui «se gavent et avec l'Etat», de l'autre «la classe dominée, rassemblant la plus grande masse, écartée de tout pouvoir, résignée» (Evêques catholiques malgaches, doc. publique de janvier 1985).

Comment sortir de cette situation ?

La revue «Dialogue» propose quelques pistes pour sortir de cette impasse: il est nécessaire que les gouvernements africains s'entourent de collaborateurs compétents et irréprochables, qu'ils gagnent l'estime de leurs concitoyens, qu'ils vivent proches des populations pour en entendre les problèmes et les aspirations; il est également indispensable de moraliser la vie politique, non par des slogans mais dans les actes. Il faut que la liberté d'expression soit accordée, en particulier en ce qui concerne la presse; «Dialogue» estime aussi que l'Afrique doit renoncer aux partis politiques uniques dans lesquels le peuple est enrôlé de force; enfin rédiger des Constitutions démocratiques ayant force de loi pour tous et limitant dans le temps les mandats politiques.

Mais toutes ces transformations ne pourront se faire qu'au sein d'une Afrique unie tournant résolument le dos aux antagonismes tribaux et nationaux.

d'après «Dialogue»

■ DES BOUGIES POUR LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

Vingt-cinq pour Berne

Un quart de siècle de coopération au développement. D'un côté on peut sincèrement se réjouir de ce qui a pu être réalisé: de nombreux projets ont pu être menés à terme améliorant l'autonomie et les conditions de vie de maints villages ou régions. Et pourtant de l'autre côté, globalement le fossé entre pays développés et en voie de développement, l'endettement du tiers-monde, ainsi que sa dépendance économique, n'ont fait que s'amplifier...

Ce constat nous rappelle que le développement du tiers monde ne s'obtiendra pas uniquement à travers des projets de coopération, mais également et surtout par la mise en place d'un cadre économique global favorable au développement. Dans ce sens, la Suisse pourrait encore nettement améliorer la cohérence entre sa coopération technique et sa politique économique et financière!

Vingt pour Genève

A Genève, c'est la Fédération genevoise de coopération (FGC) qui fête cette année ses vingt ans. En deux décennies elle est parvenue à regrouper la quasi totalité des organismes locaux s'occupant de projets de développement ou d'information au développement.

Sa commission technique étudie et sélectionne les projets de développement présentés par ses membres en vue de leur financement par l'Etat de Genève, la Ville et les communes genevoises, ainsi que par la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA) à Berne. Annuellement, ce sont actuellement près de quarante projets pour deux millions de francs qui sont ainsi réalisés par l'intermédiaire de la FGC, ce qui correspond à plus de la moitié des fonds publics genevois octroyés pour la coopération.

La FGC tente également d'informer le public et les autorités sur la problématique du développement, notamment par l'organisation de conférences-débats (cette année par exemple dans le cadre du Colloque Lebrecht), la participation à des expositions, ainsi que par le soutien aux actions de ses membres qui font de l'information sur le développement.

L'action de la FGC n'est nullement en concurrence avec celle de la DDA. En effet, au niveau des projets soutenus, il s'agit essentiellement de petites et moyennes réalisations, alors que Berne reste davantage spécialisée dans les projets de plus grande envergure. Quant à l'impact, sur la population, de l'information au développement, il semble beaucoup plus marqué s'il est réalisé au niveau local plutôt que fédéral.

■ APRES UN COLLOQUE IMPORTANT

Du 21 au 24 octobre, à Genève, s'est déroulée une importante rencontre dans le cadre prestigieux du Bureau international du travail. Pour les 350 personnes venues de tous les continents, il s'agissait de marquer le 20^e anniversaire de la mort du Père Lebre, cet homme qui a su vivre à un tel degré l'action et la recherche spirituelle qu'il est parvenu à créer un courant. Un courant dont il n'est pas exagéré de dire qu'il a transformé le monde et, plus encore, l'Eglise. Marquer cet anniversaire comme il l'aurait aimé, dans le partage d'expériences et la réflexion rigoureuse, telle était l'intention des organisateurs.

Une «mémoire vive»

Qu'on nous pardonne ce sous-titre aux allures informatiques. Ces mots expriment bien une authentique découverte. Un congrès réunissant autant de disciples d'un maître disparu allait-il ressembler à une rencontre d'anciens combattants? On pouvait le craindre, cela n'a pas été le cas. S'il se trouvait quelques anciens, pas fâchés de pouvoir présenter telle ou telle anecdote retenue de leur rencontre avec le Père Lebre comme autant de décorations, on croisait également dans les couloirs du BIT des hommes et des femmes dans la trentaine. Des gens différents par leur couleur de peau, par la latitude où ils vivent, par leur activité actuelle mais qui, d'une façon ou d'une autre, avaient en commun d'avoir été mis en route par cet homme qu'a été L.J. Lebre. Retrouver un homme à travers la trace qu'il a laissée dans les cœurs et les intelligences de plusieurs générations..., il y avait quelque chose de biblique dans cette expérience.

A distance du «macro» et du «micro», les réseaux

Après avoir fait l'expérience de l'impuissance des grands projets de développement et autres décennies du même nom à s'attaquer efficacement aux problèmes — la croissance qui accroît, la pauvreté, le chômage qui augmente, la dépendance qui se déplace sans vraiment diminuer... — il est tentant de se replier sur des toutes petites réalisations incontestables, mais sans prise sur un ensemble plus large. Plusieurs fois au cours de ce colloque le mot «réseau» a été prononcé ce qui permet, d'une part, des réalisations qui partent de la base et dont les intéressés puissent être les propres acteurs. Mais qui permettent, aussi, de relier ces expériences limitées à un mouvement plus large, capable parfois d'un réel impact politique. Les lecteurs de ce bulletin qui ont entendu le professeur Denis Goulet lors de la séance publique organisée avec la Fédération genevoise de coopération, à Uni II, se souviendront d'exemples assez frappants — au Sri Lanka notamment — dans lesquels des mouvements de base ont acquis suffisamment de force pour pouvoir influencer quelques-unes des règles du jeu. Dans le même sens, lors de la séance de clôture, un participant a invité l'assemblée à mesurer le faisceau que représentaient les participants à un tel colloque.

«LES DEFIS DE LA PAIX»

Au moment où le Bulletin paraîtra, il sera encore possible de participer à deux des trois conférences que le Conseil académique de l'Université de Genève organise à l'occasion de l'Année internationale de la paix. Cette remarquable initiative, réalisée en faisant appel à des intervenants de valeur, se déroule de 20h15 à 22h30 à l'aula d'Uni I, 3, rue de Candolle.

Lundi 1^{er} décembre: **Développement, instrument de paix.**

Lundi 8 décembre: **Education instrument de paix.**

Une information détaillée est disponible à notre secrétariat. A remarquer que le Conseil académique a fait appel au «Courrier» pour patronner ces trois manifestations.

Une démarche courageuse et difficile

«Partir des expériences» était une expression clé pour le Père Lebre. Il était bien normal que les organisateurs la mettent au premier plan. D'où l'accent mis sur le travail d'ateliers. Mais le chemin qui part de l'expérience pour aboutir à une formulation communicable qui dépasse les lieux communs est long. Plus long peut-être que les huit heures qui nous étaient données pour le parcourir. Ce qui risque de provoquer un goût d'insatisfaction. Insatisfaction féconde et donc souhaitable ou, au contraire, évitable?

A la rencontre de clôture, les Africains ont lu une déclaration amère. Ils ont eu l'impression d'avoir été mis de côté et que leur parole n'avait pas été entendue. Un écho du même genre de la part de certaines femmes présentes dans l'assemblée. Certes, il sera toujours possible d'apporter nuances ou explications à de telles remarques; elles ne dissiperont pas la question de fond. Le fait de vouloir dépasser les frontières et de donner parole à des expériences vécues au Nord comme au Sud est louable. Pour le réaliser, il nécessite non seulement d'adresser de larges invitations mais aussi de tenir compte de nombreux facteurs. Quelle que soit l'ouverture de l'équipe organisatrice et sa compétence, elle ne pourra pas faire l'économie d'élargir sa composition de façon à être moins française et masculine.

«J'ai tout appris de mes échecs.» Cette phrase du Père Lebre, il s'agit de ne pas l'oublier au moment où l'on tente un bilan. Pour réaliser une large rencontre internationale et interculturelle en mettant l'expérience vécue comme point de départ de la réflexion, les modèles sont à inventer. Ceux qui en ont pris le risque ont droit au tâtonnement.

Des fruits à chercher avant et après la moisson

L'accent mis sur les ateliers, au nombre de douze, aux thèmes aussi vastes et éloignés qu'«entreprise et développement» et «religion et développement», amène une finale quelque peu frustrante. On souhaiterait que le tout soit égale à la somme des parties et ce n'est pas possible. Il faut savoir que, dans une telle démarche, les fruits se cueillent avant et après la séance de clôture. Avant, dans ces multiples rencontres d'ateliers ou de couloir. (Ce n'est tout de même pas banal d'avoir à portée de voix tant de frères et de sœurs engagés dans une même démarche de libération en des contextes aussi différents que l'Afrique, l'Amérique latine ou l'Asie.) Après aussi, lorsque chacun retourne à sa réalité, le cœur — et le carnet d'adresses — un peu plus garnis, ayant pu resituer ses propres efforts, limités toujours, dans un mouvement assez large pour leur donner sens.

Le chemin d'Emmaüs

Chacun connaît l'histoire racontée par Luc, celle de ces deux disciples qui fuient Jérusalem après la débâcle de la Passion et qui soudain — après la rencontre de l'Autre — retournent sur leurs pas et retrouvent avec un courage renouvelé le lieu de leur mission et de leur engagement. Ce récit proposé par un des animateurs en guise de conclusion est éclairant en un tel contexte. On a parlé, pour notre époque, de «crépuscule des solidarités». Dans le récit d'Emmaüs, il est aussi question de la nuit qui s'approche. Elle n'a pas empêché l'irruption chaleureuse de la lumière.

■ **Le problème essentiel:
celui d'une nouvelle civilisation**

" Notre génération a perdu, de toute évidence, le sens des dimensions des problèmes et des mesures objectives pour y répondre. Capable d'empêcher des hommes de mourir, elle s'est révélée incapable de les nourrir. Capable de leur apprendre à s'instruire, elle n'a pas su les préparer à leurs tâches professionnelles et sociales; capable de technique, elle n'a pas été capable de respecter et d'aimer.

Défaillance de l'Occident

Dirigeants économiques et dirigeants publics de l'Occident, depuis le début de ce siècle, n'ont pas été au niveau de leurs responsabilités. Emprisonnés dans la perspective d'une entreprise et du marché de quelques produits, les premiers ont pensé petit, à l'échelle de leur réussite de professionnels spécialisés. Ils n'ont su, dans aucun des pays où c'était relativement facile, résoudre le problème social interne de leur nation. Ils étaient donc peu prêts à affronter le problème social au plan du monde. Or le monde, techniquement, s'unifiait: le monde sous-développé prenait conscience et ne pouvait manquer d'entrer en réaction.

Dans le même temps, les politiques occidentaux restaient dominés par des conceptions révolues. Le prestige et la grandeur de la métropole les obsédaient, non la constitution de communautés véritables dans lesquelles la montée humaine de tous eût été l'objectif primordial. Les Etats-Unis en accélérant la destruction des anciens empires coloniaux cherchent, consciemment ou non, dans une contradiction continue aux principes qu'ils énoncent avec fracas, à constituer à leur profit un nouvel empire autrement large. Leur regard sur le monde en transition est à la fois très large et très court. N'ayant pas réussi chez eux à résoudre le problème des couleurs, ils ont prétendu faire la leçon aux vieux pays qui, du moins, avaient créé sur leurs territoires un réseau déjà important d'infrastructures. Dominés par leurs objectifs stratégiques, par le placement de leur surcroît de marchandises, par leur fidélité verbale à la doctrine économique libérale, ils n'ont pas vu qu'en déconsidérant leurs alliés, ils amorçaient la révolte contre leurs propres modes d'emprise.

L'oppression marxiste

A l'abri d'une doctrine de libération, la Russie s'est faite terriblement oppressive. En élargissant son glacis protecteur, elle a multiplié les points de résistance à son contrôle. Ayant intégré la Chine dans son système, elle commence à en avoir peur. Avivant, comme les Américains, les nationalismes, elle entre en concurrence avec le peuple devenu le dominateur de l'Occident. Elle suscite dans les pays échappant à son influence directe des espoirs fous qui seront suivis de désillusions pouvant conduire à l'anarchie plus qu'au socialisme. Par le jeu des idéaux contradictoires qui les pénètrent peu à peu, les civilisations traditionnelles se désagrègent, laissent l'homme à la primitivité ou à la perspective de ses instincts.

Après avoir déclenché dans le monde une aspiration universelle à valoir, l'Occident et la Russie l'acheminent vers la régression.

Une civilisation du «plus être»

Le problème essentiel du monde est le problème d'une nouvelle civilisation et l'on peut sérieusement se demander s'il lui reste des chances. La seule voie serait celle d'un ressaisissement des leaders intellectuels, économiques, politiques devenant capables d'un regard lucide sur la conjoncture totale et d'un vouloir vigoureux du bien total. Le

**LOUIS JOSEPH LEBRET (1896-1966)
A TRAVERS QUELQUES TEXTES**

monde manque de prophètes d'une authentique fraternité élargie et de techniciens de la mise en valeur ordonnée au bien commun de l'humanité.

La civilisation du «plus avoir» s'écroule sous nos yeux. Seule la civilisation du «plus être» peut valablement prendre la place. La fausse civilisation du besoin croissant illimité des couches sociales et des nations privilégiées doit faire place à la civilisation de la satisfaction des besoins essentiels de tous et du besoin croissant contrôlé."

1957

- «Il est probable que jamais le monde ne s'était présenté aux chrétiens avec un pareil besoin de leur concours intelligent et de leur don plénier. Qu'ils cessent de boudier et de s'abstenir; qu'ils rénovent et réorganisent leurs conceptions qu'ils soient résolument tendus en avant; qu'ils ne se contentent pas de se retrouver entre eux et d'imposer, quand ils le peuvent, leurs solutions; qu'ils se sentent près de toutes les angoisses et de toutes les recherches humaines; qu'ils soient avec tous ceux qui veulent sincèrement et objectivement le bien; qu'ils s'associent au lieu de vouloir dominer; qu'ils s'engagent en avant-garde pour la libération humaine et la mise en place des structures exigées par l'évolution des techniques et des idéologies et par les conditions nouvelles de la vie.»

1948

- «Il faut regarder l'humanité peuple par peuple, espace par espace, et en acceptant que le progrès soit lent, poser les actes qui le rendront possible avec continuité.

Tout est à assainir dans un monde qui recouvre les mots de «charité», de «solidarité», d'«assistance», de gestes intéressés privés d'amour. La charité doit toujours recommencer à conquérir contre les égoïsmes qui se renforcent, à spiritualiser contre les matérialismes qui s'étendent.

Le mal profond est l'inconscience encore plus que la pauvreté.»

- « La question n'est pas d'uniformiser le monde, mais de transformer, en chaque zone peuplée d'hommes, les potentialités en possibilités puis en réalités, au rythme du possible, par une série ininterrompue de petites avancées.

C'est par des ensembles restreints, par régions en mesure de constituer de quelque manière un espace économique plus ou moins équilibré en regard de la production de l'essentiel, qu'il faut, avec précision, analyser le monde, détecter en chaque peuple le trop et le trop peu, découvrir les voies d'amélioration à la fois les moins onéreuses et concrètement praticables, en tenant compte de la variété des circonstances.

La solution aux problèmes du monde ne peut s'enraciner que dans l'amour, et tout amour en plénitude a nécessairement une dimension universelle. Il est toujours possible de s'engager là où l'on est de telle sorte que cet engagement s'insère dans la montée totale de l'humanité.

Qui s'élève ainsi, humblement, en serviteur de la justice, élève le monde.»

(Ces textes ont été cités dans «Economie et humanisme» et «Foi et développement», octobre 1986.)

■ AFRIQUE DU SUD

Se retirer intelligemment

Depuis deux ans, ce ne sont pas moins de 70 entreprises américaines qui ont quitté l'Afrique du Sud. Le mouvement s'est amplifié ces dernières semaines avec le départ de plusieurs «géants», notamment General Motors (GM) et IBM, respectivement la première et la cinquième entreprise américaine.

Avec grand intérêt, on observe que toujours davantage de directions d'entreprises prennent conscience des liens existant entre pouvoir économique et apartheid. Ainsi cette déclaration exemplaire du PDG de GM: «Notre politique d'entreprise est de faire des bénéfices, mais c'est aussi de les faire dans un environnement social responsable. Or, aucun de ces buts n'était plus possible en Afrique du Sud.»

Pourtant, l'efficacité du geste dépend en grande partie de la manière dont il est effectué. Par exemple, en se retirant, Coca-Cola a exigé que sa filiale sud-américaine soit rendue à un groupe d'investisseurs multiracial. Ceci n'a pas été le cas de GM ou d'IBM, qui ont vendu leurs installations à des Blancs. D'autre part, à cet effet, GM a alloué des prêts remboursables avec les futurs bénéfices de la nouvelle société... ce qui a été considéré par beaucoup de personnes comme une nouvelle forme d'investissement en Afrique du Sud. En plus, GM garantit les fournitures de matériel pour plusieurs années à la nouvelle compagnie.

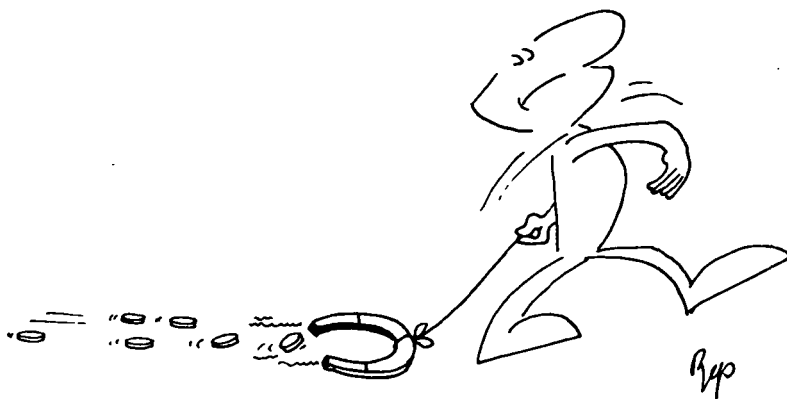
Cela relativise évidemment l'effet de ces retraits sur l'économie sud-africaine, qui est en grande majorité aux mains des Blancs. D'autant plus que le gouvernement de M. Botha vient de créer un office pour la promotion du «commerce non conventionnel». Il s'agit, par exemple, d'exporter des produits sud-africains à une entreprise complice, située à l'étranger et qui va changer l'emballage et l'indication de la provenance des produits avant de les revendre.

Quoi qu'il en soit, suite à l'inefficacité (constatée) des condamnations purement «verbales», le départ effectif d'Afrique du Sud des compagnies étrangères semble être un premier pas dans la bonne direction. Notre pays, qui reste l'un des partenaires commerciaux les plus importants du gouvernement sud-africain, en est encore au premier type d'action.

Un appel qui peut vous concerner

Signalons à nos lecteurs l'appel qui vient d'être proposé à signature aux personnes engagées dans l'Eglise. Intitulé «La Suisse et les sanctions contre l'Afrique du Sud», il émane de chrétiens connus pour leur engagement théologique et œcuménique (Paul Rutishauser, Lukas Vischer et Thomas Wieser) et que désespère l'attitude ambiguë de notre pays face à l'apartheid.

Nous l'enverrons à tous ceux qui nous en feront la demande. Mais il faut se hâter car les signatures seront rassemblées très prochainement.



■ SAMORA MACHEL

L'histoire d'un non-alignement impossible

C'est un Mozambique très affaibli que laisse derrière lui Samora Machel, décédé il y a quelques semaines: un pays exsangue, menacé de banqueroute, déchiré par la guerre, en butte à l'agressivité de son voisin, l'Afrique du Sud. Le président Machel avait pourtant tout tenté pour sauver sa patrie, jusqu'à signer un pacte de non-agression avec Pretoria, en 1984. Figure charismatique, il avait essayé de concilier sa formation marxiste avec une ouverture diplomatique et commerciale envers les pays de l'Occident et les Etats-Unis. Homme modéré, pragmatique, amené au pouvoir après avoir milité dans la base lors de la lutte contre le colonialisme portugais, ses nombreuses qualités avaient fait de lui la figure de proue du Front de libération du Mozambique (FRELIMO); doctrinaire rigide mais homme extrêmement proche de son peuple, il se pliait dans un esprit de collégialité aux décisions prises par la majorité. Ses efforts n'ont pas abouti.

Malgré l'accord de bon voisinage passé avec l'Afrique du Sud qui n'a cessé d'aider les rebelles de la résistance nationale du Mozambique, hostiles à la politique présidentielle. Malgré son désir d'équilibre dans le jeu de ses relations avec la Chine, l'URSS et l'Occident. Malgré aussi son rôle prépondérant pour trouver une solution au conflit rhodésien.

Boudé par les pays socialistes, regardé avec scepticisme par l'Occident qui lui a octroyé une aide financière au compte-gouttes, Samora Machel n'a pu, dans ces conditions réussir un de ses paris: prouver qu'une politique de non-alignement peut être payante. Il est temps de se demander si, dans cet échec, l'Europe, qui pourrait jouer un rôle alternatif face aux grandes puissances, ne porte pas une bien lourde responsabilité.

Vous nous avez compris!

Dans le précédent Bulletin, nous avons sorti notre «gros caractère» pour évoquer la préoccupation que nous occasionnait sa situation financière. Au moment de rédiger ces lignes, vous êtes déjà nombreux à avoir réagi. Et parfois de façon inattendue... ainsi cet imprimeur qui nous avise qu'il tient à notre disposition une machine à écrire très perfectionnée dont il n'a plus l'usage. Elle nous sera très utile.

D'autres ont joint à leur versement un certain nombre de noms d'éventuels lecteurs. Même si cette action n'a pas un effet immédiat sur les comptes, elle élargit l'audience de Cotmec-Info et cela nous réjouit.

Tout porte à croire que notre pari pourra être tenu: assainir les finances du Bulletin en maintenant l'abonnement à 10 francs.

Le passage du témoin : PIERRE DUBOIS

La date convient mal, si près de «Chrétiens pour l'an 2000», mais il y a des occasions qu'on ne doit pas laisser passer. La présence du Père Dubois dans la région est de celles-là. Curé de la paroisse de la Victoria, cette banlieue de Santiago du Chili où survivre est devenu un tour de force, dans cette paroisse où récemment tombait le Père Jarlan, atteint d'une balle dans la nuque alors qu'il était à son bureau en train de lire la Bible...

Aux avant-postes de la lutte contre l'inhumain, le Père Dubois a été appelé à jouer un rôle unanimement reconnu dans l'Eglise et dans le pays. Sauf pour les autorités chiliennes, qui l'ont expulsé au mois de septembre dernier. Ce qui lui vaut ce séjour bien involontaire en France.

**Au Sacré-Cœur (plaine de Plainpalais)
le samedi 6 décembre à 20 heures)**

Ci-dessous deux lettres, écrites à l'occasion de son expulsion, qui aident à mesurer la portée de l'événement.

● ● ●

Lettre ouverte du cardinal de Santiago à ses diocésains sur l'expulsion des trois prêtres de son diocèse (11 septembre 1986)

J'écris cette lettre dans une profonde douleur. Je viens, à la caserne des investigations, de dire au revoir aux prêtres Pierre Dubois, Jaime Lancelot et Daniel Caruette, qui ont été expulsés du pays sur ordre du gouvernement.

Comme pasteur de ce diocèse, je rejette cette mesure que je tiens pour injuste.

Dans les temps difficiles que nous vivons, il leur est revenu d'agir très souvent pour prévenir la violence et s'y opposer. De cela je porte témoignage. Certains n'ont pas compris leur attitude, mais le Seigneur qui est un juste juge saura faire briller la vérité de leurs actes. En tout cas, je réaffirme le droit qui m'appartient, comme pasteur, d'être juge de l'action pastorale de mes collaborateurs prêtres: ils ont agi en communion avec leur archevêque.

A l'heure de la séparation, j'ai été profondément impressionné par le courage chrétien dont nos frères prêtres ont fait preuve devant la décision du gouvernement. Ils sont conscients que le Seigneur accorde sa grâce et sa force au moment de l'épreuve. C'est pourquoi je crois que la meilleure manière d'exprimer notre solidarité avec eux, c'est, comme le faisait la communauté de La Victoria, d'assumer leur héritage, c'est-à-dire de nous comporter de façon chrétienne, non-violente. C'est le meilleur hommage que nous puissions leur rendre.

Pour finir, je vous demande de rester parfaitement unis dans la prière et dans la communion avec votre pasteur que le Seigneur a placé là pour régir son Eglise.

● ● ●

Déclaration de Mgr Vilnet, président de la Conférence épiscopale française, à l'arrivée en France des trois prêtres expulsés (12 septembre 1986)

Au moment où vous revenez brusquement en France, je tiens à vous assurer de ma solidarité et de celle de tous les évêques de France. C'est au nom de chacun de vos diocèses et de toute l'Eglise qui est en France que vous étiez partis pour servir l'Eglise qui est au Chili, plus particulièrement au milieu des plus pauvres selon la mission que vous avaient confiée les évêques du Chili.

Là où le P. André Jarlan a donné le témoignage de l'Evangile jusqu'à verser son sang, vous avez vous-mêmes dépensé vos forces et livré le meilleur de vous-mêmes pour annoncer Jésus-Christ, libérateur de toute servitude.

Rien n'aurait dû vous empêcher de continuer sur place votre ministère désintéressé.

N'admettant pas que vous ayez été ainsi expulsés, je vous assure de ma communion dans le souci que vous conti-

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

«Nous devrions pouvoir parler de notre christianisme de façon telle que l'autre ait le sentiment de se trouver en face de cela précisément qu'il porte dans le fond de son coeur. »

Karl Rahner

nuerez de porter pour ce peuple au milieu duquel vous vous étiez insérés, et dans la souffrance qui est certainement celle de votre cœur de pasteur.

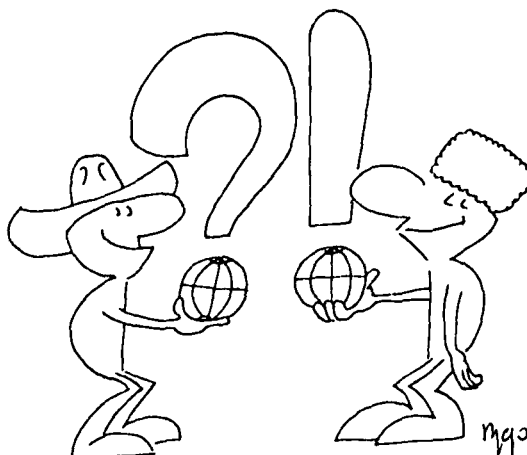
Avec toute l'Eglise qui est au Chili et avec vous, c'est Jésus-Christ et Jésus-Christ crucifié que nous voulons annoncer à tous les hommes.

DIAL

Miettes:

Derrière la main tendue

Sauf erreur, le signe de se donner la main est au départ une façon de mettre l'autre en confiance. La main qui sert à tenir l'épée ou le poignard, on montre qu'elle est nue. Seulement voilà, il y a belle lurette que l'on ne fait plus la guerre avec une épée. On l'a fait en appuyant sur des boutons, en signant des embargos économiques, en modifiant le cours du blé, en inondant les circuits d'information... Que faut-il désormais tendre à l'interlocuteur en signe de paix? Reagan et Gorbatchev auraient besoin de le savoir pour être plus convaincants lorsqu'ils se rencontrent.



SURPRENANT, CE MYSTERE DE NOEL !

L'Avent touche à son terme. Dans quelques jours les chrétiens vont célébrer sur tous les tons la joyeuse nouvelle: «Il est né le divin enfant.» Une explosion de joie bien légitime.

Et puis il y aura ceux qui ne partageront pas cette joie et qui ne recevront de l'église que la lumière qui sort par les fenêtres. Des jeunes notamment, fils et filles parfois de chrétiens engagés. Au fond de leur cœur, qu'ils la formulent ou non, la question qu'un jour le Baptiste avait fait poser à Jésus par l'intermédiaire de ses disciples: «Es-tu celui qui vient — entendez le Messie — ou devons-nous en attendre un autre?» (Luc ch. 7)

Et comment avait réagi Jésus? Indigné par la question, avait-il renvoyé ces impertinents? A-t-il au contraire organisé un cours de théologie pour les remettre sur le droit chemin? Dans son chapitre sept, Luc nous décrit une réaction bien différente. Jésus commence par ne pas répondre. C'est qu'il a à faire. «A ce moment-là, Jésus guérit beaucoup de gens de maladies, d'infirmités et d'esprits mauvais et il donna la vue à beaucoup d'aveugles.» Les envoyés de Jean étaient venus chercher une affirmation et on les laisse en silence devant une séance de guérison... «Puis il répondit aux envoyés: «Allez rapporter à Jean ce que vous avez vu et entendu: les aveugles retrouvent la vue, les boiteux marchent droit (...). La bonne nouvelle est annoncée aux pauvres.»

Et si l'on essayait de faire la même chose? En commençant tout d'abord par accueillir avec sérénité les questions de foi que pose notre entourage? Dans un deuxième temps, si l'interlocuteur le souhaite, il s'agira de lui montrer un certain nombre d'actes de libération entrepris par des chrétiens ou avec leur concours. Vous avez bien compris: des actes, pas des discours sur la libération. Des actes bien concrets qui ont permis à des hommes, des femmes, des enfants de vivre un peu mieux dans leur corps et dans leur cœur. Pour prendre des exemples évoqués dans ces pages: des requérants d'asile ont été épaulés, des habitants d'une banlieue du Chili ont retrouvé leur dignité, des gens se battent dans notre pays pour qu'on ne puisse plus y placer des capitaux pillés dans le tiers monde, d'autres tentent de faire des achats plus respectueux des partenaires commerciaux...

Rien que de très profane dira-t-on? pas plus que de rendre la vue à un aveugle ou de faire marcher des boiteux... Et si cette énumération provoque une surprise, c'est le moment de se souvenir des derniers mots que Jésus a confiés aux envoyés du Baptiste avant qu'il ne s'en retournent: «Heureux celui qui ne tombera pas à cause de moi!» Réaliste, Jésus. Il savait trop que sa façon de témoigner de l'amour du Père n'allait pas faire que des heureux. Les chrétiens seraient-ils plus malins que lui? Rêvent-ils d'être fidèles à son enseignement sans indisposer personne?

«Il est là (...) pour être un signe contesté» (Lc 2,34), avait dit Siméon de Jésus quelques jours seulement après sa naissance. C'est aussi cela Noël. Si nous avons voulu le rappeler aujourd'hui ce n'est pas pour assombrir la fête. C'est tout au contraire pour pouvoir permettre à chacun de s'en approcher sans être obligé de laisser derrière lui ses solidarités.

Expulsé du Chili et de passage à Genève PIERRE DUBOIS: LA LIBERTE AUX MAINS NUES



Dans le précédent Cotmec-Info, nous avions signalé l'organisation, par les Commissions tiers monde, d'une rencontre avec le Père Pierre Dubois, curé de la Victoria (banlieue de Santiago du Chili). Nous avions annoncé un témoin de valeur et les nombreuses personnes — essentiellement chiliennes — qui se sont déplacées ne nous démentiront pas.

Durant cette soirée, ce vigoureux Bourguignon, arrêté le 8 septembre et expulsé trois jours après, a commencé par décrire l'ampleur de la répression. Répression indirecte qui se traduit par un taux de chômage atteignant dans son quartier 70% et par une sous-alimentation chronique frappant particulièrement les enfants. Répression directe aussi qui a nom torture, disparition, délation, fausses trouvailles d'armes ou de matériel de propagande (comme on le fait pour les œufs à Pâques, la police découvre à grand spectacle ce qu'elle avait caché auparavant). C'est que le mensonge règne en maître.

En voilà un exemple particulièrement frappant montrant l'utilisation de la religion populaire par une dictature d'Amérique latine. La première année où il y a eu des journées nationales de protestation, curieusement la Vierge apparaissait à un jeune la veille des «protestas» en lui délivrant un message n'allant pas particulièrement dans le sens de la libération. On a découvert depuis, derrière cela, une intervention de la police secrète chilienne et de spécialistes américains pour les effets dans l'espace. Le «Gott mit uns» ne se grave plus sur les boucles des ceinturons, il est réalisé en cinémascope...

Dans cette opacité ressortent avec d'autant plus de



— force les actions de libération qui y sont menées. Depuis l'organisation des mères pour les distributions de lait ou pour la promotion de leur artisanat jusqu'à l'intégration des délinquants et des drogués dans le mouvement de résistance. Particulièrement frappants, les exemples de non-violence active évoqués par Pierre Dubois. A la fois par réalisme: que faire lorsqu'on se trouve les mains nues devant un appareil répressif nombreux et bien armé? Mais aussi par conviction profonde: on est surpris de ce qui peut se passer lorsqu'on parle sur l'humanité qui peut habiter tout homme, même payé pour vous combattre.

Au printemps, Jean Paul II se rendra au Chili. A n'en pas douter, le voilà au seuil d'une redoutable mission. Pourra-t-il apporter un appui sans équivoque à cette Eglise engagée au côté des pauvres? Ou sera-t-il neutralisé par une dictature si habile à tromper? L'enjeu est de taille.

■ AU LENDEMAIN DE PALEXPO Heureux ceux qui voient trop grand, il arrive qu'ils ne se trompent pas...

Le temps n'est pas si loin où, dans chaque confession, les fidèles étaient persuadés que seuls les fruits poussés dans leur jardin étaient les bons tandis que ceux qui avaient mûri dans les jardins voisins étaient systématiquement vénéneux. Puis des trous se sont faits dans les haies et des gens de plus en plus nombreux ont découvert que les pommes voisines pouvaient être fort bonnes... Ce dimanche 29 novembre, dix mille personnes ont dit par leur présence à la célébration que les trous dans les haies ne leur suffisaient pas. Elles ont expérimenté ce que célébrer ensemble la Parole de leur Seigneur veut dire. Elles ne sont pas près d'oublier le bon goût de fête qui s'en est dégagé. C'est cela que l'on retiendra de «Chrétiens pour l'an 2000». Et non le cafouillage ou la démesure que l'on n'a peut-être pas toujours su éviter. Dans le bref espace de ce bulletin, on nous permettra de n'évoquer que l'atelier Justice et paix, dans lequel notre Commission était plus impliquée.

Enraciné dans l'amour trinitaire de Dieu

Au Père Friedli, professeur de missiologie à l'Université de Fribourg, d'ouvrir la réflexion: C'est au sein de la Trinité, dans cet échange d'amour qui la constitue, que tout s'enracine. La création de l'homme, mais aussi l'envoi de Jésus de Nazareth qui se présente en Luc comme celui qui vient annoncer la bonne nouvelle aux pauvres et libération aux captifs. Affaire d'économie, et de politique. Là est bien l'étonnant. Ce lien indissociable, en christianisme, entre la haute spiritualité et les tâches les plus concrètes.

C'était ensuite aux groupes engagés sur les questions de justice et de paix d'offrir des espaces de réflexion et d'accueil aux personnes présentes. Pas assez nombreuses, malheureusement, pour que toutes ces invitations puissent être honorées. Mais tous les participants auront sûrement retenu de ce tour de salle le nombre encourageant de mouvements au travail dans notre ville. Comme cela a été repris en conclusion, nous ne sommes pas à l'année zéro de la solidarité. Et s'il est aisé de repérer ce qui ne va pas dans le monde, il est par contre impossible de savoir quel serait son visage sans le travail de tant de militants.

Le professeur Gasteyger — qui enseigne à l'Institut universitaire de hautes études internationales — a permis de toucher du doigt, à travers quelques exemples récents, la complexité du problème de la violence. Et la nécessité de chercher des remèdes pour les divers angles d'attaque. Une place particulière doit être faite à tout ce qui concerne l'éducation, la connaissance entre les peuples. Dans un monde qui devient de jour en jour plus petit, la préoccupation de la sécurité doit nécessairement prendre en compte la sécurité du voisin. Notion importante où le réalisme et l'altruisme se rencontrent.

Le propos qui a suivi, celui de René Valette — doyen de la Faculté de droit et de sciences économiques et sociales à Lyon — tient en sept points qui permettent de fonder une

■ LE SCANDALE DES MILLIONS DE MARCOS Les organisations d'entraide demandent une révision de la loi sur les banques

Pendant que les Organisations d'entraide apportent leur soutien à de nombreux projets de développement en faveur de la population pauvre des Philippines, les banques suisses ont, elles, aidé pendant des années l'ex-dictateur des Philippines à sortir des centaines de millions de francs de son pays. C'est ce qui ressort d'une enquête documentée publiée par le mensuel alémanique «Bilanz» dans son numéro de décembre.

Les Organisations d'entraide demandent que l'on tire les conséquences de ce scandale: l'assistance à la fuite des capitaux en provenance des pays en voie de développement doit être interdite par la loi.

La Communauté de travail Swissaid — Action de Carême — Pain pour le Prochain — Helvetas invite les autorités et les banques suisses à faire toute la lumière sur ces faits et à prêter une aide juridique la plus large possible au nouveau gouvernement philippin.

● Au Louverain sera organisé le traditionnel séminaire Suisse — tiers monde. Les 14 et 15 février 1987.

Le thème de cette année: «Exil et migration: un nouveau défi». Avec la présence d'André Jacques, secrétaire aux migrations (COE) et Jean-Marc Barrelet, historien.

Programme et inscriptions: Le Louverain, 2206 Les Geneveys-sur-Coffrane. Tél. (038) 57.16.66.

authentique solidarité. Lorsque les actes de cet atelier seront publiés, nous ne manquerons pas de les reprendre dans ce bulletin, tant ils ont paru à la fois accessibles et pertinents. Pas d'authentique solidarité si l'on n'a pas la possibilité de rencontrer de temps à autre des gens en situation de dépendance et de les rencontrer d'égal à égal. Pour ne citer que celui-là, voilà un point qui ne laisse pas indemne celui qui consent à y accorder attention.

Sœur Anna est venue de Belfast, où l'anglicane qu'elle est engage son énergie à la réconciliation des communautés divisées. Un témoignage passionné et passionnant ouvrant les yeux des auditeurs sur une quantité d'initiatives, le plus souvent ignorées par les médias, plus attentifs au bruit des attentats qu'aux laborieux efforts de réconciliation.

Au terme d'une fructueuse table ronde, quelques éléments découverts au cours de l'après-midi ont été rassemblés en guise de conclusion.

Une conviction tout d'abord: ces questions sont d'une grande complexité. Ce qui invite à la modestie en évitant notamment les discours trop simplificateurs. Ce qui invite aussi à considérer avec sympathie les efforts qui abordent la réalité par un angle différent. Les sectarismes et les monopoles ne sont plus de mise. Il s'agit de garder la spécificité de chaque mouvement en évitant l'émiettement, par exemple en inventant de nouveaux réseaux.

— S'il importe de dénoncer l'injustice, il ne faut pas pour autant taire les signes de vie et de libération; ceci pour renforcer ces initiatives et également pour lutter contre une démoralisation déjà passablement répandue.

— Les chrétiens se contentent souvent — dans le meilleur des cas — de désigner le mal. Il faut aller plus loin et, comme le Maître dont ils se réclament, poser des signes de libération qui souvent deviennent pratiques de résistance. Pour l'entreprendre et pour y durer, dans notre pays, il y a encore tant à apprendre...

— Quels moyens de lecture de la Bible les chrétiens vont-ils se donner pour avancer sur ces chemins? «On ne peut pas dire Dieu n'importe comment», avait rappelé René Valette.

— Prendre en compte la globalité des problèmes sans se démobiliser. Et cela pour être fidèle au projet libérateur de Dieu et pour rendre crédible son amour pour tout homme. Voilà peut-être l'apport central de cette après-midi de travail.

En matière d'épargne bancaire, les Suisses sont champions du monde. Comme vient de le rappeler récemment encore l'«Institut international des caisses d'épargne», avec un montant de 35.988 francs par habitant, notre pays arrive largement en tête.

Que font-ils de cet argent, que font-ils de ce pouvoir? Car si la possession d'un billet de 100 francs offre un certain nombre de possibilités, comment le fait d'en accumuler quelques-uns ne donnerait-il pas un pouvoir?

Plus précisément, en ce qui concerne les chrétiens, cette épargne fait-elle partie du champ de leur vie chrétienne, tentent-ils de la situer dans cet espace de liberté qu'est venu instaurer Jésus de Nazareth? Ou au contraire, cet argent, quelle que soit la forme ou l'importance du dépôt, l'ont-ils mis «de côté» selon la formule consacrée? La question s'adresse aux particuliers. Elle s'adresse tout autant aux communautés, institutions d'Eglises, ordres religieux...

Voilà la réflexion au point de départ de cette brochure que l'on a voulue brève et accessible. Ce qui n'exclut pas le sérieux dans la démarche, qu'il s'agisse de l'étude de la Parole de Dieu ou de celle des possibilités actuelles de placements.

«Un regard chrétien sur l'épargne». Commission tiers monde de l'Eglise catholique à Genève. Préface du Professeur André Biéler. 42 pages. Fr. 4.50. Sur demande au secrétariat.

Un regard chrétien sur L'ÉPARGNE



Préface du professeur A. Biéler

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique - Genève

En 1983, les Commissions tiers monde publiaient une brochure destinée aux adolescents qui a connu un réel succès.

Après deux réimpressions — ce qui est exceptionnel pour nos publications — fallait-il tenter une réédition? Les mouvements qui ont apporté leur soutien à cette entreprise nous ont invité à le faire en nous suggérant d'utiles changements. Nous publions aujourd'hui le résultat de cette révision.

Identique dans sa présentation et dans la clarté de ses propositions et pistes d'action, la nouvelle édition comporte pourtant certaines modifications importantes. Une thèse concernant l'emploi de beedies a été supprimée, une autre à propos des réfugiés la remplace.

Quant aux dessins, ils ont été tous refaits par le jeune dessinateur qui nous avait prêté son concours. Son trait de crayon a, lui aussi, quelques années de plus ce qui leur donne un ton bien différent!

Prix Fr. 2.50.

**SI TU VEUX
UN MONDE
PLUS JUSTE...**



QUE PEUX-TU FAIRE ?

**DES EXEMPLES
DES EXPLICATIONS
DES ACTIONS**

..... exemplaires de la brochure «Un regard chrétien sur l'épargne» au prix de Fr. 4.50.

..... exemplaires de la publication pour les adolescents «Si tu veux un monde plus juste, que peux-tu faire?» au prix de Fr. 2.50.

..... exemplaires de «Prendre parti». Albert Nolan, O.P. Fr. 1.-

..... exemplaires de «Service du pauvre et spiritualité». Du même auteur. Fr. 1.-

..... exemplaires de «Le document Kairos». Commentaire théologique et sur la crise en Afrique du Sud. Fr. 2.-.

■ REFUGIES

Un hébergement qui finit bien

Le 3 décembre, l'hébergement d'une famille zaïroise dans les locaux de la paroisse Notre-Dame prenait fin. Il avait commencé le 18 septembre. Deux longs mois et demi d'engagement, de solidarité en acte, d'heures partagées... La chose mérite d'être soulignée.

A froid, il sera intéressant d'en évaluer tous les enseignements. Pour l'heure, contentons-nous de quelques remarques.

Durer

Deux mois et demi: voilà des mots qui peuvent avoir des sens différents. Pour ceux — était-ce raisonnable? — qui ont choisi un investissement lourd: présence sans discontinuité, rassemblement tous les jours devant la basilique... ces deux mois et demi ont pu paraître bien longs. Ils ont semblé passer plus brièvement pour l'autorité compétente qui pouvait donner les garanties nécessaires pour la fermeture du refuge. On peut difficilement échapper à l'impression que, en haut lieu, certains ont souhaité que la lassitude fasse son œuvre avant d'intervenir.

Modération

Les parrainages, durant toute cette action, ont choisi délibérément une attitude très modérée. La question peut donc se poser: s'ils avaient adopté des moyens d'action plus remuants, auraient-ils obtenu, par gain de paix, plus rapidement satisfaction? Si oui, cela serait bien regrettable et constituerait une invitation implicite aux groupes à laisser de côté la modération.

Quel soutien des Eglises?

Les Eglises ont-elles été suffisamment présentes en cette affaire? Elles l'ont été par les nombreux chrétiens engagés dans l'action et par les locaux mis à disposition, par la déclaration des 11 paroisses qui avaient annoncé, en solidarité, qu'elles étaient prêtes à ouvrir leurs locaux également, et par dix-neuf autres paroisses ou communautés qui avaient donné leur soutien à cette action. Si l'on ajoute une célébration et un certain nombre de démarches plus discrètes, on constate que le bilan n'est pas mince. Pourtant, il faut aussi entendre un certain nombre de chrétiens engagés dans l'hébergement, qui ont eu l'impression que les Eglises ne s'étaient manifestées que sur la pointe des pieds. Manque de temps, hésitation sur la validité de la cause à défendre ou sur le choix des moyens? Probablement. Sans oublier notre maladresse devant des actions de résistance si peu familières aux Eglises, qui nous empêche d'inventer des signes plus expressifs.

Une pétition à soutenir

Elle a un peu surpris, cette pétition du parti socialiste. Soit par son thème: est-ce l'heure de relancer une certaine «solution globale»? Soit par le fait que le parti socialiste la lance seul. Ceci dit, en cette fin d'année, une action qui permet aux habitants du canton de Genève (pas seulement ceux qui ont le droit de vote) de dire leur soutien à une politique plus ouverte en matière d'asile est hautement profitable. C'est dans cet esprit que nous recommandons vivement à ceux qui ne l'ont pas encore fait de la signer. A disposition au secrétariat.

Une exposition qui doit circuler

On nous signale que les panneaux confectionnés par la Coordination en vue du stand de Palexpo sont à disposition des paroisses ou mouvements qui en feraient la demande. Permettant d'illustrer de larges aspects du Mémorandum des Eglises, ils constituent un excellent matériel de sensibilisation. Par exemple en vue de la future consultation sur la révision du droit d'asile. Adressez les demandes au secrétariat, qui transmettra.

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Cotmec-Info présente à ses lecteurs ses meilleurs vœux.

Nos vœux également et un grand merci aux jeunes du Centre d'intégration socio-professionnelle qui, chaque mois, assurent le pliage et l'agrafage du bulletin.

■ DES IDEES DE CADEAUX...

Magasins du Monde (à Genève: 7, bd Carl-Vogt) rappelle, dans son rapport d'activité, qu'il estime possible et nécessaire d'entretenir concrètement des relations économiques et humaines plus dignes avec les pays du tiers monde et certains producteurs suisses et européens. Les jours de fête que nous allons vivre étant l'occasion de témoigner par des signes l'affection qui nous lie à ceux qui nous sont proches, pourquoi ne pas sortir des lieux communs en allant chercher «au Magas» des idées multiples et originales de cadeaux? Nous donnons ici quelques exemples d'articles en provenance du tiers monde:

Tissus, linges et foulards indiens; pièces de soie; corbeilles, paniers, plateaux; articles en jute du Bangladesh tels que sacs, hamacs, balançoires, suspensions pour plantes, poches murales, sets, jouets; porte-monnaies, bracelets, poteries; bougies d'Afrique du Sud; savons indiens; livres pour adultes et enfants...

On trouvera aussi les cafés Ujamaa, Arusha ou du Nicaragua; le thé du Sri-Lanka ou de Tanzanie, le miel en provenance du Mexique ou des réfugiés guatémaltèques; les épices diverses. Mais aussi des articles fabriqués plus près de chez nous: papeteries en papier recyclé, baumes, huiles de bain et de soins... Enfin des produits de culture biologique pour tous les jours; le «Magas» a augmenté sa gamme de céréales, fruits séchés et jus de fruits et a même introduit la vente de quelques fruits et légumes frais. A signaler enfin les produits de nettoyage biodégradables et les lessives sans phosphates...

Une liste de tous ces produits et de leurs prix peut être obtenue auprès de notre secrétariat.